

**SciencesPo**

CENTRE DE RECHERCHES  
INTERNATIONALES

# LES ÉTUDES DU CERI

N° 268-269 - octobre 2023

## **CENTRAFRIQUE : LA FABRIQUE D'UN AUTORITARISME**

Roland Marchal



## **Centrafrique : la fabrique d'un autoritarisme**

### Résumé

Ce texte analyse les conditions dans lesquelles la Centrafrique, un Etat déliquéscent au sortir d'une crise existentielle, sait jouer de ses propres faiblesses et d'une configuration régionale et internationale particulière pour aujourd'hui contraindre le champ politique et terroriser sa propre population en construisant un ennemi forcément étranger et en instrumentalisant la Russie pour sa pérennisation. Les moyens et techniques de coercition sont d'une grande modernité, même s'ils s'appuient sur un répertoire de pratiques coercitives déjà bien rodées en Afrique centrale. La fabrique d'un tel autoritarisme s'appuie sur la construction d'une menace particulière (des groupes armés transnationaux), une communauté internationale atone qui s'épuise à mettre en œuvre des solutions éculées et une offre de sécurité qui renvoie le maintien de la paix onusien ou la mission de formation européenne à la marge : l'implication militaire russe mais aussi rwandaise traduit une volonté de mettre hors jeu une gestion régionale et internationale de la crise qui a échoué, tout en reconduisant une économie concessionnaire dans le domaine minier et agricole, dont les premiers bénéficiaires restent les gouvernants à Bangui.

## **Central African Republic: authoritarianism in the making**

### Abstract

This text analyses the conditions in which the Central African Republic, a failed state emerging from an existential crisis, is able to play on its own weaknesses and a particular regional and international configuration to coerce the political arena, terrorizing its own population by creating an enemy that is inevitably foreign, and using Russia as an instrument to perpetuate itself. The means and techniques of coercion are extremely modern, even if they are based on a repertoire of coercive practices already well established in Central Africa. Such authoritarianism is based on the construction of a specific threat (transnational armed groups), a lacklustre international community that is exhausting itself in implementing outdated solutions, and a security offer that relegates UN peacekeeping or European training missions to the sidelines: Russian and Rwandan military involvement reflects a desire to substitute the regional and international management of the crisis, while at the same time maintaining a concessionary economy in the mining and agricultural sectors, the primary beneficiaries of which continue to be the rulers in Bangui.

# Centrafrique : la fabrique d'un autoritarisme

Roland Marchal, Ceri-Sciences Po

Alors que la presse internationale glose sur les avancées russes en République centrafricaine (RCA), il est urgent d'inverser les termes afin d'éclairer le projet centrafricain que la Russie contribue à mettre en œuvre<sup>1</sup>. Relus sous cet angle, les événements des cinq dernières années témoignent des continuités dans la trajectoire d'élites centrafricaines, insatiables dans leur quête des prébendes qu'offre une économie plus que jamais concessionnaire<sup>2</sup> et obnubilées par l'accaparement des pouvoirs de l'Etat, quitte à rompre avec la lettre et l'esprit de la loi pour mieux réduire au silence toute opposition. Ce sont donc les conditions de construction d'un nouvel autoritarisme qui sont au centre de mon propos<sup>3</sup>. Ma thèse est la suivante : la direction d'un Etat déliquéscent comme la RCA joue aujourd'hui de ses propres faiblesses et d'une configuration régionale et internationale particulière pour clôturer le champ politique, brutaliser sa propre population en construisant un ennemi forcément étranger, en jouant d'intérêts opportunistes russes pour sa pérennisation.

---

<sup>1</sup> L'auteur remercie le CCFD-Terre solidaire et le ROSCA pour leur soutien matériel et intellectuel qui lui a permis de rencontrer de nombreux acteurs de la vie politique et de la société civile centrafricaine. Compte tenu du contexte, aucun nom des personnes interrogées en RCA ou ailleurs n'est cité ici, mais toutes doivent être remerciées pour leur courage et leur ouverture d'esprit. L'auteur est seul responsable des analyses et des opinions formulées dans ce texte. Aucune de ces organisations, ni le CERI, ni Sciences Po n'ont la moindre responsabilité dans cet écrit. L'auteur remercie les deux évaluateurs qui ont permis de clarifier certains passages et de compléter les références bibliographiques. La rédaction de ce texte a été achevée le 20 mars 2023.

<sup>2</sup> Stephen Smith, « The elite's road to riches in a poor country », in Tatiana Carayannis et Louisa Lombard (dir.), *Making Sense of the Central African Republic*, Londres, Zed Press, 2015, pp. 102-122 ; Mai Hassan, « New insights on Africa's autocratic past », *African Affairs*, Vol. 121, n° 483, 2022, pp. 321-333.

<sup>3</sup> Une approche différente mais tout à fait pertinente est tentée dans Lotje de Vries et Andreas Mehler, « The limits of instrumentalizing disorder : Reassessing the neopatrimonial perspective in Central African Republic », *African Affairs*, Vol. 118, n° 471, 2019, pp. 307-327.

Depuis la fin de 2012, la République centrafricaine est confrontée à une crise proprement existentielle, au-delà d'affrontements armés meurtriers qui n'en sont que le symptôme<sup>4</sup>. Cette crise ne porte pas seulement sur l'identité des dirigeants du pays : elle concerne le lien social, l'acceptation qui pendant des décennies a permis aux uns et aux autres de coexister et de reconnaître à chacun le même statut citoyen. En l'espace de quelques mois, cette coexistence – qui n'avait pas été idyllique<sup>5</sup> – a été remise en cause par le surgissement de groupes armés prétendument unifiés dans une coordination appelée la Séléka, qui se sont autoproclamés les défenseurs des marginalisés puis d'une communauté (musulmane) prétendue soudainement unie et homogène<sup>6</sup>. A partir du nord du pays, ils se sont lancés à la conquête de l'ensemble du territoire, entendant rectifier une marginalisation historique en s'emparant du pouvoir à Bangui – une solution bien simple pour un problème aux ressorts aussi complexes.

Le déroulement de la crise a été rythmé par des événements politiques dans la capitale, qui rendent mal compte de la détérioration massive de la sécurité en province, de l'extension des pillages puis des massacres, démultipliés à partir de l'été 2013 par d'autres crimes de masse perpétrés lors de l'émergence de groupes miliciens d'autodéfense, les anti-balaka, associés à l'ethnie du président Bozizé (les Gbaya), à la communauté chrétienne, ou encore à la population autochtone, toutes catégories plus problématiques les unes que les autres. Il est difficile d'identifier dans la furie et le manichéisme ambiants les combattants de la liberté. Phénomène aussi social que politique, la confrontation entre ces deux constellations de groupes armés a davantage exprimé l'anomie d'une société que le combat entre deux partis déterminés. Une fraction de la communauté internationale, bien involontairement, a contribué à construire ces deux camps, reflétant ses propres interrogations sur la coexistence avec l'islam.

Après avoir tenté d'impliquer Paris en orchestrant en sous-main une attaque de l'ambassade de France pour provoquer une riposte qui aurait été présentée comme un soutien, le président François Bozizé, sous la pression de ses homologues de la région<sup>7</sup>, a accepté sous la contrainte en janvier 2013 la création d'un gouvernement d'union nationale, mais il s'est obstiné à en déjouer les conséquences. Le 24 mars suivant, les bandes de la Séléka entraient dans Bangui qui semblait pour de longues semaines dans un chaos sanglant. Le départ de la capitale d'une partie de ces combattants mal encadrés et peu disciplinés en mai n'a pas stabilisé la situation et a aggravé les tensions en province. Le nouveau régime issu du coup d'Etat dirigé par le chef de la Séléka, Michel Djotodia, a été incapable de s'imposer à ses propres partisans et plus

---

<sup>4</sup> Tatiana Carayannis et Louisa Lombard (dir.), *Making Sense of the Central African Republic*, *op. cit.*

<sup>5</sup> La ségrégation des musulmans, pour n'être pas systématique, était avérée mais pas reconnue. L'obtention de pièces d'identité était une épreuve riche en humiliations et coûteuse financièrement. L'adoption d'un prénom chrétien par les musulmans était aussi une tentative de limiter les antagonismes à l'école. Rien n'est réglé dix ans après le début de la crise armée. Pour une réflexion générale, voir Séverine Awenengo Darlberto et Richard Banégas (dir.), *Identification and Citizenship in Africa : Biometrics, the Documentary State and and Bureaucratic Writings of Self*, Londres, Routledge, 2021.

<sup>6</sup> Laura Collins et Gino Vlavonou, « A State of (dis)unity and uncertain belonging : The Central African Republic and its muslim minority », *Islamic Africa*, Vol. 12, n° 2, 2021, pp. 186-210.

<sup>7</sup> Au risque d'approximations, le terme « région » désigne dans ce texte les Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), dont la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) (zone Franc) est la principale subdivision. La CEMAC inclut, outre la RCA, le Cameroun, le Congo-Brazzaville, la Guinée équatoriale, le Tchad et le Gabon. Les autres membres de la CEEAC sont le Rwanda, le Burundi, la République démocratique du Congo, l'Angola, Sao Tomé et Principe.

encore à ses opposants. La tardive intervention militaire française Sangaris en décembre 2013<sup>8</sup> est difficilement parvenue à contenir cette insécurité après de longs mois d'opérations, non sans pertes significatives et d'importants dégâts collatéraux, dus à l'impréparation politique de l'intervention et à l'impossibilité de sécuriser avec un peu plus de 2 000 hommes un territoire plus grand que la France et la Belgique réunies : de fait, seules des enclaves géographiquement délimitées ont été protégées. Mais on le sait, l'interposition est la plus délicate des tâches assignées aux militaires, celle où les erreurs sont les plus aisées et les critiques les plus nombreuses.

La déchirure du tissu social et la violence à l'aune de cette crise ont invité à une révision drastique des conditions d'existence de l'Etat et des règles de cooptation des élites politiques et économiques du pays<sup>9</sup>. Elles ont également imposé à la communauté internationale, à la France toujours influente, mais aussi à Bruxelles et aux instances de Bretton Woods, une réévaluation radicale de leurs liens avec l'un des pays les plus pauvres au monde, et une vision plus critique des financements décrits jusqu'alors comme performants. Le nouvel agenda diplomatique ne manquait pas d'ambitions. Il fallait mettre un terme à la violence, restaurer un sens commun d'appartenance citoyenne, panser les plaies d'une année effroyable, remettre à flot un appareil d'Etat disloqué et « milicianisé », relancer une économie en déshérence bien avant l'arrivée de la Séléka dans Bangui. Et il fallait des élections enfin libres et transparentes dans un pays qui n'en avait pas eu depuis longtemps, pour redonner à cet Etat réformé et attentif à ses populations la direction légitime dont il avait besoin. Aucun de ces buts n'était peu ou prou atteignable dans le temps court d'une transition conduite de janvier 2014 à mars 2016, alors qu'une réforme radicale du comportement des élites centrafricaines était primordiale, comme était nécessaire une réévaluation des modes d'interaction de la communauté internationale avec celles-ci.

L'aggiornamento n'a jamais eu lieu. Au contraire devrait-on dire. Le Forum de Bangui qui tentait de susciter une expression nationale et pas seulement banguissoise sur la résolution de la crise, au printemps 2016, fut sans doute le seul moment au cours duquel se déploya un véritable exercice de la démocratie, devenu impossible depuis de longues années dans ce pays, nous y reviendrons. La transition ne fut qu'une période de (relative) stabilisation sécuritaire, un moment thermidorien qui permit aux élites tétanisées par la crise qu'elles venaient de vivre de vérifier que leur habitus passé restait fonctionnel et qu'il n'y aurait pas de rupture sociétale, pas même de révolution passive par laquelle les contre-élites qui avaient un moment dicté le tempo des affrontements seraient intégrées pour mieux préserver un ordre hérité de la période coloniale. La France, pressée de clore un exercice militaire peu prisé par son opinion publique, renoua sans peine avec des attitudes anachroniques, imposant de façon prioritaire la tenue d'élections, reconduisant les aveuglements anciens dans ses relations avec les élites politiques et un *statu quo* pourtant intenable<sup>10</sup>.

---

<sup>8</sup> Elle a rapidement été accompagnée par d'autres contingents dont l'action de pacification a été variable. Voir Roland Marchal, « Brève histoire d'une transition singulière. La République centrafricaine de janvier 2014 à mars 2016 », rapport de recherche, Réseau des organisations de la société civile centrafricaine pour la gouvernance et le développement (ROSCA-GD), CCFD-Terre solidaire, 2016, p. 73, [https://ccfd-terresolidaire.org/wp-content/uploads/2016/09/breve\\_histoire\\_de\\_la\\_transition\\_en\\_rca.pdf](https://ccfd-terresolidaire.org/wp-content/uploads/2016/09/breve_histoire_de_la_transition_en_rca.pdf).

<sup>9</sup> Roland Marchal, « Being rich, being poor : Wealth and fear in the Central African Republic », in Tatiana Carayannis et Louise Lombard (dir.), *Making Sense of the Central African Republic*, op. cit., pp. 53-75.

<sup>10</sup> Pour une version expurgée, voire tronquée, de cette période, voir le récit de l'ambassadeur français arrivé dans les bagages des militaires français à Bangui, Charles Malinas, *Un intermède centrafricain. La France en Centrafrique 2013-2016*, Paris, L'Harmattan, 2022.

Dès que ladite transition s'est conclue en 2016 par la tenue d'élections – « les meilleures possible dans les conditions du pays » suivant la formule consacrée –, les principaux acteurs de cette tragédie ont repris leur posture d'antan comme si rien ne s'était passé : si crise il y avait eu, elle portait la marque d'autres, au sein de la Centrafrique ou de la communauté internationale, et il revenait à cette dernière de parachever la pacification du pays par les moyens qu'elle se donnerait. En dépit de multiples déclarations officielles, de séminaires interministériels, de colloques de la société civile, de voyages d'étude, la réconciliation n'a plus été qu'un prétexte pour obtenir des financements et les dépenser avec une grande libéralité. Heureusement, la société centrafricaine ne s'était pas totalement effondrée, mais il y avait loin entre la superficielle normalisation sociale que l'on observait surtout dans la capitale, et cette réconciliation que tous les acteurs, nationaux et internationaux, appelaient de leurs vœux en 2014. Cette renonciation des acteurs internationaux en dit long sur leur aveuglement ou, plus justement, leur simple désir de retrouver des interlocuteurs étatiques avec qui négocier l'aide, les projets, les programmes sans jamais revenir à la raison première de leur présence en RCA.

Pourtant, ce n'est pas de cet échec dont on parle aujourd'hui, quitte à le réduire à celui d'une transition mal dirigée<sup>11</sup>. C'est la présence russe, survenue fin 2017 dans des circonstances sur lesquelles nous reviendrons, qui est l'objet de toutes les attentions alors même que s'est mis en place en Centrafrique un régime qui a soudain fait flèche de tout bois contre l'ancienne puissance coloniale, et s'est reconstruit comme un autoritarisme disruptif qui allie des technologies de répression modernes aux pratiques coercitives plus traditionnelles de la vie politique locale. Cet autoritarisme, en effet, n'est pas la simple reprise de ce que le régime de François Bozizé avait essayé de mettre en place en 2011 après des élections tronquées : il s'inspire certes comme son prédécesseur de technologies répressives mises au point sous Bokassa et Kolingba, mais il est plus ambitieux, plus insidieux, du fait sans doute des conseils et des moyens prodigués par les conseillers du Groupe Wagner, admirateurs des cultures répressives tchéchènes, russes et syriennes<sup>12</sup>, sans même citer ici une expertise rwandaise reconnue sur la gestion des oppositions.

Illustration paradoxale de cette réalité : la République centrafricaine, en dépit de tout réalisme économique, a opté en avril 2022 pour une cryptomonnaie alternative au franc CFA, le sango coin, mais en a délégué la création et la gestion à une société privée étrangère. Ce qui a été présenté à l'opinion publique centrafricaine comme le retour à une souveraineté monétaire n'en a été que la privatisation dilettante<sup>13</sup>. Dans cet épisode affairiste, il y aurait beaucoup à dire sur les conseillers du premier cercle, hommes et femmes d'affaires au bilan sulfureux, souvent en délicatesse avec la justice dans leur pays d'origine mais toujours disponibles pour des aventures qui se muent en escroqueries pures et simples.

---

<sup>11</sup> Mathilde Tarif et Thierry Vircoulon, « Transitions politiques. Les déboires du modèle de sortie de crise en Afrique », *Etudes de l'IFRI*, décembre 2016.

<sup>12</sup> Didier Bigo, *Pouvoir et obéissance en Centrafrique*, Paris, Karthala, 1989. Une étude comparative entre les fonctions des conseillers russe et français à la présidence de la République à Bangui, Valery Zakharov et Jean-Claude Manton, serait intéressante, même si aujourd'hui impossible. Se reporter également à la lecture très instructive de Gilles Favarel-Garrigues, *La Verticale de la peur. Ordre et allégeance en Russie poutinienne*, Paris, La Découverte, 2023.

<sup>13</sup> L'achat de la cryptomonnaie « nationale », le sango coin, devait permettre d'acquérir à terme la nationalité centrafricaine. Cette loi, retoquée par la Cour constitutionnelle en automne 2022, a été reformulée dans un cadre juridique plus respectueux des engagements régionaux de la RCA en février 2023.

Comme souvent, la Centrafrique a joué sur des registres contradictoires. Pays parmi les plus sous-développés au monde, elle se veut le promoteur de la *blockchain* et de l'économie digitale sur le continent africain. Etat ne survivant que grâce à l'aide alimentaire apportée à la moitié de sa population et aux financements internationaux – plus de 50 % de son budget en moyenne – qui paient depuis quasiment dix ans les salaires de sa fonction publique, elle prône la seconde indépendance et la rupture avec le pacte colonial en faisant mine d'oublier que Paris désire plus encore que Bangui clore ce chapitre, et se met au service d'un Etat russe qui n'a à proposer que ses armes ou ses mercenaires, en sus de son siège permanent au Conseil de sécurité.

Mon propos est double. Il s'agit d'abord de revenir sur l'histoire d'une crise et de son absence de résolution malgré de belles déclarations prononcées à Bangui. Ensuite de comprendre la construction d'un autoritarisme original, rendu possible par la présence d'acteurs armés étrangers qui en radicalisent l'efficacité. La fin de la transition et la mise en place d'un nouveau régime, pourtant adoubé par la communauté internationale, expriment paradoxalement le peu de chemin parcouru vers une réconciliation nationale. L'Etat dont on parle aurait soudain été transformé grâce à la simple tenue d'élections : les alliances concrètes, la compréhension partagée des trois années de conflit ouvert, l'attribution des responsabilités, tout cela est évacué par la soudaine invocation d'une légitimité et d'une légalité absolues de l'Etat qui met hors jeu sa propre histoire récente.

Les multiples promesses faites par les ambassadeurs, les responsables onusiens et les caciques du régime sur la lutte contre l'impunité, le retour à l'Etat de droit et la réconciliation nationale sont restées lettre morte. Les comportements des instances judiciaires nationales, de la Cour pénale internationale et de la Cour pénale spéciale sont des caricatures de ce que la population attendait et aussi de ce qui a été dix fois promis et financé. Sans surprise, selon ces instances qui doivent dire le droit, les plus grands criminels sont et ne sont que les chefs des mouvements armés. Les élites civiles cravatées dotées de passeports diplomatiques, de positions dans l'appareil d'Etat, voire de diplômes d'universités étrangères, sont quant à elles intouchables et donc innocentes, sauf si elles ont eu le mauvais goût de rejoindre l'opposition.

Ces événements indiquent également pourquoi le soudain désintérêt français après 2016 n'a pu que conforter les comportements les plus anachroniques et prédateurs, et inciter à nouer d'autres alliances, à échapper à cet entre-deux déséquilibré que la RCA entretenait avec son voisinage immédiat. L'arrivée du Groupe Wagner dans le pays, mais aussi le remplacement du Congo-Brazzaville et du Tchad comme tuteurs régionaux par l'Angola et le Rwanda ont manifesté une indubitable réussite du nouveau régime à se consolider en dépit d'un isolement politique croissant, quand bien même la France a aidé plus que freiné cette évolution.

Pourtant, comme nous le verrons, la communauté internationale – entendons ici les Etats occidentaux, les institutions de Bretton Woods et le système onusien – a fait preuve d'une générosité aveugle après l'élection de Faustin-Archange Touadéra en 2016, surtout si l'on compare son comportement à celui de François Bozizé lors des dernières années de sa présidence (2003-2013) : les Nations unies, la Banque mondiale et l'Union européenne ont multiplié les financements alors que les hiérarques du régime – et donc leurs parents et nombreuses maîtresses – ont adopté un train de vie sans commune mesure avec l'économie du pays, la misère de la population et les émoluments de l'Etat dont ils disaient fièrement se

contenter. Leurs villas étaient construites dans un nouveau quartier de Bangui appelé Bellevue, qui aurait pu s'appeler Belles vies. On le verra donc, les reconfigurations régionales sont à la fois le produit et le vecteur d'une montée de l'autoritarisme financé par des institutions qui n'ont à la bouche que les mots de démocratie et de bonne gouvernance. De cela, ni Bruxelles, ni New York et Washington n'ont fait un quelconque bilan : au contraire, leurs représentants locaux qui ont encouragé de telles politiques ont souvent été promus.

A voir la résilience des groupes armés ou du banditisme de grand chemin, à voir les inégalités se creuser à nouveau sans que le tissu social ne puisse maintenir les liens nécessaires, à voir une région qui reste marquée par une constellation de conflits locaux, une multiplication d'entrepreneurs de violence et une forte disponibilité en armes, il n'est pas difficile de conclure que cette crise irrésolue n'est que l'avant-signe d'un nouvel épisode de grande violence.

## UNE CRISE EXISTENTIELLE ?

Il est tout aussi impossible de mesurer le traumatisme provoqué par les événements de 2013 pour la population centrafricaine que d'imaginer que la manière d'y répondre puisse être pensée et mise en œuvre par des institutions étrangères, aussi résolues fussent-elles. L'Union africaine et ses déclinaisons régionales, l'Union européenne, les Nations unies, sans même évoquer les Etats, ont pour la plupart voulu un règlement décent et durable de cette crise sans cependant pouvoir ni vouloir en préciser la mise en œuvre. Il eût fallu pour cela des interlocuteurs centrafricains à la fois lucides sur la crise que traversait leur société, désireux d'en trouver une issue acceptable par le plus grand nombre et conscients des limites de chaque acteur international en dépit de la bonne volonté affichée. D'ordinaire, le débat public des organisations de la société civile et des élites politiques ou économiques du pays permet de dessiner sinon la solution, du moins des lignes de force.

Dans le cas centrafricain, ce n'est pas ce qui s'est produit et il convient de réfléchir sur cette impuissance avant de blâmer les uns ou les autres, les uns et les autres. Cette crise a en fait condensé de multiples fractures, souvent produites par une histoire bien plus longue que la durée du régime Bozizé, et qui se manifestaient par une violence moléculaire et une appétence au pillage que seules une pauvreté abyssale et la lutte pour la survie peuvent éclairer, par une décomposition de l'Etat manifeste d'abord dans la disparition des corps armés, véritable gangrène dont les métastases ont pris la forme de milices, ainsi que par la désagrégation d'un système de positions dans le champ social et économique que ces derniers garantissaient. A l'inverse de la guerre civile somalienne qui a exprimé une contestation politique et l'effondrement d'une économie planifiée sans affecter profondément le tissu social, ici la déchirure a été intégrale, verticale et horizontale, et n'a épargné aucun secteur d'activité, aucune catégorie sociale, aucune région, pas moins l'appareil d'Etat que l'organisation sociale d'un village perdu dans l'arrière-pays.

Cette commotion a pointé la responsabilité du régime Bozizé dont les dernières années ont témoigné d'un raidissement de la prédation, alors même que Bangui donnait l'apparence d'une capitale assoupie. Elle a pointé plus encore la responsabilité des groupes armés, d'abord de la Séléka – qui prétendait parler au nom des victimes, des marginalisés, mais les privait de tout au nom d'une violence qui se voulait cathartique<sup>14</sup> pour peu qu'ils n'appartiennent pas à certaines communautés musulmanes – puis des anti-balaka<sup>15</sup>, groupes d'autodéfense qui firent du massacre la seule arme populaire contre des opposants dix fois mieux armés mais aussi dix fois moins nombreux. Et dans ce chaos sanglant, dans ces haines communautaires, locales ou économiques, ont soudain émergé de véritables stratégies politiques jamais assez fortes pour prévaloir sur le cours des événements, mais suffisamment mises en œuvre pour éclairer l'analyse. J'en citerai trois.

La première, avérée mais qui n'apparut que comme un argument polémique, fut la participation d'éléments étrangers dont l'existence était liée à d'autres crises dans la grande région : la Centrafrique n'était-elle pas depuis longtemps une périphérie de périphéries, elle dont le peuplement des deux derniers siècles provenait pour une grande part de rescapés d'autres guerres, d'autres raids, d'autres migrations forcées ? Dire que les combattants de la Séléka étaient de nationalité tchadienne ou soudanaise et en faire des allogènes, ce n'était pas simplement nier une évidence démographique quant à l'existence de communautés musulmanes installées de longue date, c'était aussi tenter de déplacer les défis sociétaux de la RCA à ses frontières. C'était aussi plus subtilement essayer de définir une autochtonie qui, de fait, n'a su perdurer au lendemain de l'intervention internationale, puisque la communauté chrétienne n'avait guère d'unité dans sa pluralité dogmatique, régionale, ethnique et son expérience diverse du rapport à l'Etat<sup>16</sup>. Politiquement, cet argument relevait d'une singulière amnésie : oublier que pratiquement tous les dirigeants centrafricains depuis l'indépendance ont dû leur accès ou leur maintien à la présidence à une intervention extérieure, qu'elle fût française (Bokassa, Dacko, Kolingba), libyenne (Patassé), congolaise avec Jean-Pierre Bemba (Patassé) ou tchadienne (Bozizé, Djodotia).

La deuxième stratégie est la dimension proprement milicienne et mercenaire de l'accaparement du pouvoir. Comment en effet considérer autrement lesdits « libérateurs » qui avaient joué un rôle essentiel dans la prise de pouvoir de François Bozizé en 2003 ? Mais aussi comment expliquer la survie d'un Bokassa et d'un Kolingba sans cette mobilisation milicienne dont les historiens nous disent qu'elle a marqué pratiquement tous les pays d'Afrique centrale à un moment ou à un autre après les indépendances<sup>17</sup> ? Les anti-balaka n'ont pas été une création *ex nihilo* destinée à

---

<sup>14</sup> Comme le notait une experte internationale, les rebelles n'avaient pas trouvé grand-chose à détruire tant les infrastructures étaient déjà dans un piteux état dans les dernières années du régime de Bozizé. Mais la population les considéra souvent comme seuls responsables de ces dévastations. Entretien téléphonique, décembre 2022.

<sup>15</sup> Le terme anti-balaka prête à une double interprétation : contraction de l'expression anti-balle AK, soulignant l'importance des rituels de sorcellerie mais aussi, littéralement, « anti-machette » dans le patois des Gbaya de Bossangoa. Bien que leur existence soit antérieure à la création de la Séléka (ils sévissaient essentiellement contre les *zaraguinas*, « coupeurs de routes », et les Peulhs dont le bétail envahit leurs champs), ces milices locales d'autodéfense (dans leur forme actuelle), issues des régions rurales à dominante chrétienne se sont formées contre les rebelles de la Séléka majoritairement musulmans.

<sup>16</sup> Gino Vlavonou, *Understanding Autochthony-Related Conflict : Discursive and Social Practices of the Vrai Centrafricain*, thèse de doctorat, School of Political Studies, University of Ottawa, 2020, [https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/41154/1/Vlavonou\\_Sohe\\_Loic\\_Elysee\\_Gino\\_2020\\_thesis.pdf](https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/41154/1/Vlavonou_Sohe_Loic_Elysee_Gino_2020_thesis.pdf) Voir aussi Roland Marchal, « Brève histoire d'une transition singulière... », *rapport cité*, qui analyse cet aspect en détail.

<sup>17</sup> David Birmingham et Phyllis Martin (dir.), *History of Central Africa. The Contemporary Years Since 1960*, Londres et New York, Longman, 1998 ; Rémy Bazenguissa-Ganga, « Rester jeune au Congo-Brazzaville : violences

combattre la Séléka : ils illustraient d'abord l'incapacité de l'Etat à protéger ses citoyens, avaient œuvré des années auparavant contre les pasteurs qui ne respectaient plus les chemins de transhumance, et s'étaient mobilisés à nouveau lorsque certains groupes armés avaient affirmé leur détermination à en découdre avec l'enfant du pays, François Bozizé. Ils appartenaient donc à un répertoire de mobilisation violente que la crise de 2013 a utilisé et enrichi.

La troisième voulait, contre la définition rousseauiste de l'Etat comme institutionnalisation d'un contrat social, qu'en Centrafrique l'Etat soit la cristallisation régressive d'un système d'inégalités, de hiérarchies et de fonctions sociales attribuées à des communautés ou des individus. La violence anémique qui a sévi en 2013 et 2014 a manifesté la remise en cause possible de catégories sociales, de droits acquis et de fonctionnements de l'appareil d'Etat. Comme je l'ai décrit ailleurs<sup>18</sup>, le monopole de fait, acquis par les communautés musulmanes, sur certaines fonctions économiques (notamment dans le transport, la distribution ou encore l'élevage), a été radicalement contesté par de nouveaux acteurs. Dans la même logique, l'exclusion de l'appareil d'Etat et de la fonction publique des musulmans n'a plus été acceptée de manière consensuelle, et souvent subvertie par les convertis et les enfants des grandes familles musulmanes qui avaient suffisamment d'entregent pour ne pas rester devant la porte<sup>19</sup>. On peut dans ces deux cas voir un succès de l'individuation ou au contraire un affaiblissement de règles de fonctionnement garanties par une certaine représentation de l'Etat et du contrat social.

Cette crise, on l'a un peu oublié malgré le rappel opportun des sanctions internationales, a aussi remis en cause les rapports entre l'économie politique informelle de la rente minière (tout particulièrement du diamant, mais aussi de l'or) et l'Etat, tant nombre d'opérateurs économiques ont financé la Séléka avant sa prise de pouvoir pour se venger d'une loi inique réorganisant ce secteur, mise en œuvre en octobre 2008, qui les avait souvent complètement dépossédés de leurs avoirs.

Cette crise, enfin, a renforcé une milicianisation de l'appareil militaire étatique qui était un symptôme d'un dysfonctionnement plus profond encore : les débats actuels sur l'embargo des armes oublient trop souvent l'importance de la participation des militaires dans les milices anti-balaka et la circulation d'armes incontrôlée entre les casernements des Forces armées centrafricaines (FACA) et les camps des miliciens des années de transition. Exiger une traçabilité des armes dans un contexte pareil n'a rien de scandaleux, quand bien même le gouvernement centrafricain se dit outragé du manque de confiance à son égard ou se prétend désarmé par rapport aux rebelles qui se fournissent au Tchad, au Soudan et... en RCA.

Sans aller plus avant dans l'analyse, il est clair que ladite reconstruction de l'Etat ne pouvait se réduire, comme cela a été fait faute de vision d'ensemble et de véritable stratégie de réconciliation, à la réhabilitation de bâtiments publics et à l'emploi de fonctionnaires civils régulièrement payés en province. Certes, il fallait effectivement que ces fonctionnaires puissent

---

politiques et processus de transition démocratique », *Autrepart*, n° 18, 2001, pp. 119-134, ainsi que « Milices et bandes armées à Brazzaville », *Les Etudes du CERI*, n° 13, avril 1996.

<sup>18</sup> Roland Marchal, « Being rich, being poor... », art. cité.

<sup>19</sup> Sur ces deux points, voir Roland Marchal, « Brève histoire d'une transition singulière », *rapport cité*, et aussi Mathilde Tarif, « "On ne devient pas commerçant entre midi et 13 heures !" : Les conditions sociales du succès économiques après la crise en République centrafricaine », *Politique africaine*, n° 156, 2019, pp. 121-141.

travailler, et à cet effet avoir des bureaux, des chaises, de l'électricité et aussi des salaires. Il ne s'agit pas de nier ici cet aspect de la réalité de l'Etat, mais cette reconstruction-là devait se faire avec en tête une exigence fondamentale : ne pas répéter des modes opératoires qui avaient déclenché l'effondrement de la société centrafricaine. Et pour cela, il fallait autre chose que de beaux discours, de multiples comités stratégiques, techniques, de suivi, etc., et une cour pénale spéciale, en invoquant le kit de solutions de l'interventionnisme libéral.

Enfin, à repérer les points essentiels de ce moment tragique de l'histoire centrafricaine, on pouvait aussi d'emblée mesurer le danger que représenterait l'adjonction d'une milice supplémentaire, celle du Groupe Wagner, et s'inquiéter de ce que cette implication signifierait pour la (re)construction de l'Etat centrafricain. Les hommes de Prigojine ont redonné toute sa crédibilité à un scénario d'usage illimité de la force pour mater les oppositions et régner sans se soucier de sa propre population.

## **L'Etat et l'institutionnalisation des milices**

N'est pas Evariste Galois qui veut ! On se gardera bien ici de comparer l'importance des travaux scientifiques du jeune républicain radical, membre de la Société [secrète] des amis du peuple, et le mathématicien de Boy Rabe (nom du quartier de Bangui où réside le président Touadéra). Dans un pays où l'exercice du pouvoir est si personnifié, il est essentiel de comprendre dans quelles conditions ce dernier a été élu et sur la base de quelle expérience politique il a agi durant son long séjour à la primature. Ces informations éclairent sa manière de gouverner qui peut sembler confiner à de la procrastination, alors qu'il est capable d'agir très vite dans certaines situations. C'est plutôt le mode de prise de décision et la place qu'il s'y donne qui font débat, ce qui lui permet éventuellement de blâmer ses conseillers tout en se félicitant des mesures qu'il prend. De même, il faut examiner la manière dont les questions soulevées ci-dessus ont été abordées, pour certaines écartées, pour d'autres traitées.

On attendait une véritable impulsion politique qui permettrait au président Touadéra de se saisir des grandes thématiques laissées par la transition, et de répondre aux attentes de la population dont il ne cessait de se dire proche et d'acteurs internationaux qui finançaient en espérant *in fine* une amélioration des conditions de vie en RCA. Mais les priorités et engagements du gouvernement centrafricain ont été autres, relevant souvent de calculs du premier cercle, sans prise en compte de la situation du pays réel. Le dernier exemple en date est le débat sur le changement constitutionnel (soit la fin d'une limitation des mandats présidentiels) qui a occupé une bonne partie de l'année 2022 : un dialogue républicain en mars<sup>20</sup>, puis une confrontation entre la mouvance présidentielle et la Cour constitutionnelle à l'automne. Pourtant, cette question

---

<sup>20</sup> Le dialogue républicain, suggéré par la région, aurait dû fournir le cadre d'un débat national (*i.e.* avec une expression de la société civile et de l'ensemble des partis politiques, y compris d'opposition) sur la situation du pays avant de nouvelles négociations avec des groupes armés et après une période d'après combats durant l'hiver 2020-2021. Ce Forum a rapidement tourné court car il est apparu très vite qu'il n'y aurait pas de débats contradictoires sur quelque sujet que ce soit et que le but visé était une motion en faveur d'une altération de la Constitution pour lever la limitation du nombre de mandats présidentiels. Cette demande avait déjà circulé au moment de l'épidémie de Covid, sans cependant recueillir un assentiment significatif, notamment au Parlement.

n'avait jamais été soulevée durant la campagne électorale, et aucune critique n'avait été formulée à propos de possibles limitations constitutionnelles à l'action publique. L'une des principales figures politiques centrafricaines, Martin Ziguélé– qui fut membre de la majorité présidentielle durant le premier mandat du président Touadéra avant de rejoindre l'opposition à cause des tentatives de division de son parti par les partisans du président après 2021 – ne disait pas autre chose, mais c'en était déjà trop pour la présidence qui n'avait aucun goût pour le débat contradictoire.

Né en avril 1957 à Bangui, Faustin-Archange Touadéra a connu une scolarité brillante, obtenu son doctorat de troisième cycle en mathématique à Lille (où réside encore l'une de ses épouses) et soutenu sa thèse d'Etat en 2004 à l'université de Yaoundé I. Sa brillante carrière universitaire l'a naturellement poussé à occuper différents postes de gestion, notamment la direction de l'Ecole normale supérieure (ENS) où il se lia à deux de ses futurs Premiers ministres). C'est donc sans trop de surprise qu'il fut nommé en 2004 recteur de l'université de Bangui par le ministre de l'Education d'alors, Karim Meckassoua, un autre poids lourd de la vie politique centrafricaine. Sa gestion étonna : soucieux d'éviter tout conflit dans une période un peu mouvementée, il fuit la discussion avec les représentants des étudiants et des enseignants, et laissa à ses deux principaux collaborateurs à l'ENS, Simplicie Mathieu Sarandji<sup>21</sup> et Firmin Ngrébada<sup>22</sup>, le soin de régler les problèmes. Le 22 janvier 2008, le recteur devint Premier ministre et le resta jusqu'au 12 janvier 2013, lorsqu'un gouvernement d'union nationale dirigé par une personnalité de l'opposition, Nicolas Tiangaye, fut imposé à François Bozizé par les accords de Libreville de juin 2008.

Faustin-Archange Touadéra détient un record de longévité à la primature. Sa nomination avait été proposée par Fidèle Gouandjika, lié à sa famille, qui a été l'un de ses plus proches et influents conseillers, d'abord dans une campagne électorale improbable, puis à la présidence de la République où il joue aujourd'hui encore un rôle important sur toutes les questions, exprimant souvent avec un bagou très populaire les opinions de son chef. Sans surprise, les deux collaborateurs de Touadéra l'ont suivi du rectorat à la primature, où de nombreuses décisions doivent être prises.

La placidité de son caractère explique pour beaucoup sa survie à un poste rendu encore plus difficile par un climat social très crispé, et surtout des tensions de plus en plus fortes entre ses ministres, pas toujours soucieux de respecter l'autorité du chef du gouvernement. Ainsi le ministre d'Etat aux Mines, Sylvain Ndoutingaï, proche parent de Bozizé, prenait des initiatives sans coordination interministérielle : en octobre 2008, il lançait une opération contre huit des compagnies agréées pour l'achat d'or et de diamants en arguant qu'elles ne respectaient pas la nouvelle loi susmentionnée, ce qui permit à ses affidés de confisquer des pierres, de l'or, des liquidités, des véhicules<sup>23</sup>... Cet épisode, peu publicisé sur le moment, est crucial pour comprendre la montée en puissance quatre ans plus tard de la Séléka : en effet, les biens confisqués n'ont jamais été restitués et les actionnaires des bureaux d'achat ont entendu prendre une revanche

---

<sup>21</sup> Docteur en géographie à Bordeaux et enseignant à l'université de Bangui, il en est devenu le secrétaire général quand Touadéra a été nommé recteur. Il le suivra ensuite à la primature.

<sup>22</sup> Inspecteur du travail, formé à l'Ecole nationale d'administration et de magistrature (ENAM) de Bangui, ses liens avec Faustin-Archange Touadéra seraient d'abord familiaux car son épouse est une proche parente du président.

<sup>23</sup> Pour l'analyse de cette loi, voir International Crisis Group, *Dangerous Little Stones : Diamonds in the Central African Republic*, Nairobi/Bruxelles, 16 décembre 2010, [www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic/dangerous-little-stones-diamonds-central-african-republic](http://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/central-african-republic/dangerous-little-stones-diamonds-central-african-republic)

contre un régime qui les avait indûment exclus du secteur minier au profit de ses seuls partisans. La communauté internationale avait applaudi le vote de la loi qui fournissait le cadre légal de cette appropriation, sans entrevoir qu'une loi irréaliste pouvait créer plus d'illégalités qu'une régulation tolérante.

Un autre épisode est celui des télécoms, qui a vu Fidèle Gouandjika, alors ministre des Postes et des Télécommunications, conclure un accord en 2006 avec une société privée pour la gestion des appels internationaux, mettant en déficit la société nationale, la Socatel<sup>24</sup>, qui en était jusqu'alors bénéficiaire. Lorsque son successeur à ce ministère, Karim Meckassoua, fournit les preuves de l'escroquerie, le Premier ministre refusa de prendre parti... Dix autres scandales ont émaillé son mandat à la primature. Il n'est pas question de le rendre coresponsable de cette concussion, mais il faut noter son habitude d'esquiver toute prise de décision, laissant les ministres agir à leur convenance jusqu'à ce que le président intervienne personnellement.

Deux dossiers concernant la période où il fut Premier ministre méritent une mention particulière. D'une part, celui des droits de l'homme et des libertés publiques, sur lequel il n'intervint jamais. Journalistes et opposants connurent une vie toujours plus dure pendant sa mandature sans qu'il en ait cure. Cela valut aussi pour les violations massives des droits de l'homme dans l'arrière-pays, le traitement des détenus à la terrible prison de Bossembélé ou encore la lutte contre les mouvements armés qui se dispensait des règles élémentaires du droit humanitaire<sup>25</sup>. D'autre part, la mise en œuvre du programme de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR), recommandé par les accords de paix de Libreville, qui lui incombait<sup>26</sup>. Une première tranche du financement (cinq milliards de francs CFA sur les neuf annoncés en janvier 2009) octroyé par la région, ici la CEMAC, fut pratiquement entièrement détournée, ce qui contribua au durcissement des mouvements armés, de plus en plus déterminés à en découdre avec un gouvernement qui avait volé « leur » argent.

Mis à pied en janvier 2013, le mathématicien de Boy Rabé reprit le chemin de l'université où l'attendaient étudiants et heures supplémentaires en nombre. Trois mois plus tard, le président Bozizé était renversé par la Séléka. L'ancien Premier ministre se réfugia à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (Minusca) et put prendre un vol vers la France où il résida à Villeneuve-d'Ascq avec sa seconde épouse et leurs trois enfants. Il retourna à Bangui durant l'été 2015 et se présenta comme candidat indépendant à l'élection présidentielle, malgré son appartenance au parti du François Bozizé, le Kwa Na Kwa (KNK), dont il était le second vice-président.

Sa campagne électorale, à l'instar de celle de la plupart des candidats, fut dépourvue d'originalité : « les promesses n'engagent que ceux qui les croient » affirmait un homme politique français. Alors qu'il n'avait pas vraiment impressionné lors de son long passage à la primature, il obtint un score surprenant au premier tour, puis gagna haut la main au second contre son

---

<sup>24</sup> Anonyme, « Making calls on the State », *Africa Confidential*, Vol. 52, n° 18, 2011.

<sup>25</sup> Bureau du haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, « République centrafricaine : Mapping des violations des droits de l'homme 2003-2015 », mai 2017, [www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/CF/Mapping2003-2015/2017CAR\\_Mapping\\_Report\\_FR.pdf](http://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Countries/CF/Mapping2003-2015/2017CAR_Mapping_Report_FR.pdf)

<sup>26</sup> L'accord de Libreville signé avec de nombreux groupes armés prévoyait un ambitieux plan de désarmement, démobilisation et réintégration de leurs combattants, généreusement financé par l'organisation régionale et l'Union européenne.

opposant, Anicet-Georges Dologuélé, en février 2016<sup>27</sup>. Les conditions de sa victoire restent à élucider. Dans les mois qui suivirent, alors que leur rancœur montait vis-à-vis du nouveau pouvoir, de nombreux dirigeants de milices ou de groupes armés prétendirent avoir corrigé le scrutin des urnes, et de fait, l'appui fourni par la base du KNK et les anti-balaka fut déterminant dans certaines régions. L'explication qui circulait alors dans les cercles diplomatiques et onusiens était que la population avait décidé de sortir ceux qui avaient coopéré avec la Séléka et ne l'avaient pas combattue dès le début. Cela expliquait les très faibles scores obtenus par des personnalités pourtant bien ancrées dans leur terroir : elles auraient servi de cheval de Troie à la Séléka. A voir. De nombreux opposants ont donné une autre explication : la présidente de la transition, Catherine Samba-Panza, et plusieurs membres de son gouvernement, auraient financé le second tour du candidat Touadéra pour se garantir une impunité après plusieurs scandales portant sur des détournements de fonds publics importants, en misant sur son manque de courage politique. Ce n'est pas impossible. Compte tenu de la bonhomie du personnage, de son ouverture d'esprit et de son expérience de la gestion publique, beaucoup d'observateurs ont considéré qu'il n'était pas forcément un mauvais choix<sup>28</sup>, même s'il y avait eu fraude : Faustin-Archange Touadéra pouvait réunir (il y était parvenu entre les deux tours), calmer et finalement résoudre une partie des problèmes car on le savait travailleur, pondéré et tolérant. C'était oublier que la politique est une scène où les qualités individuelles s'estompent devant le jeu des alliances et la nécessité de vaincre.

Il a rapidement fallu se rendre à l'évidence : la situation demeurait compliquée et l'élection n'y changeait pas grand-chose. Comme les donateurs le remarquèrent dans les mois qui suivirent sa victoire, le nouveau président manquait singulièrement d'idées au sujet de l'utilisation de l'aide internationale, et se cantonnait lors des entretiens officiels à demander qu'elle dure et augmente. Plusieurs points suscitèrent une inquiétude croissante chez les observateurs.

D'abord, s'il tenait un discours généreux sur la réconciliation nationale et se prêtait à quelques actions symboliques, Touadéra était incapable d'en décliner concrètement les différentes étapes, les moyens et les objectifs. Sa conception de la réconciliation se limitait au mieux à un redéploiement de l'Etat en province, et à ce DDR que, Premier ministre, il n'avait pas pu mettre en œuvre, tout en étant témoin de la manière dont les financements de la région (puis de l'Union européenne après 2011) avaient fondu. Ce point est essentiel car selon le nouveau président, son élection concluait en quelque sorte la crise : son pays avait des problèmes mais une administration efficace de l'Etat (richement doté en aide internationale) pouvait les gérer. La seule vraie difficulté tenait à la mauvaise volonté des groupes armés, qui étaient évidemment composés de criminels puisqu'ils s'étaient mis hors la loi en ne respectant pas la légitimité du vote. Pour entamer une négociation avec eux, il fallait d'abord avoir achevé le désarmement et le cantonnement. Toute autre solution remettait en cause la légalité de l'Etat centrafricain et la légitimité de son président.

Ensuite, une autre série d'inquiétudes, plus manifeste chez les analystes que chez les représentants de la communauté internationale – heureux de retrouver un interlocuteur légitime,

---

<sup>27</sup> Patricia Huon, « Centrafrique : Faustin-Archange Touadéra, nouveau président surprise », *Libération*, 21 février 2017.

<sup>28</sup> A Bangui, on entendait souvent dire que « lui au moins avait payé les salaires... ».

désireux d'accroître les projets de financement et peu avare de promesses de redressement – était liée à la qualité de son entourage à la présidence, conseillers et visiteurs du soir. L'entre-soi, déjà manifeste au moment de la transition, s'était encore consolidé. Certaines personnalités très influentes, comme l'incontournable Fidèle Gouandjika ou le sulfureux Sani Yalo<sup>29</sup>, ne pouvaient laisser indifférents. D'autres allaient rejoindre cette liste d'aventuriers de la politique, jamais avares d'escroqueries potentielles et de trafics criminels. Dans l'actualité la plus récente, on peut citer Emile Parfait Simb, un homme d'affaires camerounais doté aujourd'hui d'un passeport diplomatique centrafricain, poursuivi par la justice de plusieurs pays africains et des Etats-Unis, qui fut l'ardent promoteur des cryptomonnaies dans le cercle présidentiel, et l'initiateur de la loi passée par acclamations au Parlement centrafricain en avril 2022 les légalisant<sup>30</sup>.

Enfin s'est posée la question politiquement très sensible des rapports entre le président élu et les leaders anti-balaka qui l'avaient soutenu, par proximité avec le KNK mais aussi dans l'espoir d'obtenir une amnistie de fait ou de droit. Ces dirigeants avaient apprécié son refus de jouer un rôle quelconque dans la transition et ses déclarations particulièrement apaisantes envers François Bozizé. Les anti-balaka, même s'il y avait eu des nuances entre leurs différents groupes, étaient intervenus localement pour assurer à la fois une défaite cinglante aux hommes politiques accusés d'avoir ouvert la porte du pouvoir à la Séléka en 2013 (comme Martin Ziguélé et son parti) et une très nette victoire de Touadéra face aux autres candidats, il est vrai moins connus bien que plus argentés, comme Anicet-Georges Dologué. De façon générique, le nouveau président a joué une carte très réaliste – ou cynique –, s'appuyant sur tous pour être élu mais œuvrant ensuite à l'incarcération de ceux qui se faisaient les plus bruyants ou revendicatifs. Ce fut par exemple le cas de Patrice-Édouard Ngaïssona, élu sous Touadéra représentant de la RCA au comité exécutif de la Fédération africaine de football et arrêté à Paris en décembre 2018 sur la base d'un mandat de la Cour pénale internationale (CPI). Le cas du député (élu en 2016) Alfred Yekatom « Rombhot » ou « Rambo » est encore plus singulier, car il perçut sa solde de militaire pratiquement jusqu'à son arrestation après une rixe dans l'enceinte du Parlement au moment de l'élection d'un nouveau président de l'Assemblée nationale<sup>31</sup>.

Les mouvements armés, sur lesquels on reviendra plus loin, étaient furieux. En effet, la communauté internationale leur avait vendu les élections en expliquant qu'il fallait un gouvernement élu pour décider des réformes et valider une initiative de paix qui inclurait des postes, un programme de DDR et tout ce dont leurs chefs pouvaient rêver, comme l'amnistie, mais que les internationaux s'étaient gardés de mentionner. De plus, et ce point est souvent omis

---

<sup>29</sup> Sani Yalo est né en 1963 à Bangui. Son père avait été le mécanicien de Bokassa, son frère aîné fut celui de Bozizé des années plus tard. Il a été condamné pour son implication dans l'une des escroqueries les plus lucratives du début des années 2000 : Zongo Oil. Plus tard, en 2013, il a rejoint un moment avec son frère la Séléka avant d'être à nouveau poursuivi en août 2013 pour avoir pillé plusieurs sites appartenant à Orange Centrafrique et à la CFAO. Néanmoins, financier important de la campagne de Touadéra, il fut nommé en août 2016 président du conseil d'administration du Bureau d'affrètement routier centrafricain (BARC), une société d'économie mixte qui détient le monopole du trafic routier sous-régional et gère notamment la gare routière de Bangui. C'est l'un des postes les plus richement dotés du paraétatique centrafricain. En mai 2018, un mandat d'arrêt du tribunal d'instruction de Bata mentionna Sani Yalo comme l'un des mandants de la tentative de coup d'Etat de décembre 2017 en Guinée équatoriale. Le président Touadéra n'y a jamais répondu. Entretiens avec des hommes politiques et des militants de la société civile, Bangui, mars 2016 et mai 2019.

<sup>30</sup> Anonyme, « President enlists crypto for survival strategy », *Africa Confidential*, Vol. 63, n° 11, 2022.

<sup>31</sup> Le panel d'experts des Nations unies fut incapable d'obtenir le gel de son compte bancaire à Ecobank qui pourtant était contrôlée par le gouvernement centrafricain.

par les observateurs onusiens, le candidat Touadéra avait rencontré de nombreux chefs rebelles et avait lui aussi multiplié les promesses. Le leader d'un des principaux groupes a raconté dans le détail la visite du candidat Touadéra à N'Djamena et l'entretien qu'ils avaient eu dans des locaux de l'Agence nationale de sécurité (ANS) tchadienne. Tout s'était bien passé, trop bien passé, puisque ce rebelle avait participé au financement de la campagne électorale du futur président et lui avait fourni une liste de contacts au PK5, l'enclave musulmane de Bangui, qui pouvaient relayer sa campagne ou sécuriser les réunions de ses partisans<sup>32</sup>. Mais une fois élu, le président Touadéra avait semblé ne plus se souvenir de ses généreuses promesses. De nombreux chefs militaires relatent des faits similaires, y compris ceux qui étaient, comme Ali Darassa – le chef du plus grand mouvement armé, l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) – réputés prêts à reconduire l'alliance avec Bangui instaurée avec Catherine Samba-Panza. Si leurs propos ont pu être jugés excessifs tant les promesses mentionnées étaient généreuses, ils ont à mon sens une base réelle et contredisent le discours public du président centrafricain.

Touadéra a dû rapidement résoudre des problèmes incontournables. Comment choisir son gouvernement, et d'abord le Premier ministre ? Comment contrôler le Parlement en constituant un groupe parlementaire puissant qui lui faisait défaut ? Comment utiliser le climat de convergence nationale pour éviter le débat et marginaliser les quelques personnalités qui posaient problème, hommes politiques ou chefs de mouvements armés acquis au nouveau régime, mais revendicatifs<sup>33</sup> ?

La stratégie du président et de son premier cercle a été remarquablement mise en œuvre dans les mois qui ont suivi son élection. Elle s'appuyait sur plusieurs piliers, dont le premier fut de donner des gages aux donateurs en utilisant leur langage et les catégories dont ils usaient pour témoigner d'une volonté de compromis et de réconciliation. Elle a permis d'atteindre l'objectif, à savoir le succès d'une grande conférence des donateurs à Bruxelles en novembre 2016, au cours de laquelle plus de trois milliards d'euros ont effectivement été promis à la RCA. Dans cette posture toute en sourire, le représentant des Nations unies, Parfait Onanga-Anyanga, a joué un rôle important. Ancien directeur de cabinet de Jean Ping, il a mobilisé son entourage et les compétences de la Minusca pour éviter à l'équipe présidentielle d'apparaître pour ce qu'elle était : pressée de relancer les vieilles méthodes de la politique au village. Un employé onusien a ainsi écrit les discours du président Touadéra, applaudis par la communauté internationale, et peu de diplomates ont trouvé à y redire ; les autres institutions, notamment l'Assemblée nationale, ont été tenues à distance car elles pouvaient faire de l'ombre au chef de l'Etat. Un homme politique commenta cette atmosphère en rappelant que Parfait Onanga-Anyanga se comportait comme l'essentiel des fonctionnaires en Afrique centrale : rien n'existait hormis le président<sup>34</sup>.

La première année fut donc celle de la mise en place d'une élite gouvernante qui (ré)apprenait rapidement son métier et surtout se gargarisait de sa légitimité nouvelle. Cependant, la résolution de certaines questions impliquait de faire des choix, d'adopter des orientations liant l'action du gouvernement. Trois problèmes devinrent de plus en plus prégnants.

---

<sup>32</sup> Entretien avec Nouredine Adam, Khartoum, juillet 2021.

<sup>33</sup> Tim Glawion et Lotje de Vries, « Ruptures revoked : Why the Central African Republic's unprecedented crisis has not altered deep-seated patterns of governance », *Journal of Modern African Studies*, Vol. 56, n° 3, 2018, pp. 421-442.

<sup>34</sup> Le même rapporta des propos plus surprenants encore : le représentant des Nations unies expliquait à ses interlocuteurs de l'opposition que lui-même ne cessait d'apprendre du président centrafricain...

Le premier tenait au fait que les ministres et leur président hésitaient beaucoup à voyager en province, que les grands discours étaient prononcés de Bangui et que cette réalité agaçait jusqu'aux Nations unies, qui devaient parfois attendre plusieurs semaines avant d'obtenir qu'un haut cadre du gouvernement vienne inaugurer un projet achevé ou un bâtiment public reconstruit.

Le deuxième avait trait à la situation sécuritaire de plus en plus délicate à Bangui et en province. Les promesses non tenues ou les attentes déçues ne pouvaient améliorer le climat dans l'ensemble du pays. Paradoxalement, l'opération Sangaris, pour obtenir un calme relatif, avait accepté une dualité de pouvoir permettant à des groupes armés de s'enraciner dans des zones rurales. Faut de calendrier de négociation, faute également de propositions tangibles, ces derniers tentaient, comme ils le feraient souvent les années suivantes, de se réorganiser et de se coordonner, ce qui allait déboucher sur de nouveaux combats fratricides.

Le troisième problème était lié à la dynamique propre à la communauté internationale, notamment à une rivalité accrue, sans doute plus personnelle qu'institutionnelle, entre les représentants de l'Union africaine et ceux des Nations unies. Rien d'extraordinaire à cela mais lorsque la question des négociations avec les groupes armés rebondit, le gouvernement dut s'exprimer.

L'hostilité vis-à-vis de la Séléka était perceptible au sommet de l'Etat, pour des raisons communautaristes autant que politiques. Le président Touadéra et son Premier ministre étaient diacres dans des Eglises du réveil à l'instar de François Bozizé, et leurs cercles étaient radicalisés sur la question de la place des musulmans au sein de l'appareil d'Etat<sup>35</sup>. Les propos tenus sur le président de l'Assemblée nationale, l'insubmersible Karim Meckassoua, deuxième personnage de l'Etat, ne laissaient guère d'illusions en ce qui concerne la pacification des esprits : entre compétition politique et acrimonie sociologique, le musulman restait plus que jamais un étranger.

La création d'un parti présidentiel a été une préoccupation dès les premiers mois, mais la situation politique était délicate. Le président ne disposait pas d'une majorité parlementaire propre ; il jouissait d'un appui qui permettait à ses 35 députés d'accueillir les indépendants ainsi que les députés des partis alliés. Le contrôle du Parlement où il avait dû accepter la présidence de Karim Meckassoua, élu avec 65 voix sur 127, était une gageure car ce dernier faisait flèche de tout bois pour attester de son rôle dans la république, ce qui agaçait au plus haut point les gouvernants et la direction de la Minusca, qui considéraient l'Assemblée nationale comme une simple chambre d'enregistrement de la volonté du pouvoir exécutif. Comme nous le verrons, il fut finalement bouté de ce poste en octobre 2018, quelques semaines avant la création officielle du parti présidentiel, devenu par la même occasion majoritaire au Parlement.

S'est également posée la question du KNK : comment en recueillir les cadres et l'appui populaire tout en mettant hors jeu les caciques du régime Bozizé qui n'étaient pas tous disposés à passer sous les fourches caudines du nouveau régime ? Et que faire de la famille Bozizé dont un des fils, Francis, était rentré à Bangui et s'activait dans la communauté gbaya et chez les militaires qu'il avait dirigés pendant des années en tant que vice-ministre de la Défense ?

Cet état des lieux serait incomplet si l'on n'évoquait la montée, très tôt, d'un climat d'intolérance à Bangui et de tensions militarisées dans le reste du pays. Le culte de la personnalité n'avait pas

---

<sup>35</sup> Sandra Fancelli, « La religion du président Bozizé. Rhétorique guerrière d'un chrétien céleste », *Politique africaine*, n° 159, 2020, pp. 169-190.

été un fondement du régime Bozizé mais il l'est devenu sous Touadéra. L'absence d'imagination politique ne laisse aucun doute sur la probable consolidation autoritaire du régime, bien au contraire. Le patriotisme a promu le président plus que la nation, qu'on n'avait plus besoin de réconcilier puisque le problème était le fait des allogènes (musulmans) armés par l'étranger. Bien avant l'arrivée du Groupe Wagner, ce discours est devenu prépondérant dans le débat public et a justifié les coups de menton des uns et les arrestations des autres. Un projet autoritaire était clairement en train de prendre forme et la coopération militaire avec la Russie l'a doté de technologies plus modernes, plus efficaces et aussi, on en conviendrait ensuite, plus sanglantes.

Certes, la situation sécuritaire restait précaire, même si grâce à la Minusca et aux diverses forces de sécurité, la pacification de l'Ouest centrafricain avait progressé. La situation dans l'Est et la partie nord du pays demeurait problématique. Le régime était aussi face à ses propres contradictions. L'un des principaux auteurs de troubles à Bangui, un chef milicien nommé Nimery Matar (alias « le général Force »), stipendié par le candidat Touadéra, recevait une aide financière mensuelle pour scruter les dynamiques politiques dans le quartier musulman et, on l'imagine sans preuve, minimiser l'action clandestine des opposants ou des mouvements armés. Restaurer l'ordre dans ce quartier ne fut donc pas une sinécure, surtout lorsque les Nations unies étaient à l'œuvre. Il a fallu toute l'incompétence d'un général sénégalais pour transformer son arrestation ou des opérations de simple police en batailles rangées, mais on ne pouvait changer les Nations unies : après le renvoi en août 2015 du représentant spécial, le général Babacar Gaye, pour avoir minimisé les viols commis par des casques bleus, il était impossible à New York de sanctionner un second général sénégalais, même inapte<sup>36</sup>. Ce furent finalement les mercenaires de Wagner qui pacifièrent le PK5 en utilisant des méthodes plus ou moins orthodoxes quelques semaines plus tard, avant l'été 2018 : l'élimination des plus inflexibles et la transformation des autres en milices auxiliaires du nouvel ordre mis en place avec la Russie.

Pour contrôler Bangui, faire taire les oppositions et magnifier le régime, la présidence mobilisa plusieurs techniques de contrôle social.

D'abord, les manifestations patriotiques, notamment les fêtes nationales et autres défilés aux buts officiels, au cours desquels, rémunérés ou non, les fonctionnaires et leurs familles se pressaient pour rendre hommage au président, plus qu'à la république. Les Banguissois goutaient généralement ces rassemblements festifs où était étrenné un nouveau pagne ou un costume offert par leur administration, mais l'humeur changea quand il apparut que les cadeaux étaient moindres et qu'il fallait en être avant tout pour témoigner de son indifférence aux partis d'opposition.

Ensuite une milice, les Requins de la Centrafrique, composée de jeunes du parti présidentiel et de membres choisis de la garde présidentielle, qui opérait en toute impunité grâce aux renseignements fournis par des membres du Groupe Wagner, arrivés en RCA début 2018

---

<sup>36</sup> Entretiens à Bangui avec des membres de la Minusca, des représentants d'ONG et des militaires français, été 2018. En mai 2017, son arrogance avait coûté la vie à quatre casques bleus cambodgiens à Bangassou. Lors de cette opération Sukula au PK5 en avril 2018, il a fallu que les forces spéciales portugaises quittent la ligne de front pour sécuriser l'imprudent général qui était venu constater la victoire de ses troupes sans prévoir la résistance de groupes miliciens, rivaux mais unis dans leur détestation des Nations unies et des forces de sécurité intérieure. Comme il ne fallait pas s'y attendre, son contrat avec les Nations unies fut prolongé : comment les défaites de terrain sont transformées en victoires au siège new-yorkais...

en tant que formateurs russes<sup>37</sup>. Il faut souligner que la garde présidentielle n'apparaissait pas dans le plan de défense nationale défini en accord avec les bailleurs internationaux, que son recrutement s'était effectué de manière opaque, essentiellement dans le groupe ethnique du président, et que sa formation et l'attribution d'un imposant armement n'avaient respecté aucune des règles fixées en accord avec le régime de sanctions onusiennes acceptées sans grand problème pour les FACA. De plus, cette garde présidentielle dont le but aurait été de protéger les plus hautes autorités de l'Etat et les édifices régaliens étendit rapidement ses fonctions, surveillant les principaux axes routiers, des bâtiments officiels, l'aéroport de Bangui, et installant des barrières où des taxes indues étaient collectées, attestant de l'appétence de certains corps habillés pour le rançonnement de la population. Les Requins de la Centrafrique fut créée au printemps 2019 en réaction aux activités d'une coalition d'associations de la société civile et de partis politiques, E Zingo Biani (Front uni pour la défense de la nation), qui entendait protester contre les accords de paix signés à Khartoum en février 2019 (qu'on analysera plus loin). Composé donc pour l'essentiel de jeunes du parti présidentiel, ce groupe a d'abord été très actif sur les réseaux sociaux, diffusant des messages de haine qui visaient l'opposition. Son autodissolution a été annoncée en juillet 2019, mais de nombreux témoignages, centrafricains et étrangers, accréditent l'idée que depuis cette date, en coordination avec des éléments choisis de la garde présidentielle et des éléments de Wagner, ses membres ont multiplié les opérations extrajudiciaires (surtout à partir de décembre 2020), enlevant et torturant des militaires de rang divers (en majorité des Gbaya) ou exerçant des menaces physiques contre des activistes de la société civile. Leur impunité est totale, comme le prouve le fait qu'ils circulent à toute heure du jour et de la nuit y compris pendant les couvre-feux, et que les autorités judiciaires n'interfèrent pas dans leurs activités. Ils sont le pendant centrafricain de Wagner, dénie tout lien avec la présidence, même si les noms de plusieurs conseillers ou proches de Touadéra et de cadres du parti présidentiel circulent dans les milieux informés de la société civile centrafricaine et chez les diplomates internationaux. Il faut terrifier l'opposition.

Enfin, une série de mouvements citoyens ont émergé dans la même période, dont la vocation initiale était de faire masse et d'appuyer le parti présidentiel, en particulier lorsque ce dernier ne pouvait officiellement s'exprimer sans provoquer une réaction des alliés dans la région. Parmi eux, citons notamment le Front républicain d'Héritier Doneng, et surtout l'emblématique Plateforme de la galaxie nationale centrafricaine. Cette dernière a moins agi que menacé, davantage invectivé que débattu avec les opposants centrafricains et, évidemment, la France, les Nations unies, etc.<sup>38</sup>. Le parti présidentiel s'était rapidement révélé incapable de s'en charger puisqu'il servait plutôt d'antichambre aux nominations dans l'appareil d'Etat et de machine électorale. Mais l'extrémisme des positions défendues par ces mouvements citoyens, l'agitation de multiples complots aussi secrets que fantaisistes, l'impunité absolue de ses cadres ont radicalisé la rhétorique et le comportement de leurs membres, quitte à élargir le bassin de recrutement des Requins. La France

---

<sup>37</sup> Rapport des experts du Comité de sanctions des Nations unies, N2112625, juin 2021, pp. 28 et 29. Les rapports précédents de 2019 mentionnaient une inquiétude croissante face à la montée en puissance de la garde présidentielle. La suite du paragraphe utilise essentiellement ce rapport, corroboré par d'autres sources.

<sup>38</sup> Officiellement dissoute à l'automne 2022, cette organisation a tenu un grand rassemblement au centre-ville de la capitale quelques jours après l'annonce officielle de son démantèlement. Son dirigeant a été élevé à la dignité de grand officier de l'Ordre national du mérite de la main même du président Touadéra.

**Document portant en-tête de la Plateforme de la galaxie nationale centrafricaine, détaillant les objectifs de « l'opération Barbarossa contre les ennemis de la paix » en Centrafrique**



et ses diplomates sur place ont évidemment tenté de réagir aux multiples provocations, appels à la haine contre les citoyens français, menaces contre les entreprises hexagonales (peu nombreuses) et les locaux de l'ambassade. Il était pour le moins curieux après les élections de 2021 d'entendre sur les radios locales des responsables gouvernementaux, souvent des conseillers à la présidence ou des individus notoirement proches du président, tenir des propos incendiaires contre la France, à l'opposé des propos officiels lénifiants. Sans doute, compte tenu de l'histoire, était-il difficile d'assimiler simplement le discours centrafricain anti-français dont la genèse et les arguments étaient bien connus (et pas forcément infondés) et une politique russe qui visait plutôt à durcir et systématiser ces arguments en jouant des mécanismes de la rhétorique panafricaniste, dont certains membres de l'entourage présidentiel étaient spécialistes<sup>39</sup>.

La bonhomie du personnage élu en 2016 perdue. Le président Touadéra peut toujours être cordial, ouvert et sympathique, à l'image d'autres dirigeants de la région. La réalité de son pouvoir est tout autre. Il est frappant de constater à quel point la peur s'est installée depuis 2018. Une conversation qui pouvait avoir lieu dans un bar nécessite aujourd'hui de prendre un rendez-vous dans un endroit discret ; la plaisanterie politique qui était un

<sup>39</sup> « C'est dans ce cadre qu'il faut donc considérer Nathalie Yamb et Kemi Seba qui ont des liens avec des entités liées à Evgueni Prigojine. Il s'agit notamment de l'Association pour la recherche libre et la coopération internationale (AFRIC), sanctionnée par les Etats-Unis, de la Fondation de la protection des valeurs nationales (FZNC), un groupe de réflexion russe également sanctionné par les Etats-Unis, et de la chaîne de télévision Afrique Media, média francophone basé au Cameroun et lié à l'AFRIC. L'AFRIC sert de société écran pour les opérations d'influence d'Evgueni Prigojine en Afrique, notamment en parrainant des pseudo-missions de surveillance des élections au Zimbabwe, à Madagascar, en République démocratique du Congo, en Afrique du Sud et au Mozambique et en diffusant de la désinformation pro-Kremlin. Le FZNC prétend être l'un des principaux groupes de réflexion russes axés sur l'Afrique. Il s'agit d'une organisation clé impliquée dans les opérations d'influence mondiale d'Evgueni Prigojine, puisque le site Internet du FZNC diffuse des messages au nom de Moscou. Nathalie Yamb et Kemi Seba ont tous deux diffusé de la propagande pro-Kremlin lors d'événements et de conférences parrainées par le gouvernement russe et des organisations liées à Evgueni Prigojine, telles que l'AFRIC et Afrique Media », US Department of State, « La campagne de désinformation d'Evgueni Prigojine dans toute l'Afrique », 4 novembre 2022, [www.state.gov/la-campagne-de-desinformation-devgueni-prigojine-dans-toute-lafrique/](https://www.state.gov/la-campagne-de-desinformation-devgueni-prigojine-dans-toute-lafrique/) Rappelons que Nathalie Yamb et Kemi Seba ont été les hôtes du gouvernement centrafricain. Il faudrait citer en sus Franklin Nyamsi (un proche également de Guillaume Soro) et Harouna Doumba (qui s'en est allé sur la base de différends financiers) et bien sûr le ministre, Bida Koyagbé.

art de vivre l'Etat s'est tarie à Bangui. Rien de tout cela n'aurait été possible sans le soutien du Groupe Wagner qui a gagné ses batailles dans la capitale, a su y mettre au pas une dissidence bruyante et a rendu au président une crédibilité avec le contrôle de la plus grande partie du territoire national. Finie la peur d'une fin de régime humiliante où il aurait fallu se calfeutrer chez soi à Boy-Rabe, comme cela s'était produit avant 2018 lors d'affrontements dans Bangui. Mais ces victoires, ces ressources ont été mises au service d'un projet dessiné par Touadéra et ses plus proches conseillers : leur maintien au pouvoir, quoi qu'il en coûte à la population.

### **Les FACA et l'involution des groupes armés : prédation et impossible institutionnalisation**

Les représentants de la communauté internationale à Bangui n'étaient pas très rassurés fin décembre 2015. Certes, la validation d'une nouvelle Constitution demandée par le Forum de Bangui s'était tenue mais dans des conditions de grande violence. Les forces internationales devaient s'activer pour faire passer de nouveaux messages incitant les groupes armés à la patience afin que les élections présidentielle et parlementaire se déroulent le mieux possible. Las, les élections parlementaires furent annulées à cause de leur mauvaise tenue, et entre les deux tours du scrutin présidentiel, les internationaux demandèrent aux deux candidats en lice de poursuivre le programme de la transition, qui restait inachevé. Le gouvernement de transition de Catherine Samba-Panza avait certes accédé au désir français d'organiser des élections le plus vite possible, mais au prix d'un relâchement très net de la mise en œuvre dudit programme. Le candidat Touadéra avait répondu positivement à cette requête, au soulagement de tous. Le problème fut qu'après le second tour, il s'y refusa en arguant de la légitimité acquise par l'élection : un argument imparable et pourtant tellement prévisible...

La question de la négociation avec les groupes armés s'est retrouvée encastrée dans un ensemble de problématiques plus vaste, la trop fameuse réforme du secteur de la sécurité, incluant notamment la refondation de l'armée et les nouveaux mandats des forces de sécurité. De très nombreux experts avaient mis en garde dès le début de la transition sur le risque de répéter une démarche pariant sur un programme de DDR dépolitisé déjà tentée de nombreuses fois en RCA avec à terme des échecs retentissants<sup>40</sup>. Une telle unanimité aurait dû alerter les acteurs diplomatiques. Il n'en fut rien sans doute parce que, comme la justice transitionnelle, le DDR et la refondation de l'armée constituaient des piliers dans la construction intellectuelle de l'interventionnisme libéral. Si abstraitement tout le monde pouvait être d'accord sur un tel agenda, la manière dont il était mis en œuvre dans un contexte politique donné constituait le plus souvent une indication très forte de la réussite ou de l'échec prévisible d'un tel processus.

En Centrafrique (comme au Tchad depuis 1984), ce type de programme avait été mis en œuvre de nombreuses fois, notamment après les premières émeutes de Bangui en 1996, pour des résultats jugés calamiteux au regard des événements qui avaient suivi. Il fallait donc avant

---

<sup>40</sup> Voir entre dix textes accessibles au public, Louisa Lombard, *State of Rebellion : Violence and Intervention in the Central African Republic*, Londres, Zed Books, 2016, chapitres 5 et 7 ; Nathaniel Olin, « Pathologies of peacekeeping and peacebuilding in CAR », in Tatiana Carayannis et Louise Lombard (dir.), *Making Sense of the Central African Republic*, op. cit., pp. 194-218, ainsi que la conclusion de l'ouvrage.

tout comprendre la raison de cet échec, et non se demander, comme je l'ai entendu de la bouche de certains experts onusiens, s'il était possible de faire un copier-coller de certaines parties de rapports écrits pour la Côte d'Ivoire. Une telle évaluation rétrospective n'a jamais été faite, à moins que les Nations unies aient décidé de ne jamais la publier comme cette institution en a l'habitude dès qu'un texte est critique<sup>41</sup>. On attend également avec impatience que l'armée française publie la sienne puisque son rôle a été cardinal dans ce programme.

Il ne s'agissait pas de nier l'urgence d'un DDR ni d'une refondation de la sécurité en RCA, mais de ne pas sombrer dans la naïveté du technicien qui oublie la politique et le fait que les recrues appartiennent à des institutions qui ont leur propre histoire, et à un champ politique dans lequel la division des tâches coercitives ne se décline pas seulement en fonction de la loi. Tous les travaux réalisés sur les armées et les milices (djihadistes ou non) rappellent que les appareils étatiques de coercition sont des objets socialement complexes qui interagissent avec d'autres dans leur société et ont des rôles, ou même des fonctions, qui vont bien au-delà du maintien de l'ordre. Le livre de Peer Schouten<sup>42</sup>, après bien d'autres écrits, ne dit rien d'autre : la reconstruction de l'Etat emprunte des voies qui ne sont pas celles normées par la loi. En République centrafricaine d'ailleurs, certaines organisations non gouvernementales (ONG) se sont intéressées hors de Bangui à des structures plus complexes de médiation de conflits, mais il aurait fallu qu'une autorité valide et systématise ces approches, ce qui ne fut pas fait, par conformisme ou par volonté de rendre aux forces de l'appareil d'Etat un monopole qu'elles n'ont pourtant jamais eu.

En 2014 par exemple des inquiétudes ont été formulées tant au niveau centrafricain qu'international au sujet des « corps habillés »<sup>43</sup>. Trois problèmes, entre autres, ont été repérés. D'abord, une culture de harcèlement de la population ordinaire : les contrôles de papiers n'étaient souvent que le prétexte à obtenir des prébendes, ils étaient courants et la bonhomie ne régnait pas pendant l'exercice. Ensuite, la réintégration sans vérification de leur passé récent de ceux qui avaient rejoint les anti-balaka (plus rarement les Séléka) allait de pair avec la disparition d'armes, les vengeances, etc. Enfin, des recrutements avaient eu lieu dans la courte période où la Séléka avait « gouverné » le pays, et la question était de savoir ce qu'il était possible de faire avec les nouvelles recrues, et même si elles seraient acceptées par leurs collègues en poste avant 2013.

L'armée posait plusieurs problèmes. Les conditions dans lesquelles le régime Bozizé s'était effondré indiquaient que, par défiance, peu d'armes avaient été distribuées : la déroute des militaires face à la Séléka était d'abord celle du régime. Après 2011, les recrutements s'étaient multipliés surtout en milieu gbaya, ce qui avait donné lieu à des polémiques publiques car nombre de candidats recalés expliquaient avoir payé pour intégrer les FACA. Des contingents (notamment les parachutistes) avaient basculé du côté des anti-balaka à plus de 70 %<sup>44</sup> pour des raisons moins liées à une supposée allégeance au régime de Bozizé qu'à leur identité

---

<sup>41</sup> Parce que j'ai osé demander à Babacar Gaye de détailler les leçons des DDR passés, notre entretien a été interrompu. Les leçons avaient été tirées mais personne ne devait les connaître...

<sup>42</sup> Peer Schouten, *Roadblock Politics. The Origins of Violence in Central Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2022.

<sup>43</sup> Voir le dossier dirigé par Marielle Debos et Joël Glasman, « Politique des corps habillés. Etat, pouvoir et métiers de l'ordre en Afrique », *Politique africaine*, n° 128, 2012, pp. 5-23.

<sup>44</sup> Entretien avec un officier général, Bangui, mai 2017.

ethnique – gbaya – qui dans l'esprit des Séléka les associait définitivement à un Bozizé avide de revanche et les condamnait à de possibles enlèvements et assassinats. Enfin, pour répondre à certaines attentes de la population – prévenir le retour d'une armée ethnicisée par un régime politique et éviter de faire de Bangui la seule vraie ville de garnison du pays – le projet était de transformer l'armée centrafricaine en armée de garnisons plutôt qu'en force de projection.

Tout cela était fort convaincant intellectuellement mais rappelait un peu trop la grande théorie qui avait prévalu juste avant la guerre civile dans les bureaux de l'Union européenne à Bangui, avant d'être abandonnée : les pôles de développement<sup>45</sup>. Le principe était d'obtenir une meilleure intégration nationale, des recrutements à terme diversifiés et une sécurisation plus effective de territoires souvent laissés à l'abandon en répartissant les forces armées dans les régions, toutes propositions qui furent énoncées dans le Plan national de défense de 2016. Une telle réorganisation avait aussi des avantages sur lesquels les autorités ne communiquaient pas, même si elles en étaient absolument conscientes : la probable intégration dans l'armée de combattants musulmans provoquerait sans doute des tensions qu'on pouvait limiter en positionnant les unités dans les régions ou les villes du pays où ils étaient les mieux représentés.

Une telle ambition, qui ne répondait pas forcément aux problèmes posés, imposait de préciser les mandats des différentes forces de sécurité et de clarifier la division des tâches entre elles. Elle supposait aussi un saut qualitatif des conditions offertes aux policiers et aux gendarmes, qui ne se produisit pas si l'on prend pour aune le nombre de barrières qui furent élevées ici et là pour obtenir des compléments de salaire. Mon expérience témoigne de ce que même pendant la période où l'influence internationale a été la plus forte, le rançonnement des chauffeurs de taxi et de mototaxis n'a pas cessé, et que certains policiers nouvellement formés n'étaient même pas capables de citer les décrets ou les lois qui justifiaient l'arrêt d'une voiture et la vérification de l'identité de tous ses passagers en plein jour, en centre-ville. Ils n'existaient souvent pas.

Cette ambition aurait nécessité la mise en place non seulement de contingents aptes au combat et soumis à la discipline militaire, mais aussi d'une logistique digne de ce nom sur le territoire qui était déjà sous contrôle gouvernemental. Rien de cela n'a été mis en œuvre, ou du moins pas sans sérieux à-coups. Car si les formateurs internationaux ont eu une capacité de contrôle sur les effectifs (en tout cas, sur les nouvelles recrues) et ont obtenu, à force d'obstination, la liste des unités qu'ils étaient censés former, les services généraux relevaient de la responsabilité de l'état-major des armées ou de la direction du ministère : les parents des cadres dirigeants mettaient souvent la main sur les dotations budgétaires, sans forcément fournir aux militaires les services qu'ils avaient payés.

Il est parfaitement compréhensible que le gouvernement Touadéra ait mis l'accent à partir de 2016 sur la reconstruction des FACA, même s'il a laissé de côté plusieurs problèmes importants comme l'allocation des papiers d'identité ou la situation de la justice (nous y reviendrons). La RCA était un pays occupé (légalement) par des forces étrangères (Sangaris, Minusca) et les mouvements armés y étaient fortement enracinés. La force armée représentait pour une grande majorité de la population l'expression d'une souveraineté nationale jusqu'alors malmenée et

---

<sup>45</sup> Roland Marchal, « Aux marges du monde... En Afrique centrale », *Les Etudes du CERI*, n° 153-154, mars 2009.

l'espoir d'une normalité à reconquérir. La mission européenne de formation militaire (EUTM<sup>46</sup>), comme les militaires français d'ailleurs le reconnaissaient volontiers, ne répondait pas à l'entière du problème tant son mandat était limitatif : l'entraînement se passait d'armes ; l'apprentissage du tir était symbolique et surtout l'accompagnement en opération totalement inexistant<sup>47</sup>.

C'est dans cet entre-deux que les formateurs envoyés par la Russie se sont installés et ont gagné la sympathie d'une opinion publique de plus en plus remontée par la rhétorique populiste nationaliste du régime.

Il faut noter que pendant l'essentiel du premier mandat de Faustin-Archange Touadéra, en dépit d'une présence russe à partir de 2018, le travail de formation européen a pu se faire sans trop d'anicroches. C'est au moment des élections de 2020 que le régime a radicalisé sa politique de recrutement (en sus de celui de la garde présidentielle) qui a alors complètement échappé à quelque supervision européenne que ce soit. Depuis, il faut du nombre, incorporer des jeunes envoyés après trois semaines de formation militaire en province pour tenir des villages ou des routes reprises aux mouvements armés<sup>48</sup>. Ces jeunes recrues ne savent pas très bien où elles finiront, mais escomptent surtout être intégrées définitivement dans les FACA, une institution dans laquelle un soldat est rarement pauvre, même si son salaire n'est pas toujours versé régulièrement. Cette situation pose deux problèmes.

Le premier est d'ordre budgétaire : on estimait début 2023 qu'il y avait plus de 16 000 militaires en RCA, soit deux fois plus qu'annoncé dans le budget de 2016. Comment payer ces troupes, leur fournir les camions, l'essence, la fameuse prime générale d'alimentation (qui permet au soldat loin de sa base de se nourrir), les munitions pour qu'ils puissent partir en opération ? Wagner ou la Russie ne paie rien aux Centrafricains. Anicet-Georges Dologuélé, devenu l'un des dirigeants de l'opposition, a fait scandale au Parlement en soulignant que le budget de la Défense se réduisait pratiquement aux salaires et primes, sans fonds alloués au fonctionnement de l'armée.

Le second problème renvoie à l'irrésolution de la crise. Ces jeunes enrôlés aujourd'hui servent souvent d'appoint à des milices recrutées localement par les éléments de Wagner : nous assistons dans des conditions nouvelles à une résurgence des anti-balaka qui pourraient produire les mêmes maux qu'en 2013, 2014 et 2017. Le régime, pour l'heure, peut se réjouir des résultats sur le terrain. Ces recrues finiront tôt ou tard par revenir à Bangui, et pas seulement pour y embrasser leurs familles. Ils trouveront à leurs côtés de nombreux officiers centrafricains qui, dans le cours des campagnes militaires contre les groupes armés, ont été humiliés par les éléments de Wagner.

Il faut également parler des mouvements armés puisqu'ils permettent de tout justifier, et constituent un défi pour l'établissement d'un régime plus démocratique et stable en République centrafricaine. Lorsque la transition s'est achevée, la communauté internationale les connaissait, elle avait les moyens d'en identifier les chefs et disposait grâce à la présence des ONG de descriptions élaborées des pratiques quotidiennes de leurs combattants. La Minusca aussi était à

---

<sup>46</sup> European Union Training Mission

<sup>47</sup> Annelies Hickendorff et Igor Acko, « The European Union training mission in the Central African Republic : An assessment », *SIPRI Background Paper*, février 2021, [www.sipri.org/publications/2021/sipri-background-papers/european-union-training-mission-central-african-republic-assessment](https://www.sipri.org/publications/2021/sipri-background-papers/european-union-training-mission-central-african-republic-assessment)

<sup>48</sup> Enrica Picco, « Centrafrique : éviter une nouvelle désintégration de l'armée », *Crisis Group Commentary/ Africa*, 10 mai 2022, <https://lstu.fr/zPB5G555>

la tâche. Si elle n'était pas présente partout, elle avait des bases dans des zones contestées comme Bambari, Kaga-Bandoro, Bria, etc. Ses employés en charge des relations avec ces groupes étaient souvent curieux et espéraient attirer l'attention du microcosme bangouais dans lequel vivait la direction de l'opération onusienne sur la situation qu'ils suivaient, et obtenir une promotion grâce à la conclusion d'un accord de paix<sup>49</sup>. Tout cela était positif : le problème était que la validation devait venir d'un endroit qui avait tendance à penser que la situation à Bangui valait celle du pays, d'autant que les journalistes disposés à rendre compte de la situation à l'intérieur du pays, c'est-à-dire au-delà de PK12<sup>50</sup>, étaient rares.

De ces mouvements, on savait plusieurs choses importantes qu'on a peu utilisées ensuite, sans doute parce que la médiation internationale n'a pas eu le poids politique suffisant pour interpellier efficacement les représentants du gouvernement. Celui-ci n'a pas voulu négocier et lorsqu'il lui a été rappelé qu'il n'avait pas de choix, il a lancé des initiatives concurrentes qu'il s'est efforcé de ne jamais mener à leur terme. L'accord signé à Khartoum en février 2019 a été l'exception. Or comme nous le verrons, cet accord devait plus à l'implication des Russes qui cherchaient à permettre au Groupe Wagner d'élargir ses zones de prospection, qu'à la volonté du président Touadéra qui se fit prier pour le signer. Sa réticence tenait d'abord au nom de l'accord (« accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA »), mais elle se nourrissait aussi du fait que le président y perdait l'entière liberté de nommer qui il voulait dans son gouvernement. En ce sens, contrairement à ce qui a été écrit à propos du Sud-Soudan, il n'y a jamais eu constitution en RCA d'une véritable culture de la négociation, ni du côté des rebelles (on peut le comprendre, étant donné les changements rapides de direction), ni du côté du gouvernement, ce qui est plus surprenant. On peut expliquer cela par le fait qu'aucune des parties n'a jamais eu intérêt à trouver une solution négociée : le gouvernement a toujours considéré les groupes armés comme des corps guerriers étrangers sans revendications politiques légitimes, et les groupes armés, conscients de leur marginalité sociale ne pouvaient imaginer une gestion pacifique du pays<sup>51</sup>.

Arrêtons-nous sur certaines caractéristiques importantes de ces mouvements armés, dont on peut tirer des enseignements pour comprendre le présent. D'abord, ils étaient peu structurés, leurs chaînes de commandement étaient aléatoires (notamment parce que les communications étaient mauvaises) et les combattants n'entretenaient de véritable fidélité qu'à l'égard de leur chef immédiat. Cette réalité variait certes selon les groupes, et leur nature souvent ethnique ne doit pas prêter à une surinterprétation : ils n'étaient pas réellement homogènes et, surtout, ne représentaient pas des communautés. Il n'y avait pas de chef charismatique, pas plus qu'il n'y avait de grades basés sur la seule compétence. Les éléments constitutifs de l'autorité résidaient dans la capacité de nourrir, de fournir des munitions ou des médicaments, autant que dans l'octroi d'un pécule, rarement dans l'expertise militaire. Tous les groupes n'étaient pas

---

<sup>49</sup> Allard Duursma, « State weakness, a fragmented patronage-based system and protracted local conflict in the Central African Republic », *African Affairs*, Vol. 121, n° 483, 2022, pp. 251-274.

<sup>50</sup> PK12 pour « Pont kilométrique 12 », le point situé à 12 kilomètres du centre-ville, où se trouve la dernière grande barrière avant de quitter Bangui pour ses environs, plus ou moins densément peuplés.

<sup>51</sup> Le président Touadéra nomma Jean Willybiro-Sako pour prendre en charge le dossier du DDR et le suivi de l'accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA car il avait représenté le gouvernement en janvier 2013, lors des premiers contacts entre Bangui et la Séléka. Il n'avait pas eu d'autres contacts depuis. Sur les négociations au Sud-Soudan, voir l'ouvrage contesté mais intéressant d'Alex de Waal, *The Real Politics of the Horn of Africa. Money, War and the Business of Power*, Cambridge, Polity Press, 2015.

identiques, et l'engagement dans un secteur spécifique (contrôle d'une barrière particulièrement rentable, taxation des creuseurs dans une zone riche en pierres...) renforçait la tendance à la division plutôt qu'il n'incitait à une organisation centralisée. Enfin, ils recrutait régionalement, essentiellement des membres du ou des groupes ethniquement dominants dans le mouvement armé, ce qui évidemment doit interroger et sur l'état de la région et sur les conséquences d'un débandement sans contrôle des combattants. L'appartenance à des communautés religieuses différentes ne jouait plus systématiquement le rôle clivant qu'elle avait eu en 2013 et 2014. Des accords locaux pouvaient exister entre factions séléka et groupes anti-balaka. D'un autre côté, comme on le vit à Bangassou en mai 2017, des groupes anti-balaka de la périphérie de la capitale pouvaient aller appuyer ailleurs le massacre d'une communauté musulmane. Des deux côtés, de nouvelles alliances opportunistes étaient possibles.

Une autre caractéristique éclairante tient au fait que les capacités de ces groupes à administrer des populations étaient très réduites, ce qui traduisait à la fois une présence proportionnellement faible de cadres civils par rapport aux combattants et le sous-développement plus marqué des zones dont ils étaient issus<sup>52</sup>. La communauté internationale a toujours eu une vision morale et légaliste de ces mouvements, les considérant fondamentalement comme des acteurs criminels au lieu d'essayer de les transformer en partis politiques. Les groupes armés qui ont précédé la Séléka appelaient souvent à un retour de l'Etat dans les zones qu'ils contrôlaient plus qu'ils ne les administraient. Cette différence doit questionner, alors que l'on voit aujourd'hui les groupes djihadistes affiner des instruments de gouvernance et prétendre être un gouvernement islamique. En RCA, très peu d'instances ont été créées pour interagir avec la population sur un mode civil. Une composante historique de la Séléka, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) de Noureddine Adam, s'y est essayée sans grand résultat<sup>53</sup>. Si l'on avait à identifier l'échec absolu de ces mouvements armés, c'est sans doute l'élément qu'il faudrait pointer. Ils ont toujours dénoncé un partage inégal des ressources mais ont été incapables d'instaurer une autorité non armée et de produire des biens publics.

Une troisième leçon rétrospective est que ces groupes étaient attachés à des territoires souvent bien plus grands que celui des communautés dans lesquelles ils recrutait majoritairement, mais ils n'avaient pas d'appétence particulière à étendre les frontières de leur zone, sauf s'il y avait un butin probable. On l'a vu avant l'arrivée de Wagner, et même plus récemment, dans la constitution de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), créée le 7 décembre 2020 à l'aube d'élections très contestées<sup>54</sup>. Ces groupes ont pu s'allier mais aussi se combattre. Une véritable coordination militaire se révélait pratiquement impossible. Au mieux, chacun combattait chez soi. Cette incapacité a constitué jusqu'à aujourd'hui l'un des paramètres essentiels de la supériorité des mercenaires de Wagner.

---

<sup>52</sup> Tim Glawion and Anne-Clémence Le Noan, « Rebel governance or governance in rebel territory ? Extraction and services in Ndélé, Central African Republic », *Small Wars & Insurgencies*, Vol. 34, n° 1, 2023, pp. 24-51.

<sup>53</sup> Rapport du panel d'experts du Comité de sanctions des Nations unies, S/2017/1023 du 6 décembre 2017, section V B.

<sup>54</sup> La CPC est un mouvement armé créé par la fusion de six groupes rebelles armés : les 3 R d'Abbas Sidiki, l'UPC d'Ali Darassa, le MPC de Mahamat al-Khatim, le FPRC de Noureddine Adam, les anti-balaka de Maxime Mokom et le groupe de Dieudonné Ndomaté sous la présidence de François Bozizé. Cette présidence, initialement acceptée, a vite provoqué de nombreuse volte-face tant la personnalité de Bozizé était contestée et, surtout, tant sa capacité à assumer la logistique d'une telle fédération était limitée.

Quatrième leçon, ces mouvements avaient des économies politiques fondamentalement identiques mais ils savaient s'adapter à de nouveaux environnements et imiter les méthodes d'autres groupes : les pratiques de prédation en RCA ont toujours constitué un répertoire d'actions enrichi par l'observation de ce qui se faisait dans le pays, mais aussi au Darfour et au Tchad. Le succès de l'orpaillage a été régional, pas centrafricain. Cette guerre civile a mis en exergue l'importance du bétail comme ressource nationale en RCA. Initialement, seul l'UPC constituée majoritairement de Peulhs – qui eux-mêmes avaient souvent perdu leurs troupeaux lors de sécheresses et épizooties dans la région – taxait les grands troupeaux, mais cette pratique s'est diffusée au moment même où l'UPC s'intéressait davantage au minier, ses combattants étant contraint de quitter Bambari, déclarée ville sans armes<sup>55</sup>. Le groupe rebelle 3 R (pour « retour, réclamation et réhabilitation ») et l'UPC, qui s'étaient initialement présentés comme les grands défenseurs des Peulhs, ont montré, à l'instar de nombreux escadrons anti-balaka, qu'il était parfaitement possible de se retourner contre sa propre communauté.

Enfin, la cinquième leçon concerne les réseaux d'internationalisation de ces groupes : ils n'étaient pas essentiellement différents de ceux du gouvernement et de ses futurs alliés de Wagner, même s'ils étaient plus fortement inscrits au Tchad et au Soudan. Les rapports publiés sur Wagner ou sur les mouvements armés montrent bien le rôle joué par Dubaï dans la contrebande de l'or et du diamant, l'inadaptation du processus de Kimberley pour sanctionner lesdits « diamants de sang »<sup>56</sup>. En fait, à comparer les circuits gouvernementaux et des groupes armés, il reste une différence toujours mentionnée par l'opposition sans que des preuves solides aient été fournies : c'est le rôle de l'ambassade et du consulat de RCA en Belgique dans la vente de diamants...

La compréhension de ces cinq points aurait permis de voir d'emblée qu'un accord par le haut avait très peu de chances d'aboutir et qu'il fallait renoncer aux déclarations de bonne volonté signées par les protagonistes de ces trafics. La dépolitisation de ces groupes était réelle et une alternative était de considérer les responsabilités sociales que ces mouvements remplissaient consciemment ou moins consciemment. Il n'était pas faux de les décrire comme des bandes de pilliers et de meurtriers, comme l'a fait le gouvernement et certains dirigeants de l'opposition civile, mais cela laissait de côté les arguments à partir desquels il était possible d'agir pour construire un nouvel ordre qui ne soit pas une simple démission de l'Etat ni la guerre à outrance. Il aurait aussi fallu se poser une question triviale : quel pouvait être l'intérêt des combattants à déposer les armes et à se soumettre à nouveau à un ordre républicain ? Rien de rhétorique dans une telle interrogation, qui aurait souligné l'absence de tout investissement de l'Etat dans ces zones depuis des années, bien avant le début de la guerre civile.

Alors que les médiations menées par la communauté de Sant'Egidio d'un côté et l'Union africaine de l'autre avançaient chacune à son rythme, certains dans le système onusien ont estimé à raison qu'il fallait revenir au local et donner une chance à des pacifications de

---

<sup>55</sup> Conséquence totalement involontaire d'une décision des Nations unies : le fait d'imposer l'absence d'armes visibles dans Bambari, deuxième ville du pays, était digne de sympathie mais a entraîné la présence constante d'un contingent important de casques bleus pour sécuriser le gros bourg. Sangaris avait aussi tenté cette politique mais y avait renoncé car elle immobilisait trop de ses soldats.

<sup>56</sup> Voir les études de The Sentry sur la RCA, les rapports annuels et semestriels du panel d'experts du Comité de sanction des Nations unies, les rapports sur Wagner...

voisinage. Au moins, les acteurs concernés étaient-ils présents et l'effet des discussions avait-il un impact sur la sécurité de la population. De nombreux accords dits de réconciliation furent ainsi conclus, souvent pour quelques semaines ou quelques mois. Ils rencontrèrent sans surprise des difficultés. D'une part, il était facile à des acteurs qui n'en étaient pas signataires d'interférer et de provoquer de nouveaux incidents violents. D'autre part, ces accords de paix locaux devenant un enjeu de crédibilité, les Nations unies (ou leurs représentants locaux, il n'est pas aisé de savoir) incitèrent à raccourcir la durée des négociations et à conclure le plus rapidement possible, sans donner du temps au temps pour faire murir la discussion, car la direction de la Minusca s'impatientait<sup>57</sup>.

L'accord de Khartoum en février 2019 a représenté un véritable tournant dans le conflit, un peu comme l'accord de Nairobi qui au printemps 2016 avait sonné la fin d'une opposition systémique entre anti-balaka et Séléka et annoncé le retour possible des deux anciens présidents François Bozizé et Michel Djotodia sur la scène bangouaise. Il faut cependant prendre la mesure de ce qui s'est passé à Khartoum. D'abord, les Nations unies et l'Union africaine se sont réveillées sur le tard pour empêcher qu'un accord soit conclu sans elles par la seule Russie. L'ambassade russe à Bangui n'avait pas démerité : elle avait fait savoir dès 2018 que Moscou entendait rejoindre le processus de négociation organisé par l'Union africaine (et la CEEAC), à quoi il avait été opposé un refus poli. La médiation africaine n'allant nulle part, la diplomatie russe appuyée par Omar el-Béchir jeta tout son poids dans l'organisation de la réunion de Khartoum. C'est à l'issue de l'accord signé dans la capitale soudanaise que Firmin Ngrébada fut nommé Premier ministre, grâce au rôle essentiel qu'il y avait joué et au soutien des Russes de Wagner qui avaient obtenu des principaux chefs des groupes armés de proposer son nom pour le poste. Ngrébada avait conduit la délégation gouvernementale en qualité de chef de cabinet du président Touadéra contre le Premier ministre de l'époque, Simplicie Mathieu Sarandji, qui était hostile aux négociations de Khartoum et privilégiait la confrontation militaire avec les groupes armés. Khartoum fut pour une partie des invités un vrai marché de dupes. Tenus à l'écart dans leurs hôtels, les représentants des partis politiques, du Parlement et de la société civile purent savourer leurs jus de fruit en attendant le débriefing quasi quotidien de Firmin Ngrébada. De l'argent avait changé de mains pour obtenir la présence d'une représentation importante des directions des mouvements armés. Le renfort d'un vice-ministre des Affaires étrangères russe clarifia les enjeux pour le dirigeant soudanais, personnellement très impliqué, et pour certains signataires. Mais ces aspects importants ne disaient rien sur le fond et sur la capacité de changer un texte d'accord en un véritable processus politique de pacification : certes, l'argent est un ingrédient indispensable de la paix le plus souvent, mais il faut davantage<sup>58</sup>.

Cependant, cet accord posait problème au président Touadéra et, même si certains n'agissaient pas de bonne foi, aux représentants d'une partie de la société civile bangouaise, car il était en complète contradiction avec la rhétorique dominante à Bangui et au sein du gouvernement (cela n'en faisait pas pour autant un bon accord) : pour eux, les groupes armés n'avaient aucune

---

<sup>57</sup> Entretiens avec des notables locaux et des représentants de l'Eglise catholique.

<sup>58</sup> Thierry Vircoulon, « Acheter la paix conduit à la guerre. Processus de paix, captation de l'aide et corruption en Centrafrique », IFRI/Afrique décryptages, 7 mai 2020, <https://afriquedecryptages.wordpress.com/2020/05/07/acheter-la-paix-conduit-a-la-guerre-processus-de-paix-captation-de-laide-et-corruption-en-centrafrique> Egalement, entretiens avec différents participants de la conférence de Khartoum et de Nouredine Adam, Bangui & Khartoum, février 2019.

légitimité et ne devaient en aucun cas intégrer le gouvernement ou l'appareil d'Etat. Cette hostilité radicale permit à la présidence de changer l'esprit sinon la lettre de l'accord, et les signataires appartenant aux groupes armés, tout à la perspective de conclure de juteux contrats avec des firmes liées à Wagner, ne s'intéressèrent qu'aux aspects les plus pécuniaires de l'accord : les nominations dans l'appareil d'Etat, dans différents comités supposés gérer la mise en œuvre de l'accord et la commission de DDR, en un mot tout ce que le président Touadéra aurait pu faire en 2016 et avait alors refusé. Par exemple, Maxime Mokom qui commandait le principal groupe d'anti-balaka entérina le nombre farfelu de combattants des 3 R à démobiliser pour accroître encore les siens...

Ces petits arrangements se succédèrent jusqu'au moment où il fallut convenir que le président Touadéra reprenait le contrôle de l'accord, qu'il en limiterait l'application au maximum et que les Wagner bien installés maintenant dans certaines zones rebelles n'en auraient cure. La création de la CPC en décembre 2020 témoigna ainsi autant de l'insatisfaction suscitée par l'application d'un accord mal ficelé que de la peur de voir cet accord passer aux oubliettes une fois le nouveau mandat présidentiel acquis. La rébellion devait reprendre pour contrecarrer ce scénario. La présidence de la République joua également d'autres cartes, poussant les représentants de certains groupes armés dûment stipendiés à recommencer les combats pour affaiblir les mouvements les plus critiques à l'égard du président Touadéra. Certains, notamment actifs dans la région frontalière avec le Soudan et le Tchad, s'impliquèrent dans ce jeu dangereux<sup>59</sup>. Comme quoi, la ligne rouge une fois de plus ne passait pas entre le gouvernement et les groupes armés.

## Un Etat contre le droit

Lorsqu'on évoque la force du droit en République centrafricaine, il est important de se remémorer dans quel contexte s'est faite l'affirmation du droit. Rien n'illustre mieux la fragilité juridique qui perdure dans ce pays que la longue et infructueuse lutte de son père fondateur, Barthélémy Boganda (1910-1959), pour obtenir que les lois votées à Paris soient mises en œuvre par l'administration coloniale à Bangui en dépit des réticences des élites locales. Boganda n'était pas un révolutionnaire à proprement parler car il était député de la République française, mais cette revendication lui a valu la haine tenace du colonat français. Sa mort – dans un accident d'avion – reste l'objet de multiples supputations (au moins pour les élites centrafricaines) et sa succession n'a pas suivi la règle constitutionnelle<sup>60</sup>.

Les décennies qui ont suivi l'indépendance ont été riches en combats de prétoire et en convocations de cours constitutionnelles, certains avocats y ont gagné leur prestige politique<sup>61</sup> et

---

<sup>59</sup> Ainsi les groupes armés dirigés ou financés par Gontran Djono Ahaba, Gilbert Toumou Deya, Askin Nzégué Landa.

<sup>60</sup> Pierre Kalck, *Histoire centrafricaine des origines à 1966*, Paris, L'Harmattan, 1992.

<sup>61</sup> Ainsi Goungaye Wanfiyo qui obtint la saisine de la CPI sur le cas de Jean-Pierre Bemba, ou encore de Nicolas Tiangaye, qui assura la défense de Jean-Bedel Bokassa, avant d'avoir parallèlement à son travail d'avocat une vie politique mouvementée.

aussi des années d'exil ou de pressions physiques. La défense de la légalité républicaine n'a jamais été une caractéristique des régimes centrafricains, comme le rappellent de manière récurrente les rapports des organisations des droits de l'homme sur ce pays. Arrestations arbitraires, spoliations, violences et rackets des populations par des représentants de l'autorité publique, la liste est longue, même si ce non-droit n'a jamais été absolu ni permanent jusque dans la période la plus récente.

Que l'influence française ait été déterminante ou moins pesante, le fonctionnement du système judiciaire a donc toujours été au mieux médiocre, au pire calamiteux. La France, sauf à réécrire l'histoire des régimes qu'elle a soutenus à bout de bras, ne pourra jamais prétendre avoir été de façon constante du bon côté, y compris dans la dernière décennie. L'intervention Sangaris et la période qu'elle a ouverte pour la Centrafrique reproduisent les mêmes incohérences pour des gains politiques microscopiques et peu durables. Mais pointer les responsabilités françaises ne doit faire oublier ni l'indifférence d'élites gouvernantes centrafricaines, ni le silence des autres partenaires internationaux et notamment de l'Union européenne et des Etats-Unis, fondamentalement suivistes par rapport à Paris.

Il existe de multiples traces de cette radicale faiblesse, bien au-delà de la sphère politique, dont témoignent par exemple les analyses de la Banque mondiale<sup>62</sup> qui fournissent des indications sur le climat des affaires et la gestion de possibles contentieux, ou les rapports annuels, dénués de toute diplomatie inutile, du Département d'Etat américain sur les droits de l'homme dans ce pays<sup>63</sup>.

Dans la période qui nous occupe ici, les dévoiements se sont manifestés à plusieurs niveaux : celui de la justice ordinaire dont les activités pourtant ont bénéficié d'un appui financier européen conséquent ; celui de la Cour constitutionnelle qui s'est saisie à ses risques et périls de contentieux électoraux et finalement du débat sur le changement constitutionnel ; et enfin, celui de la Cour pénale spéciale (CPS), une structure hybride composée de magistrats centrafricains et étrangers censée pallier les déficiences des uns et des autres et lutter contre l'impunité<sup>64</sup>, en sus de la CPI.

Comme à leur habitude, la communauté internationale et les gouvernants à Bangui n'ont eu de cesse depuis janvier 2014 d'en appeler à la justice et au déferrement des criminels devant les tribunaux, et de célébrer la fin de l'impunité. Il eût été plus utile de réfléchir de façon réaliste aux besoins du pays et à une division du travail plus rigoureuse entre CPS et CPI, ces deux structures étant très coûteuses et avides de publicité<sup>65</sup>. Puis, les beaux discours achevés, le champagne bu et les lumières éteintes, la réalité quotidienne a repris ses droits, sans surprise.

Ces beaux discours sur la réforme du secteur de la sécurité, la réfection de palais de justice et les multiples séminaires pour l'appropriation de nouvelles lois ne disent rien en effet de l'effondrement du système judiciaire, du retour de la prédation par ses agents et de la requalification de l'arbitraire en loi souveraine. Dans une situation telle que celle de la RCA après 2013, le fonctionnement de

---

<sup>62</sup> Comme *Doing Business in CAR* (184<sup>e</sup>/190) en 2020 : <https://archive.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/country/c/central-african-republic/CAF.pdf>

<sup>63</sup> [www.state.gov/reports-bureau-of-democracy-human-rights-and-labor/country-reports-on-human-rights-practices/](https://www.state.gov/reports-bureau-of-democracy-human-rights-and-labor/country-reports-on-human-rights-practices/) Il est recommandé de se référer aussi aux organisations de défense des droits de l'homme dont les publications sur la RCA sont plus circonstancielles.

<sup>64</sup> Iryna Grebenyuk, « La cour pénale spéciale centrafricaine : une illustration de la "complémentarité élargie" », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, Vol. 1, n° 1, 2018, pp. 1-20.

<sup>65</sup> On rappellera que l'inculpation de Vladimir Poutine en mars 2023 a eu lieu quelques jours avant une conférence des bailleurs de fonds sur le financement de la CPI.

l'appareil judiciaire était en effet crucial pour juger les délits communs qu'autorisait la situation de conflits et empêcher la pérennisation d'injustices évidentes (comme la confiscation de propriétés), mais aussi régler les mille et un conflits habituels de toute collectivité humaine, d'autant que le climat de violence sociale avait envahi les relations privées. Au risque de choquer, l'urgence était moins de juger « les plus criminels » que de prouver pratiquement à une population incrédule que le fonctionnement de la justice ne serait jamais plus le même pour les petits et grands délits, pour les gens du commun et les « grandes personnes » (les élites, en français centrafricain). Ce pays grand comme la France et la Belgique ne comptait que trois tribunaux d'instance à Bouar, Bambari et Bangui : l'urgence était de construire ou de renforcer un système judiciaire et de donner un cadre à la justice coutumière. Mais la communauté internationale voulait dépenser son argent en se drapant dans de bons sentiments, et le gouvernement centrafricain a géré le budget de la justice comme une variable d'ajustement dans ses dépenses<sup>66</sup>.

La déception a été grande malgré quelques progrès obtenus grâce à la volonté de certains acteurs centrafricains de mieux faire, et celle d'internationaux plus attentifs que leurs collègues ne l'avaient été par le passé. Reste une tendance lourde qui a pris toute son ampleur une fois le régime de Touadéra bien installé. Non pas que ce dernier ait eu le désir de perturber l'ensemble du fonctionnement judiciaire, mais il envoya les signaux d'un retour aux anciennes pratiques puis, la présence russe aidant, de la construction d'un autoritarisme où la politisation du système judiciaire devenait nécessaire pour réprimer les opposants réels ou imaginaires, et protéger les intérêts grands et petits des affidés.

Comme l'a écrit Amnesty International, « pratiquement toutes les procédures engagées devant les tribunaux ordinaires semblent porter sur des délits mineurs ou des crimes contre l'Etat plutôt que sur les crimes graves dont les personnes ont été victimes dans le contexte du conflit<sup>67</sup> ». Le ministère de la Justice, selon le code de procédure pénale, doit organiser au minimum six sessions criminelles par an dans les préfectures de Bouar, Bambari et Bangui. Mais entre le 7 février 2020 et la fin 2021, aucune session n'a eu lieu en dépit de multiples déclarations du président Touadéra qui avait notamment affirmé que son second mandat donnerait la priorité à la lutte contre l'impunité. Il serait trop simple d'invoquer la pandémie ou la maladie d'un ministre de la Justice, Flavien Mbata, absent de son bureau et non remplacé pendant de longs mois. Comme toujours, l'ordonnancement du budget offre une meilleure explication : l'aide budgétaire spécifique de l'Union européenne, bien suffisante pour organiser ces sessions en province, s'est révélée fongible dans le budget national et les autorités ont décidé de changer les priorités, quitte à rendre impossible le fonctionnement normal du ministère<sup>68</sup>. Exit la justice pour les gens du commun : les magistrats nationaux les plus compétents se sont retrouvés à travailler comme consultants internationaux...

---

<sup>66</sup> Entretien avec un diplomate africain, Bangui, décembre 2022.

<sup>67</sup> Amnesty International, « Un pas en avant, deux en arrière : la justice en République centrafricaine », *Briefing de recherche*, décembre 2021. Il faut cependant noter une exception : cinq chefs anti-balaka ont été jugés pour les meurtres de 72 personnes lors de l'attaque du 13 mai 2017 à Bangassou et ont été reconnus coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par la Cour criminelle de Bangui.

<sup>68</sup> Nous n'évoquons pas ici les conditions de vie des prisonniers (dont près de 80 % sont en fait en détention provisoire), conditions dénoncées depuis des années pour ne pas dire des décennies par les organisations de défense des droits de l'homme.

Le comportement de la Cour constitutionnelle en RCA fournit une autre indication de l'arbitraire qui règne et de la faible indépendance des juges. Pourtant, la Constitution adoptée à la fin de la transition en décembre 2015 lors d'un référendum qui s'est tenu dans des circonstances difficiles laissait augurer une évolution plus heureuse. Ce fut une nouvelle déconvenue, comme l'ont prouvé la gestion des différends électoraux et les pressions exercées sur les juges – soit dans un cadre privé, soit à partir de 2021 sur la place publique lorsque certains d'entre eux, considérés comme trop réticents aux requêtes du pouvoir, furent menacés physiquement.

Le coup porté à la fin du mois d'octobre 2022 à la Cour constitutionnelle – coupable d'avoir rappelé la primauté des accords internationaux et disqualifié l'anglais comme langue nationale<sup>69</sup>, puis d'avoir refusé une réforme constitutionnelle qui aurait autorisé le président Touadéra à briguer un troisième mandat – n'a été que le dernier avatar, à ce jour, de la réduction de la loi à la volonté du prince. La présidente de la Cour, coupable d'avoir conduit l'adoption de deux décisions contraires à la politique du chef de l'Etat (l'une sur l'adoption d'une cryptomonnaie et l'autre sur un changement constitutionnel) a été mise à pied après la décision du pouvoir exécutif de la mettre à la retraite à l'université, alors qu'elle avait été choisie en 2017 par ses collègues de la faculté de droit pour y siéger. Que ces mêmes collègues aient acté ce diktat présidentiel en dit long sur l'enseignement du droit à l'université de Bangui. Qu'elle-même, après avoir redit le droit dans une lettre adressée au chef de l'Etat, ait cédé à son injonction en dit également beaucoup sur le fonctionnement des élites administratives centrafricaines<sup>70</sup>.

Certains observateurs locaux, peut-être peu charitables, ont alors rappelé que le comportement de la présidente n'avait pas été forcément exemplaire au moment des contentieux électoraux en 2021, car elle avait abondé dans le sens de la majorité présidentielle qui s'employait à fragiliser juridiquement les principaux chefs de l'opposition civile, notamment Martin Ziguélé, Karim Meckassoua et Anicet-Georges Dologué, en dépit de l'immunité qu'aurait dû leur procurer leur statut de parlementaire. Selon eux, cette résolution de la controverse aurait aussi pu se solder à terme par une nomination au gouvernement, si le président Touadéra avait eu besoin d'élargir ce dernier pour satisfaire les donateurs<sup>71</sup>. Pour ces observateurs à Bangui, l'ex-présidente de la Cour constitutionnelle a surtout réagi aux insultes dont l'avaient couverte des associations affiliées à la majorité présidentielle en montrant qu'elle pouvait être indépendante.

Reste que ce face-à-face s'est une fois de plus terminé par la victoire du pouvoir exécutif sur le pouvoir judiciaire et que la Cour constitutionnelle privée d'un brillant esprit est désormais, comme elle l'a été sous François Bozizé, à la disposition de la présidence de la République.

Quant à la CPS, objet de toutes les attentions de la communauté internationale et d'organisations de défense des droits de l'homme, dont l'irénisme laisse coi, elle a posé des questions importantes et offert peu de réponses malgré ses quatre années d'existence, ce qu'on ne peut justifier simplement par la vacance liée à l'absence de recrutement de personnel<sup>72</sup>. Organe hybride, elle a été créée

---

<sup>69</sup> Toutes les dispositions légales sur le sango coin étaient en fait rédigées en anglais pour être plus immédiatement accessibles à d'éventuels investisseurs étrangers, ce qui était à la fois compréhensible et illégal.

<sup>70</sup> Lettre ouverte de Danielle Darlan adressée au président de la République datée du 27 octobre 2022. Voir pour une analyse, « Constitution's narrow escape », *Africa Confidential*, Vol. 63, n° 20, 2022.

<sup>71</sup> Entretiens confidentiels avec des responsables politiques centrafricains.

<sup>72</sup> Voir son site internet : <https://cps-rca.com/>

à Bangui le 22 octobre 2018 pour une durée de cinq ans renouvelable une seule fois, et est soutenue par la Minusca et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud)<sup>73</sup>. Son mandat est de juger les criminels les plus importants, au motif que les tribunaux ordinaires ne peuvent le faire et que la CPI s'attache aux principaux responsables du drame sanglant qui s'est joué en RCA. Des responsables qui étrangement ont d'emblée été identifiés aux seuls dirigeants de groupes armés, sans que, à quelques très rares exceptions près, une attention soit prêtée à ceux qui ont retrouvé une place dans l'appareil d'Etat ou à la direction du pays après le drame.

Des arguments de trois ordres au moins témoignent de la faiblesse systémique d'une telle institution, pourtant acclamée par les Nations unies et les donateurs, qui célèbrent un principe (fort honorable) mais ne se préoccupent pas d'une réalité plus compliquée.

D'abord, la création d'un tel tribunal et son fonctionnement représentent un coût sans commune mesure avec le système judiciaire normal : pour pouvoir juger une vingtaine de cas qualifiés évidemment d'emblématiques (sans que ne soit jamais démontré qu'ils le soient pour la population), on sacrifie budgétairement un meilleur fonctionnement de la justice au quotidien dans un pays où l'institution judiciaire a toujours été dépourvue de moyens. En 2017, en sus du financement intégral de cet organisme, la communauté internationale a également dû batailler bec et ongles pour conserver les personnels centrafricains qu'elle avait choisis au terme d'une sélection organisée en toute transparence. En effet, le ministre de la Justice, peu satisfait du concours qui avait été organisé, avait substitué à la liste des candidats retenus une autre liste essentiellement composée de Mbaka-Mandja (le groupe ethnique du président), ce qui avait le double avantage de nourrir les soutiens du président et d'être informé par le menu des activités des forces de police censées appliquer les mandats d'arrêt et surveiller la détention des personnes inculpées. De plus, comme le notent les rapports d'ONG<sup>74</sup>, le gouvernement avait fait preuve d'une hâte toute sénatoriale dans la mise en place de cette institution : la loi avait été votée en juin 2015, la Cour avait été installée en octobre 2018 et le premier procès a débuté en 2022.

Le deuxième argument est que les victimes, censées être au centre de tout ce système, veulent certes la justice mais exigent également des réparations qui sont d'ordre symbolique et matériel. Les thuriféraires du cas sud-africain, élevé au rang de paradigme par des fonctionnaires internationaux peu rigoureux, oublient trop souvent de rappeler que l'enthousiasme vis-à-vis de la commission vérité et réconciliation sud-africaine a été sérieusement entamé par l'amnistie octroyée à tous ceux qui reconnaissaient leurs crimes et par l'absence de véritables réparations pour les pertes subies. En Centrafrique, derrière les déclarations d'usage, il n'y a aucun budget ni aucune politique pour répondre aux interrogations des victimes, simplement quelques rapports d'experts et des vœux pieux que l'on mentionne comme s'ils pouvaient miraculeusement se transformer en politique publique.

Le troisième argument est que la focalisation du discours international sur cette CPS a permis d'euphémiser les dérèglements au quotidien. Ainsi, les communiqués célébrant la condamnation de trois chefs de guerre en octobre 2022 comme une affirmation de la lutte contre l'impunité

---

<sup>73</sup> Elle est financée par des contributions volontaires venant pour l'essentiel de la France, des Pays-Bas, de l'Union européenne et des Nations unies.

<sup>74</sup> Fédération internationale des droits de l'homme, « Quelle justice en République centrafricaine ? », octobre 2022, [www.fidh.org/fr/regions/afrique/republique-centrafricaine/justice-crimes-droit-international-republique-centrafricaine-rca](http://www.fidh.org/fr/regions/afrique/republique-centrafricaine/justice-crimes-droit-international-republique-centrafricaine-rca).

ont été publiés au moment même où une organisation en cour à la présidence de la République menaçait physiquement des opposants politiques et leurs progénitures.

Cette célébration de fonds bien dépensés ferait presque oublier l'incident qui est intervenu lorsque la CPS a osé faire arrêter et incarcérer un ministre, Hassan Bouba, le 19 novembre 2021. Issu de la rébellion mais très proche du président Touadéra, celui-ci est un rouage important de la présence russe dans certaines zones du pays et a fomenté très activement des divisions dans le mouvement armé dont il est issu. Il a été libéré de sa détention préventive par des soldats de la garde présidentielle accompagnés d'éléments du Groupe Wagner. Il a non seulement réintégré ses fonctions ministérielles, mais le président Touadéra l'a décoré de l'ordre national du Mérite, la plus haute distinction centrafricaine, trois jours après cette libération spacieuse. Le ministre de la Justice a quant à lui tancé les juges de la CPS, coupables d'avoir agi sans en informer le ministère (une disposition évidemment indue !), tout en rappelant que les forces de l'ordre devaient obéir aux réquisitions de ce tribunal. Toujours ministre, Hassan Bouba circule aujourd'hui librement à Bangui et dans l'arrière-pays, sans que ni la Minusca (dont c'est pourtant le mandat) ni les Forces de sécurité intérieure n'essaient de l'arrêter pour le remettre aux juges de la CPS.

Il est certes rassurant de voir des chefs miliciens se faire condamner alors que des proches du président bénéficient d'une impunité totale et ne sont même pas poursuivis par le procureur de la République... Cette sélectivité crédibilise l'appréciation de certains : le soutien à la justice transitionnelle signifie un abandon de la justice nationale. De plus, l'absence de transparence de la CPS reste problématique, notamment en ce qui concerne les détentions provisoires et la sélection des cas à traiter, puisque c'est fondamentalement le gouvernement ou la Minusca qui procède (ou pas) aux arrestations.

Quant à la CPI, elle doit poursuivre les plus hauts responsables des crimes de guerre et crimes contre l'humanité. Sa précédente intervention en RCA avait suscité une grande amertume. Le procès qu'elle a instruit contre le Congolais Jean-Pierre Bemba au terme d'une longue procédure – il a été arrêté en 2008 pour des faits qui s'étaient déroulés en 2002 et 2003 – s'est achevé avec son acquittement en juin 2018, décision qualifiée d'affront aux milliers de victimes. Elle a été saisie par le gouvernement centrafricain en mai 2014, et quatre prévenus ont été arrêtés depuis décembre 2018, mais on peine à comprendre les choix et la procédure suivis car l'un d'entre eux n'est qu'un petit chef sans envergure de la Séléka et les dossiers d'accusation sont mal préparés, laissant augurer la libération d'au moins un des accusés en détention provisoire. On peut donc légitimement avoir le sentiment que la CPI s'agite pour montrer qu'elle existe afin de couper court à un scepticisme grandissant au niveau international<sup>75</sup>.

Cette ambivalence éthique se retrouve, à un autre niveau, dans les comportements d'organisations de médiation dans les conflits, si l'on compare certains de leurs discours sur la Centrafrique avec leurs manières de procéder. Pendant les années de crise ouverte, le Conseil de sécurité des Nations unies n'a pas hésité à célébrer dans ses résolutions un accord de paix signé entre différents mouvements armés grâce à Sant'Egidio. Des responsables internationaux ont salué

---

<sup>75</sup> Le procureur de la CPI a finalement annoncé le 16 décembre 2022 qu'il en resterait là : la CPI ne chercherait plus à poursuivre de nouveaux cas et laissait la CPS continuer à sa guise : [www.icc-cpi.int/news/prosecutor-international-criminal-court-karim-aa-khan-kc-announces-conclusion-investigation](https://www.icc-cpi.int/news/prosecutor-international-criminal-court-karim-aa-khan-kc-announces-conclusion-investigation) L'inculpation du président Poutine risque d'aller dans le même sens.

à d'autres occasions le travail réalisé par le Centre pour le dialogue humanitaire de Genève, comme si ces activités représentaient des acquis significatifs dans une paix qui se construisait.

Les deux organisations citées sont tout à fait honorables, et la critique ne porte que sur leur manière de combler le vide. Que sont les résultats obtenus par ces médiations et facilitations richement financées par l'Union européenne ou les Nations unies selon les cas ? Ce sont des déclarations aussi généreuses qu'irréalistes, signées par des individus lors de réunions souvent tenues hors sol, par exemple à Rome pour l'organisation italienne ou dans les locaux luxueux du seul grand hôtel de la capitale centrafricaine pour l'organisation suisse. Comme ont fini par le leur faire remarquer des dirigeants politiques centrafricains, une signature individuelle au bas d'un document transpirant de bonnes valeurs sans engagement ferme et sans sanctions pour les contrevenants, c'est peu cher payé pour une longue semaine de séjour en Italie et de substantiels *perdiem*. Comment se contenter de belles déclarations d'intention que personne n'entend mettre en œuvre ? Celles-ci peuvent avoir un sens dans une dynamique de négociation, mais il n'y a jamais rien eu de tel dans les années récentes en RCA. On pourrait reprendre tous les accords qui ont mené à une pacification depuis 2013 pour souligner la vanité des processus qu'ils étaient censés inaugurer.

Que ces organisations célèbrent de tels accords comme des pas décisifs fait réfléchir sur la constitution d'un nouveau secteur du monde non gouvernemental, celui de la privatisation de la négociation – une pratique que Sant'Egidio avait pourtant refusée au début des années 1990 – et de constitution de véritables carrières dans ce secteur. Que ces accords se réduisent à des morceaux de papier reflète d'abord le vide politique d'élites centrafricaines qui comprennent les avantages qu'il est possible de retirer d'un moment de ni guerre ni paix, mais cela illustre aussi le cynisme de la communauté internationale qui se justifie par le financement de ces activités sans vouloir s'impliquer réellement. On est à la fois dans une démarche purement technique (on finance des billets d'avion, des *perdiem* et des consultants) et apolitique (du moment qu'il y a un accord, il est bon à prendre et s'il n'est pas respecté, c'est parce que les signataires sont des menteurs).

On doit s'inquiéter de ce que ces organisations acceptent une vision aussi déresponsabilisante de la pacification. Quelle est leur motivation ? Les généreux financements, la publicité que fournit la signature collective d'un accord dénué de conséquences, la simple nécessité de marquer sa place sur un véritable marché ? Il faut y voir plus encore l'incapacité croissante des diplomates à faire le travail qui devrait leur incomber : la privatisation de ce travail politique témoigne de l'obsolescence d'une certaine conception du métier de diplomate, un débat qu'on aurait voulu voir mener avec une plus grande profondeur en France au moment d'une énième réforme au Quai d'Orsay.

## UNE NOUVELLE CONFIGURATION RÉGIONALE ET INTERNATIONALE

Les dernières années Bozizé (2003-2013), pour ne pas parler de la période précédente, ont été marquées par une cogestion régionale du régime centrafricain assumée sans fard par le Congo-Brazzaville (ou plutôt par Denis Sassou-Nguesso, tant le régime y est personnel) et le Tchad d'Idriss Déby Itno (même remarque bien sûr). Le président Touadéra, autant par chance que par choix, a finalement réussi à se défaire de ces deux alliés encombrants en cooptant l'Angola et le Rwanda à leur place. Ce changement est important à plusieurs égards, on le verra plus loin, et ouvre une nouvelle compétition qui peut être aiguisée ou contenue, selon l'attitude de la France. En dépit de la détestation réciproque de Bangui et Paris, la France – ou le président Macron – semble réellement miser sur une réconciliation avec Kigali et, comme nombre de ses prédécesseurs, voudrait développer une relation diplomatique cordiale avec Luanda par une présence économique nettement plus soutenue. Mais il y a la présence russe (voir figure 1 en annexe) dont les enjeux ont été radicalisés par les évolutions prétorienues au Sahel et la guerre en Ukraine.

Ce nouveau système d'alliances régionales a pourtant peu de chances de perdurer sauf si certaines conditions *a priori* marginales restent remplies, notamment une relative passivité de voisins comme la République démocratique du Congo (RDC) et le Cameroun, et une attitude responsable de Bangui vis-à-vis de ses puissants soutiens. Les maladroites du pouvoir centrafricain sont telles qu'on ne peut parier sur une stabilisation grandissante de ces liens. En effet, Kinshasa, tout à sa confrontation avec le Mouvement du 23 mars (M-23) soutenu par Kigali<sup>76</sup>, perçoit avec beaucoup d'inquiétude la présence rwandaise en RCA, un contingent sous drapeau national fort d'environ 400 hommes, en sus d'une présence déjà importante au sein de la Minusca avec plus de 1 600 éléments. Quant au régime angolais, il se soucie peu de la médiation en RCA, mais la désinvolture de Faustin-Archange Touadéra suscite son agacement, qui pourrait finir en lassitude vis-à-vis de l'immaturation diplomatique du premier cercle à Bangui.

Un deuxième point important est évidemment la présence russe, ou plus exactement celle de Wagner, société très privée de mercenaires qui ne sont pas toujours des citoyens russes, même si elle bénéficie d'un soutien officiel de Moscou. Sa présence en RCA a donné lieu après quelques mois de relative indifférence à une série de reportages écrits ou télévisuels de qualités diverses<sup>77</sup>. Il y a souvent confusion entre différents problèmes et, surtout, un grand silence sur le contexte qui a permis un tel déploiement, sans que les principaux acteurs internationaux présents à Bangui

---

<sup>76</sup> Rapport du Groupe d'experts des Nations unies sur la RDC daté du 16 décembre 2022, S/2022/967.

<sup>77</sup> La première grande tentative d'enquête sur cette présence s'est soldée par l'assassinat de trois journalistes russes en RCA en juillet 2018. Sans surprise, la lumière sur ces meurtres, promise par le gouvernement centrafricain, n'a jamais été faite et l'instruction reste en cours. La lutte contre l'impunité continue... Voir Esdras Ndikumana, « Journalistes russes tués en Centrafrique: deux thèses et toujours aucune réponse », RFI, 22 janvier 2020, [www.rfi.fr/fr/afrique/2020012%C3%A9-rca-triple-meurtre-journalistes-russes-wagner](http://www.rfi.fr/fr/afrique/2020012%C3%A9-rca-triple-meurtre-journalistes-russes-wagner). Pour éviter de multiplier les références, je renvoie à un rapport dont les notes de bas de page fournissent une très bonne bibliographie sur la question russe en Afrique (mais de nouvelles analyses, bonnes ou moins bonnes, sont produites chaque semaine) : Guido Lanfranchi et Kars de Bruijne, « The Russians are coming ! The Russians are coming ? Russia's growing presence in Africa and its implication for European policy », CRU Report, Clingendael, juin 2022. On pourra aussi se reporter au numéro spécial de la revue (libérale) *South African Journal of International Affairs*, Vol. 29, n° 4, 2022, pour un dossier de très bonne tenue sur le même thème.

n'expriment publiquement de réserves pendant longtemps. Il convient donc d'y regarder de plus près et de nuancer un discours moraliste qui sied si bien aux acteurs occidentaux.

Le dernier point est central, c'est la perte de cohérence de la politique française vis-à-vis de la République centrafricaine. Dans l'absolu, Paris peut vouloir couper les ponts avec Bangui pour des raisons qui vont bien au-delà de la personnalité de son président actuel ou de la nature de son régime. La question est plutôt de savoir quel chemin diplomatique emprunter pour ne pas ternir une image déjà bien écornée sur le continent africain, ne pas affaiblir ses alliés dans la région et ne pas conforter des politiques aventuristes menées par des puissances rivales. Depuis au moins trois ans, il semble que le président Macron peine à la tâche et ne trouve pas de réponses satisfaisantes à ces trois questions, et que ce soient les diplomates français présents à Bangui qui en fassent d'abord les frais. En effet, ce constat d'échec ne peut viser des diplomates censés mettre en œuvre des choix faits ailleurs et dont les doutes personnels ne trouvent probablement guère de réponse dans les propos abrupts tenus par Paris<sup>78</sup>. Espérons qu'un jour certains prendront la plume pour nous conter par le menu cette chronique de façon plus réaliste que leur prédécesseur, Charles Malinas, qui a guidé la transition comme représentant de la France.

## La fin de la CEMAC et l'arrivée du Rwanda et de l'Angola

Fruit de l'histoire coloniale mais aussi des investissements faits après les indépendances par des dirigeants d'Afrique centrale, la RCA s'est retrouvée dans la décennie 2000 quelque peu prisonnière d'une relation très étroite avec le Congo-Brazzaville et le Tchad, sans oublier le Gabon d'Omar Bongo qui n'avait pas son pareil pour s'impliquer dans des crises politiques<sup>79</sup>. La mort de ce dernier en juin 2009 a signifié la fin d'une ère où la cogestion de la RCA avait su maintenir une unité de propos régionale et éviter de trop grands dérèglements intérieurs. L'accord de paix signé en juin 2008 à Libreville entre le régime centrafricain et les rebellions du Nord<sup>80</sup> n'était sans doute pas un modèle du genre mais s'il avait été mis en œuvre, il aurait probablement changé les termes militaires de ce qui s'est produit en 2012.

Les deux autres parrains régionaux, Brazzaville et N'Djamena, n'avaient ni le même talent pour la négociation, ni la même patience vis-à-vis d'un interlocuteur retors et dépourvu d'ambition pour son pays<sup>81</sup>. Denis Sassou-Nguesso avait considérablement investi dans la franc-maçonnerie

---

<sup>78</sup> Jérôme Bonnafont, *Diplomate pour quoi faire ?*, Paris, Odile Jacob, 2022.

<sup>79</sup> Elikia M'Bokolo, *Médiations africaines. Omar Bongo et les défis diplomatiques d'un continent*, Paris, L'Archipel, 2009.

<sup>80</sup> Elles regroupaient l'Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD) de Jean-Jacques Démafouth, l'Union des forces démocratiques pour le rassemblement de Zakaria Damane et des scissions de ce dernier groupe comme le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) d'Abakar Sabone, le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) dont le chef est Abdoulaye Miskine (de son vrai nom Martin Koumtamadji), le Groupe d'action patriotique de libération de la Centrafrique (GAPLC) de Michel Djotodia (futur chef de la Séléka), le Front démocratique centrafricain (FDC) du commandant Hassan Justin ainsi que l'Union des forces républicaines (UFR) de Florian N'Djadder.

<sup>81</sup> On pourrait arguer qu'avec l'accord de Paris, le président Bozizé voulait aussi prendre ses distances avec la CEMAC après 2007 et faire le pari de l'Afrique du Sud, grande puissance africaine qui pouvait à terme lui assurer une garantie de sécurité importante. La mort d'Omar Bongo, la renégociation des accords de défense

régionale et disposait d'une réelle influence au sein des élites administratives et politiques centrafricaines qui se bousculaient pour lui rendre visite en escomptant un généreux cadeau ou un coup de pouce pour une promotion en interne. Le point faible d'une telle influence était qu'elle ne visait à inspirer aucune politique en particulier et que Sassou-Nguesso, au moment où il aurait fallu en édicter une, n'avait plus l'intérêt ni la poigne pour ce faire. On le nota à plusieurs moments de la crise centrafricaine, notamment en janvier 2013 lorsque les chefs d'Etat de la région, réunis à Libreville, voulurent sauver Bozizé malgré lui en imposant un gouvernement d'union nationale, sans prendre le temps de détailler ses prérogatives ; ou encore en juillet 2014, lorsque le président congolais, à la requête de la région, convoqua chez lui le gouvernement centrafricain, des représentants des groupes armés, des partis politiques et même de la société civile, sans être capable d'aboutir à un véritable accord entre ces protagonistes pour avancer dans une solution à la crise. L'expertise congolaise existait même si le représentant spécial de Sassou-Nguesso à Bangui passait sans doute plus de temps à surveiller le représentant politique et militaire de l'Union africaine, le général Jean-Marie Michel Mokoko, candidat présidentiel malheureux et rival politique emprisonné depuis 2018 à Brazzaville<sup>82</sup>. Mais il fallait compter avec d'autres, notamment le gouvernement de transition qui cultivait des relations privilégiées avec certains porte-parole, légitimes ou moins légitimes, des groupes armés et également le Bureau intégré des Nations unies pour la consolidation de la paix en République centrafricaine (Binuca) dirigé par le général Babacar Gaye, impatient de prendre la direction de la Minusca et du processus politique.

Faute d'imaginer une issue à la crise, incapacité qui reflétait le caractère partial et contradictoire des conseils prodigués par ses affidés centrafricains, Denis Sassou-Nguesso se retrouva finalement impuissant, déconsidéré à Bangui pour des engagements sans lendemain, et dans la région pour son inaptitude à peser sur la scène politique centrafricaine. Certes, les interventions de l'Angola puis du Rwanda, sous l'égide de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL) et de la CEEAC, l'incitèrent à prendre quelques nouvelles initiatives, mais celles-ci furent diversement appréciées, notamment parce qu'elles offraient un espace politique à l'ancien président Bozizé dont le retour à Bangui fin 2019 laissait plutôt entrevoir le risque d'une restauration vengeresse qu'une évolution vertueuse du régime déjà impopulaire de son ancien Premier ministre Faustin-Archange Touadéra.

Il semblait en tout cas très improbable que le Congo-Brazzaville puisse prendre des initiatives en contradiction avec le nouveau cours impulsé par l'Angola, pourtant présent seulement par à-coups sur le dossier centrafricain. D'autres priorités ont semblé prévaloir sur la quête d'une solution en RCA en 2022 : la question de la succession au sein de la famille dirigeante congolaise ; le refroidissement des relations avec Libreville et la réconciliation avec N'Djamena

---

avec Bangui et l'arrivée des militaires sud-africains font ainsi système. Sur cette question, voir Roland Marchal, « South Africa and France : A rising versus a declining power », in Adekeye Adebajo et Kudrat Virk (dir.), *Foreign Policy in Post-Apartheid South Africa ; Security, Diplomacy and Trade*, Londres, I. B. Tauris, 2017, pp. 356-374.

<sup>82</sup> Sur les quatre sujets de la réunion, un seul – la cessation des hostilités – trouvait une conclusion. Pour les trois autres, la volonté du gouvernement de transition d'imposer ses propres représentants des groupes armés se heurta à un refus de l'organisateur et des internationaux. Le gouvernement fit alors tout pour saboter le travail en commission, illustrant les petits calculs de la présidente de la transition, Catherine Samba-Panza.

après la disparition d'Idriss Déby Itno tué en avril 2021 grâce à la construction d'une relation plus chaleureuse avec son fils, président plus qu'intérimaire, Mahamat Idriss Déby Itno « Kaka ».

Le Tchad, quant à lui, a une relation encore plus compliquée avec la RCA qui s'explique d'abord par une histoire de migrations, flux de populations que la puissance coloniale n'a pas régulés, puis conséquences des affrontements durant la longue guerre civile tchadienne. Jusqu'à la fin des années 1980, la RCA a également été utilisée pour la sanctuarisation des avions de chasse français qui auraient pu être menacés par une offensive libyenne sur N'Djamena. Plus récemment, Idriss Déby a aussi donné son feu vert au recrutement de combattants tchadiens (souvent d'anciens rebelles démobilisés ou des soldats mis à la retraite) qui ont formé les troupes de choc de François Bozizé lors du renversement d'Ange-Félix Patassé en 2003. Ces « libérateurs » furent suffisamment turbulents pour nécessiter une intervention musclée de l'armée tchadienne en 2004 à Bangui. Leur mise au pas et le retour de certains à la mère patrie ont permis l'établissement d'un calme relatif en RCA jusqu'à ce que les choses se gâtent à nouveau en 2011 et 2012, lorsque de nombreux « libérateurs » ont quitté la garde présidentielle et, dans les semaines suivantes, rejoint les groupes armés nordistes, preuve qu'ils prêtaient toujours l'oreille aux conseils dispensés par N'Djamena.

Quitte à manier le paradoxe, le dirigeant tchadien a mis son homologue centrafricain en garde à plusieurs reprises, notamment en mai 2012, quant à l'étroitesse de sa base de gouvernement : contrairement à sa propre pratique au Tchad, Idriss Déby lui a conseillé d'ouvrir le champ politique, de donner un espace à l'opposition civile et de mettre en œuvre avec énergie et sincérité le plan de paix de Libreville et le DDR qui allait avec. François Bozizé, comme trop souvent, n'a rien voulu entendre : il a promis de suivre les conseils du « grand frère » (comme il l'appelait), mais n'a pas obtempéré. Pourquoi appliquer à Bangui ce qu'Idriss Déby refusait à N'Djamena ?

Les conséquences de ce refus sont connues. La constitution de la Séléka s'est faite avec une implication politique (et peut-être financière et humaine) de N'Djamena. Son entrée dans Bangui en mars 2013 n'a été possible que grâce à la participation aux combats de soldats tchadiens capables de battre les forces spéciales sud-africaines dont la première erreur était d'avoir cru à la propagande du régime Bozizé sur ces « va-nu-pieds » et d'être intervenues sans le dispositif nécessaire pour faire front.

L'ascendant du président Déby sur la Séléka a pourtant été de courte durée car il n'a pu maintenir l'unité de cette constellation de groupes armés, pas plus qu'il n'a été capable de réellement policer le comportement de cette étrange coalition guerrière. Sans doute n'a-t-il pas imaginé une décomposition aussi rapide et radicale des FACA, ni une telle brutalité des combattants de la Séléka. De toute façon, son avenir politique personnel se jouait désormais davantage au Sahel qu'en Afrique centrale.

Idriss Déby a finalement décidé de retirer ses troupes en avril 2014 après un incident particulièrement sanglant à PK12, où elles tirèrent sur la population après avoir été la cible d'une grenade. Le respect des civils n'a jamais été une valeur structurante du comportement des troupes tchadiennes, n'en déplaise à leurs thuriféraires français, même si elles ont permis de sauver la vie de centaines ou de milliers de musulmans en organisant leur départ en bon ordre de la capitale centrafricaine et en les accueillant au Tchad. Au cours des années suivantes, la

politique de N'Djamena vis-à-vis de la RCA n'a guère évolué. Les intérêts de généraux tchadiens dans la transhumance de leurs troupeaux n'a pas disparu et les conflits dans l'extrême nord de la Centrafrique doivent jusqu'à aujourd'hui se comprendre dans un cadre régional dans lequel les acteurs tchadiens, souvent des officiers de l'armée, défendent leurs intérêts privés par la violence.

A la détestation de la présidente Samba-Panza, coupable d'avoir publiquement évoqué le comportement des soldats tchadiens, a répondu un réchauffement *a minima* avec le président Touadéra en 2016, qui n'a cependant pas permis une véritable normalisation des relations malgré des déclarations officielles empesées. Le calcul stratégique de Déby était de maintenir la RCA à distance, réticence sans doute bâtie sur une forte opposition à voir François Bozizé revenir aux affaires, et visant la constitution d'une zone tampon à la frontière grâce à certaines factions de la Séléka. Ce n'était pas très ambitieux mais cette posture permettait des gains marginaux grâce à divers trafics et a plutôt bien fonctionné jusqu'à la mort d'Idriss Déby en avril 2021.

Cette indifférence a cependant été remise en cause lors de l'arrivée de Mahamat Kaka au pouvoir après la mort de son père. Ses liens indirects avec des personnalités de la Séléka en délicatesse avec le nouveau président centrafricain (comme Abakar Sabone, depuis rallié au pouvoir à Bangui) y ont contribué, ainsi que le fait qu'il connaisse des commandants de groupes armés musulmans<sup>83</sup> grâce à ses fonctions antérieures à la tête de la Direction générale des services de sécurité des institutions de l'Etat tchadien (DGSSIE)<sup>84</sup>. Par ailleurs, le comportement des mercenaires de Wagner qui, à la poursuite d'opposants armés, ont franchi la frontière avec le Tchad en mai 2021 et y ont tué plusieurs soldats, a manifesté la détérioration de la sécurité avec la déliquescence des groupes armés, la croissance du banditisme rural et la multiplication d'expéditions transfrontalières des uns ou des autres.

Ces incidents armés ont aussi acquis une coloration plus politique lorsqu'à l'initiative des durs du régime centrafricain et de leurs amis de Wagner, une rencontre avec des représentants de l'opposition armée tchadienne a eu lieu à Damara, ville d'origine du président Touadéra, en février 2022. L'opposition centrafricaine, prête à faire feu de tout bois, y a vu une tentative pour élaborer une coordination des opposants au régime tchadien et ouvrir un second front au sud du Tchad. Cette thèse n'est pas totalement improbable, mais aucun autre élément de preuve ne l'a consolidée pendant de longs mois. Pour contrer cet argument, le gouvernement centrafricain souligne fort justement que les principaux mouvements armés et François Bozizé avaient des représentants et souvent des facilités au Tchad depuis 2020, mais omet de signaler que cela procède d'un accord négocié avec l'Angola.

La répression sanglante des manifestations du 20 octobre 2022 au Tchad a considérablement rebattu les cartes. Depuis cette date, la constitution de groupes rebelles tchadiens au nord de la RCA n'est plus impossible. De nombreux partisans du dirigeant du parti des Transformateurs

---

<sup>83</sup> Nombre d'observateurs estiment que la coalition Siriri, issue de la Séléka, a pu constituer une colonne importante au Darfour grâce à des financements obtenus au Tchad et à l'appui des renseignements militaires soudanais début 2023. Cette force fut cependant débandée et la frontière avec la RCA fermée lorsque le numéro 2 de la junte soudanaise et chef des Forces de soutien rapide estima que le but ultime était de lui faire porter la responsabilité d'une attaque contre la RCA afin de consolider son image de chef de guerre, alors qu'il tentait d'apparaître comme un homme politique pacificateur. Cette rivalité au sommet de la junte soudanaise éclaire nombre d'événements depuis janvier 2023. Voir « Borders troubles threaten the region », *Africa Confidential*, Vol. 64, n° 5, 2023.

<sup>84</sup> Créée en remplacement de la garde présidentielle en octobre 2005. Ses effectifs sont supérieurs à 12 000 hommes.

Succès Masra, opposés à l'actuel transition, se sont radicalisés et ont semblé se regrouper dans le nord de la RCA, à l'initiative d'anciens rebelles tchadiens ou de militaires retraités. Des analystes centrafricains ont même évoqué la présence de membres du Front armé pour le changement au Tchad (FACT), responsable dans la version officielle de la mort d'Idriss Déby Itno<sup>85</sup>. La parution d'articles de presse a accrédité ces événements en arguant d'une coopération entre Wagner et ces nouveaux dissidents armés, voire de plans d'assassinat de la direction de l'Etat tchadien<sup>86</sup>. Tout cela exige des vérifications indépendantes à un moment où se reconstruit un discours de guerre froide sur le continent africain. En particulier, on doit noter que pour l'heure, Wagner traite avec les directions d'Etat (même si le maréchal libyen Khalifa Haftar n'était qu'un insurgé, ses chances de réussite ont été réelles). De plus, Wagner ne dépense pas d'argent pour soutenir des groupes rebelles, et s'il le faisait cela serait une considérable inflexion de son attitude en Afrique et aurait des répercussions sur la manière dont Wagner et la Russie sont perçues par les populations et les élites dirigeantes sur le sol africain. Ce qui est au moins probable à ce stade est que Wagner ne débande pas les camps des opposants tchadiens situés pour l'heure aux environs de Bouar. Ce qui ne veut rien dire sur le soutien possible, probable ou avéré. Pour que l'émergence d'une opposition armée tchadienne ait plus de sens, il faudrait aussi que les relations entre Tchad et Soudan s'enveniment au point de rendre possible l'existence de nouveaux sanctuaires pour une opposition armée tchadienne recomposée.

On le constate donc, le Tchad et le Congo-Brazzaville, et avec eux la CEEAC, sont plutôt hors champ mais il ne faudrait pas grand-chose pour que ces deux pays reprennent leurs marques dans le jeu régional en jouant de cartes que ne possèdent ni l'Angola ni le Rwanda. Les deux Etats doivent également considérer dans leurs choix leurs relations avec la France et la Russie. Ainsi le Tchad a-t-il sans doute intérêt à éviter une confrontation avec la Russie, sauf si cette dernière franchit une ligne rouge, ce qu'elle n'a pas fait jusqu'à présent. L'entourage de Sassou-Nguesso compte plusieurs russophiles convaincus et il faudra à la diplomatie française de solides arguments (et compensations) pour entraîner Brazzaville dans une hostilité marquée à la présence russe en Afrique centrale.

On peut écrire l'histoire de deux façons différentes. La première consiste à tenir la chronique des initiatives déployées par les organisations régionales. Dans ce cadre, la gestion régionale de la crise centrafricaine manifeste l'épuisement de la CEMAC, l'alternative toute temporaire de la CEEAC et la nouvelle ascendance de la CIRGL. La seconde met l'accent sur le travail diplomatique des Etats et rappelle combien ceux-ci sont déterminants dans l'ordre ou le désordre régional, les structures supra étatiques restant faibles et servant surtout d'habillage à des décisions qui n'ont associé que très peu d'Etats membres. L'une des justifications de cette lecture est le très faible rôle joué par le Cameroun, qui apparaît sur le papier comme un régime stable et une économie forte, ainsi que par d'autres Etats très attentistes au niveau régional comme la Guinée équatoriale. Par l'indigence de sa politique régionale, Yaoundé transforme ces associations régionales en chambre d'enregistrement de décisions prises ailleurs.

---

<sup>85</sup> « Borders troubles threaten the region », art. cité. Cet article est une très bonne synthèse des informations disponibles à la fin février 2023. D'autres articles publiés par *Jeune Afrique* et *Africa Intelligence* abondent dans le même sens.

<sup>86</sup> Erin Banco, Sarah Anne Aarup et Anastasiia Carrier, « Inside the stunning growth of Russia's Wagner Group », *Politico*, 18 février 2023 et, surtout, Declan Walsh, « A new "Cold War" looms in Africa as U.S. pushes against Russian gains », *The New York Times*, 19 mars 2023.

La CIRGL, au terme d'élections calamiteuses en RCA en 2020 et 2021, s'est à nouveau saisie du dossier centrafricain pour proposer, après trois réunions tenues à un rythme soutenu en janvier, avril et septembre 2021, la relance d'un processus de paix dont personne ne voulait plus, ni le gouvernement Touadéra ni son opposition armée. Mais la fiction diplomatique a nourri le quotidien des institutions internationales et, faute de sauver la RCA, ces résolutions ont permis de maintenir la Minusca à flot.

Les actions de l'Angola et du Rwanda en Afrique centrale témoignent de leurs aspirations à être reconnus comme des puissances à part entière. L'Angola s'est impliqué sur le dossier centrafricain à l'invitation de Paris, sans doute avec l'espoir initial de quelques investissements profitables rapidement, et a ouvert une représentation diplomatique à Bangui en 2014. Le détournement d'un prêt angolais de quatre millions de dollars, plus tard dans l'année, a mis en lumière la corruption de la transition centrafricaine (et de la famille présidentielle) et a surtout signifié pour Luanda que les élites centrafricaines n'avaient guère d'ambition et se contenteraient de peu<sup>87</sup>. Pour les Angolais, la guerre civile ne pouvait avoir une résolution rapide et la possibilité d'investissements finissait par s'estomper.

Le président Touadéra, désireux de sortir d'un face-à-face régional sans illusions (n'oublions pas qu'il fut Premier ministre de 2008 à janvier 2013), n'a donc pas hésité à reprendre langue avec l'Angola pour entreprendre une médiation, puis à proposer à Kigali une coopération qui répondait aux desseins géostratégiques de Paul Kagamé. En multipliant les interlocuteurs, Bangui gagnait à bon compte une autonomie dans ses relations avec la communauté internationale, une leçon déjà mise en œuvre dans la gestion de médiations concurrentes avec les groupes armés.

La médiation de l'Angola commencée en 2016 a été un succès et c'est sans doute pour cela qu'elle a tourné court car, comme nous l'avons vu précédemment, le président centrafricain n'entendait pas négocier et raisonnait comme s'il avait gagné une guerre dans laquelle il n'avait jamais combattu. Lorsque les officiels angolais ont voulu rendre compte de leur réussite et discuter de la suite, ils ont été éconduits. Ce fut le cas lors d'une réunion à Addis-Abeba en 2017 au cours de laquelle Touadéra ne cessa de les questionner sur de possibles investissements, alors qu'ils s'interrogeaient sur le prochain moment de la négociation. La RCA n'était pas la RDC pour l'Angola, qui réduisit rapidement ses ambitions et laissa le processus de paix aller son cours sans trop s'en faire. C'est par le biais de la CIRGL (et en relation avec le Tchad) que Luanda reprit place en 2021, dans un contexte bien plus dégradé.

Le Rwanda a joué un rôle autrement plus important. Le président Touadéra, lorsqu'il noua ses contacts en Angola après son élection, espérait que Luanda répéterait la proposition faite en 2014 à Catherine Samba-Panza, soit l'envoi d'une force indépendante des Nations unies et de la France qui mènerait la guerre contre les groupes armés. Mais l'Angola était plus lucide en 2016 sur les défis qu'une telle proposition recelait et déclina. C'est sans nul doute pour cela que Bangui se tourna résolument vers Kigali<sup>88</sup>. D'une part, le Rwanda avait fourni un contingent important aux forces de la Minusca dès 2014<sup>89</sup>, des troupes efficaces (comme on l'a

---

<sup>87</sup> Voir Roland Marchal, « Brève histoire d'une transition singulière... », rapport cité.

<sup>88</sup> Entretiens avec des diplomates africains, Bangui et Paris, août et décembre 2022.

<sup>89</sup> Le Rwanda est, après l'Éthiopie, le deuxième contributeur africain de troupes de maintien de la paix.

constaté à plusieurs moments lors de combats dans Bangui au PK5 au printemps 2018), mais peu regardantes sur les dommages collatéraux. Cette présence militaire sur le sol centrafricain dans un cadre multilatéral s'est prolongée après l'élection de Touadéra par une coopération militaire qui a permis de former la garde présidentielle, un projet qui échappait complètement à la supervision occidentale d'autant qu'il n'était même pas mentionné dans les documents officiels sur la réforme du secteur de la sécurité. Comment la formation de plusieurs centaines d'hommes a-t-elle été payée, cela reste un mystère<sup>90</sup>. Ces liens se sont approfondis notamment à partir de décembre 2020, lorsque des troubles ont menacé la présidence Touadéra<sup>91</sup>.

La présence rwandaise en RCA est rapidement devenue civile et militaire. D'une part, de nombreux chefs de service de la branche civile de la Minusca et d'agences onusiennes (y compris de la Banque mondiale) sont des citoyens rwandais : tous ne sont sans doute pas en service commandé, mais une telle concentration de compétences ne tient assurément pas qu'à une série de coïncidences. Parallèlement, on a assisté à une présence accrue d'autres civils qui relèvent *a priori* du secteur privé, mais pas uniquement. Certains dans le monde urbain gèrent souvent des supérettes, sans doute achalandées par les vols aujourd'hui fréquents de RwandAir (rappelant les opérateurs économiques camerounais dont les marchandises sont souvent transportées dans les camions de la force internationale de paix). D'autres, souvent d'anciens soldats de la Minusca, ont acheté des terres (notamment dans la Lobaye) et investi dans l'agriculture. Ce dernier aspect donnait lieu à des interprétations alarmistes à cause de la RDC voisine.

La prédominance militaire rwandaise est indéniable à l'intérieur de la Minusca, et un effectif de 400 (certaines sources disent 900) soldats en sus sert d'appoint dès lors qu'un défi sécuritaire se profile. Ces forces ont en général évité de travailler aux côtés des membres de Wagner. Même si les troupes rwandaises ne sont pas toujours vues sous un jour favorable, leur professionnalisme les distingue du comportement des opérateurs russes, auxquels elles ne tiennent absolument pas à être assimilées<sup>92</sup>.

Le point culminant de cette politique a été la nomination en février 2022 d'une brillante diplomate rwandaise, Valentine Rugwabiza, à la tête de la Minusca. Cette désignation, qui n'aurait pu se faire sans un appui français, illustre à la fois la confiance entre Paris et Kigali, qui laissait certains acteurs politiques dubitatifs en RCA et dans les pays voisins, et sans doute une ultime tentative de sauver une opération de maintien de la paix que les Russes entendaient clore et dont certains Centrafricains, pour de bonnes et de mauvaises raisons, ne voulaient plus<sup>93</sup>.

---

<sup>90</sup> Les observateurs banguissois soupçonnent qu'une bonne partie des recrues sont issues du groupe ethnique du président sans d'ailleurs qu'à aucun moment on ait vérifié leurs antécédents judiciaires. Les contrats miniers, octroyés de façon confidentielle, semblent être une réponse partielle à la question du paiement de ces formations.

<sup>91</sup> Les rues de Bangui, jamais avares de rumeurs, évoquent un épisode sentimental dans la vie du président Touadéra pour justifier cette alliance. Impossible à vérifier, cette « explication » reprend une antienne bien connue sur le rôle de belles Tutsies dans les services de renseignement rwandais...

<sup>92</sup> Témoignages d'experts, décembre 2022.

<sup>93</sup> Enrica Picco et Thierry Vircoulon, « La Minusca en Centrafrique. Les casques bleus impopulaires », *Notes de l'IFRI*, mars 2022. Il est vrai qu'un départ de la Minusca poserait la question de l'avenir de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en république démocratique du Congo (Monusco) dans l'Est de la RDC à un moment où l'opinion publique congolaise est particulièrement acide sur son action. D'un autre côté, il est clair que la France renouvelle avec le Rwanda le calcul fait avec l'Afrique du Sud, il y a une quinzaine d'années. Avec quel succès ?

La question géopolitique qui se pose est bien sûr le but des Rwandais dans cette démonstration de force qui faisait écho à d'autres situations sur le continent. Les diplomates de RDC y ont vu un encerclement de leur pays. Cette explication peine à convaincre la plupart des observateurs : une aventure militaire à partir de la RCA aurait créé un vrai problème avec l'ONU et, surtout, aurait exigé une logistique extrêmement coûteuse sans qu'on puisse immédiatement déterminer un but stratégique dans la région de l'Equateur congolais<sup>94</sup>. D'autres ont vu dans cette coopération avec la RCA une politique de « nouvelle frontière » qui viserait à garantir la croissance économique du Rwanda quel que soit l'avenir de sa présence en RDC. Ainsi, la colonisation agraire ressemblerait à celle pratiquée dès la fin des années 1950 dans le Kivu congolais. Ces achats de terre ont inquiété mais il est difficile d'y voir aujourd'hui une politique de peuplement et, surtout, comme pour la plupart des entreprises étrangères installées en RCA, il ne faut pas mésestimer les difficultés tôt ou tard posées par des officiels centrafricains soucieux d'obtenir de nouvelles prébendes.

D'autres encore ont noté que le problème du Rwanda était le Cameroun. Or d'un point de vue économique, la compétition entre opérateurs des deux pays est particulièrement vive à Bangui. Par ailleurs, le Cameroun reste un pays hôte de nombreux Rwandais opposants au régime de Kagamé, impliqués ou pas dans le génocide de 1994, mais Kigali poursuit sans rémission ses opposants, quitte à les affubler du label de génocidaires<sup>95</sup>. Serait-ce là le motif ou un motif de la forte présence du Rwanda en RCA ?

Sans répondre à la question des raisons d'une telle présence, un homme politique centrafricain notait que le Rwanda plus encore que l'Angola est problématique pour une solution par le haut en RCA car Paul Kagamé n'est pas un homme de compromis, n'a jamais accepté aucune négociation avec des mouvements armés et a peu de considération pour une gouvernance démocratique<sup>96</sup>. L'Angola n'est certainement pas une démocratie, mais il n'est pas non plus un type d'Etat policier comparable<sup>97</sup>.

Ce qui a beaucoup interrogé les élites politiques centrafricaines, ce sont les motivations de Paris. Pour les Nations unies, accaparées par la survie de leur opération, la logique était claire. Elles choisissaient une proche de Kagamé en espérant faire taire les campagnes de critiques orchestrées par les Wagner (et les proches de la présidence, aigris par la retenue onusienne dans le combat contre les groupes armés) : c'était un choix rationnel, puisqu'en effet les critiques se taisaient, d'autant que la Minusca ne disait pas un mot sur le comportement des officiels, leurs alliances avec certains mouvements armés, et maintenait l'ordre contre les groupes d'opposition civils ou guerriers. Son avenir n'était plus immédiatement menacé<sup>98</sup>. La France d'Emmanuel Macron avait

---

<sup>94</sup> Même si les Rwandais ont été un temps à Kisangani : on se souvient de la « guerre des six jours » entre armées ougandaise et rwandaise à Kisangani en juin 2000.

<sup>95</sup> Michela Wrong, *Do not Disturb : The Story of a Political Murder and an African Regime Gone Bad*, Londres, PublicAffairs, 2021.

<sup>96</sup> Entretien, Bangui, août 2022.

<sup>97</sup> Omar Shahabudin McDoom, « Securocratic state-building : The rationales, rebuttals, and risks behind the extraordinary rise of Rwanda after the genocide », *African Affairs*, Vol. 121, n° 485, 2022, pp. 535-567 ; Federico Donelli, « Rwanda's military diplomacy. Kigali's political use of the military means to increase prestige and influence in Africa and beyond », *Notes de l'IFRI*, avril 2022.

<sup>98</sup> La nouvelle représentante n'avait d'ailleurs toujours pas reçu l'opposition démocratique, représentée au Parlement, huit mois après sa nomination : au moins ses prédécesseurs avaient-ils une conception moins autoritaire de la vie politique. Une lettre de protestation à ce sujet a d'ailleurs été envoyée au secrétaire général des Nations unies.

fait de grands pas dans la réconciliation avec le Rwanda et le président français avait su prendre des risques par rapport à l'opinion de ses militaires et de certains secteurs (pas tous de droite) des élites politiques françaises<sup>99</sup>. Cependant, participer à la transformation de l'armée rwandaise en force de maintien de l'ordre continental s'est avéré un choix problématique à maints égards<sup>100</sup>.

Même si certains pays occidentaux jouent l'aveuglement<sup>101</sup>, il est difficile de ne pas voir la nature de ce régime et ses ambitions. On peut s'interroger, à l'instar des dirigeants de RDC, sur un financement européen de vingt millions de dollars octroyé à un pays qui, grâce au M-23, mène une guerre par procuration chez son voisin (l'Ukraine et le respect de l'intégrité territoriale sont loin, en effet).

Il y a aussi une réelle inconséquence politique, après la gifle reçue au Sahel, d'imaginer qu'une force militaire – fût-elle africaine – puisse régler des problèmes dont on doit admettre qu'ils sont politiques et sociaux. Peu importe qu'il s'agisse du Mozambique (et de Total) plutôt que du Sahel, les effets politiques d'une présence de longue durée seront probablement comparables. L'alliance avec le Rwanda désirée par le président français actuel passe sous silence d'autres interrogations sur les réactions des pays d'Afrique centrale qui ont une certaine vision du Rwanda, pas toujours celle de la RDC, mais qui surjouent une inquiétude face au militarisme du pays des Grands Lacs.

En tout cas, paradoxalement, le gouvernement Touadéra a su ou pu (car nombre d'évolutions ont eu peu à voir avec sa diplomatie) se débarrasser provisoirement d'un compagnonnage régional pesant. Ses nouveaux amis risquent de ne pas être moins envahissants. Mais à considérer la grande région, on doit s'étonner que Bangui n'ait pas profité de sa relation avec l'Afrique du Sud pour gagner une marge de manœuvre supplémentaire. Une lettre récente de son ambassadeur à Pretoria illustre toutes les offres faites par l'Afrique du Sud et les erreurs multipliées pendant près de huit ans par le gouvernement centrafricain, trop heureux de voir le fonctionnement de son ambassade à Pretoria pris en charge sans aucune contrepartie<sup>102</sup>. Une conception singulière de la souveraineté nationale...

## La Russie : entre règlements de compte et construction d'un modèle

Il faut rendre à César ce qui appartient à César et reconnaître le rôle primordial joué par Emmanuel Macron dans l'arrivée des Russes en RCA. L'histoire est aujourd'hui connue : pour armer les soldats centrafricains formés par l'EUTM, la France a voulu faire don à la RCA de

---

<sup>99</sup> Voir le dossier de la revue *Politique africaine*, « France-Rwanda : Rapports, scènes et controverses françaises », n° 166, décembre 2022.

<sup>100</sup> Fred Bauma et Jacob Stearns, « Nous savons que le M-23 est soutenu par le Rwanda, mais la France a détourné le regard », *Le Monde*, 13 décembre 2022.

<sup>101</sup> Ainsi du Royaume-Uni qui espère expulser ses migrants illégaux vers Kigali. Voir Diane Taylor, « Home Office planning new deportation flights to Rwanda », *The Guardian* (UK), 25 août 2022.

<sup>102</sup> Ambassadeur de RCA en Afrique du Sud, *Note à Mme le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Centrafricains de l'étranger sur la situation de l'Ambassade de la RCA à Pretoria*, 13 novembre 2022. Voir aussi Peter Fabricius, « Jacob Zuma's State Security Agency secretly funded embassy of Central African Republic in Pretoria since 2014 », *Daily Maverick*, 15 décembre 2022, [www.dailymaverick.co.za/article/2022-12-15-jacob-zumas-state-security-agency-secretly-funded-embassy-of-central-african-republic-in-pretoria/](http://www.dailymaverick.co.za/article/2022-12-15-jacob-zumas-state-security-agency-secretly-funded-embassy-of-central-african-republic-in-pretoria/)

1 300 fusils confisqués aux pirates somaliens, contrevenant ainsi au droit international<sup>103</sup>. La Russie, pays d'origine de ces armes, s'y est opposé au Conseil de sécurité des Nations unies, et le président Macron a alors conseillé à son homologue d'aller plaider sa cause à Moscou (ce fut finalement à Sotchi). La suite ne fut pas exactement celle envisagée par l'Élysée qui n'imaginait pas que les relations entre Moscou et Bangui prennent une telle forme et pèsent autant sur la perception de la France sur le continent africain.

Rétrospectivement, on peut s'interroger sur ce qui était plus qu'une gaffe présidentielle, une véritable naïveté qui semble avoir perduré jusqu'aux premiers mois de la guerre en Ukraine, et contrevenait à l'avis de conseillers et de diplomates français qui n'évaluaient pas le régime russe à la même aune. Cette ingénuité peut aussi expliquer, ou au moins éclairer, l'indifférence vis-à-vis de ce qui s'est passé en 2018 et 2019 à Bangui, où les élites francophiles et l'ambassade de France ne cachaient pas une inquiétude croissante sur l'osmose en cours d'élaboration entre la présidence et le Groupe Wagner, dont la primauté était de plus en plus affirmée. La gestion parisienne de cette longue période, sur laquelle je reviendrai, en dit long sur les dysfonctionnements de la politique française sur le continent et sur l'incapacité à entendre ce qui s'y dit dès lors que le président a fixé un cap.

On a su assez rapidement comment le voyage à Sotchi s'était déroulé, le rôle appuyé de certains parents et/ou conseillers du président devenus ministres comme Firmin Ngrébada, Rameaux-Claude Bireau ou Pascal Bida Koyagbé dans le choix d'un rapprochement à tout prix de Moscou. Du point de vue du régime centrafricain, plusieurs aspects justifiaient cette radicalisation de leur politique étrangère.

D'une part, la France de François Hollande avait trahi la confiance que Touadéra avait en elle. En effet, le président français avait réaffirmé publiquement que l'opération Sangaris ne plierait pas bagage sans une amélioration substantielle de la sécurité. Pourtant, son ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian était allé à Bangui quelques mois après en annoncer la fin, alors que l'ambassadeur de France, le président du Parlement centrafricain et le président Touadéra, pour une fois unanimes, déclaraient que c'était une grave erreur. Il n'est pas exclu que le fond de cette question ait davantage relevé de la politique française que de la situation centrafricaine : on connaissait la détestation de la cellule africaine de l'époque – notamment Hélène le Gal – et du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, envers le ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian et son directeur de cabinet, Cédric Landowski, sans doute les plus au fait des problèmes qu'un départ de Sangaris allait poser à Bangui. Mais François Hollande était, comme il le montrait trop souvent, incapable de trancher<sup>104</sup>.

D'autre part, la Russie offrait tout ce que la France et les Européens ne pouvaient accorder. D'abord, un regard nouveau sur la situation centrafricaine, qui donnait une priorité absolue à la sauvegarde des privilèges des élites gouvernantes. Les sanctions onusiennes, que la Russie avait pourtant votées, apparaissaient soudain comme une conditionnalité supplémentaire induite imposée à la reconquête du territoire national, quitte à oublier la décomposition de l'armée nationale, les FACA, et sa forte implication dans les anti-balaka. Selon les partenaires traditionnels

---

<sup>103</sup> Cyril Bensimon et Benoit Vitkine, « L'emprise russe en RCA inquiète la France », *Le Monde*, 26 mai 2021.

<sup>104</sup> Entretiens avec des dirigeants politiques centrafricains, Paris, 2018 et 2022.

de la Centrafrique (dont la France), pour lever les sanctions, il fallait une nouvelle armée, une traçabilité des armes, une capacité de contrôler leur stockage qui n'existaient pas en RCA.

La Russie pouvait être généreuse, fournir armes, munitions et formateurs sans multiplier au préalable les contrôles (effectifs ou non) sur les recrues. Elle pouvait aussi entraîner des hommes avec de vraies armes, pas des morceaux de bois comme le faisait l'EUTM<sup>105</sup>. Tout cela s'est passé en contradiction avec l'esprit et souvent la lettre des résolutions onusiennes, mais la Minusca, toute à son autoadministration, a fait profil bas et les experts du comité de sanctions n'ont pas eu accès aux installations russes, dans un premier temps parce qu'ils ne le demandaient pas, ensuite parce que l'autorisation leur a été refusée.

Le siège permanent au Conseil de sécurité constituait, comme la suite le démontrait, une ultime précaution qui permit un accès de Bangui au cercle des décideurs internationaux, même si l'on peut estimer que Moscou défendait toujours ses intérêts plus que ceux de Bangui lors des réunions consacrées à la Centrafrique, la ministre des Affaires étrangères centrafricaine multipliant les gaffes et niant la responsabilité de son pays dans des actions contre le personnel onusien<sup>106</sup>. Mais la France a perdu là un avantage réel, celui qui fait qu'en Afrique on peut encore la considérer comme une grande puissance.

Ce que la Russie n'a pu octroyer, ce sont les financements gracieux, l'aide budgétaire ou sur projets, mais ce manque a été rapidement comblé par la publicité apposée sur quelques camions transportant l'aide humanitaire arrivés par le Soudan, et par la prise en charge de la sécurité du régime. Le régime centrafricain misait avec raison sur l'engouement de certains organismes comme la Banque mondiale ou l'Union européenne, prêts à engager des fonds comme si déboursier de l'argent permettait de prouver leur existence et leur utilité et, au terme de paris risqués, à ne jamais évaluer rigoureusement la manière dont cet argent avait été dépensé. Il est vrai que près de 50 % de cette aide étaient alloués à l'action humanitaire, donc sans conditionnalité, et que le reste représentait des volumes peu importants comparés à celle destinée à d'autres pays de la région, même si leur impact sur l'économie politique du régime était décisif. Le président Touadéra, bien moins naïf que ne l'ont décrit ses opposants, avait d'ailleurs à cœur de très bien traiter les représentants de ces institutions multilatérales, comme nous le verrons.

Reste à répondre à deux questions essentielles. Que voulait Vladimir Poutine pour la RCA ? Il avait considéré l'intervention française (et occidentale) en Libye en 2011 comme une trahison de l'esprit et de la lettre de la résolution 1973 de mars 2011 du Conseil de sécurité, d'autant que la Russie, comme les Italiens, avait des intérêts économiques et financiers dans ce pays. La politique syrienne puis l'occupation de la Crimée ont sans doute joué leur rôle, de même que la volonté de tester le président français qui, comme son prédécesseur, voulait

---

<sup>105</sup> Cet échec centrafricain mais aussi malien a incité à une réflexion plus réaliste de l'Union européenne sur le type de mission possible. Voir Nicolas Gros-Verheyde, « De nouvelles missions au Sahel et dans le golfe de Guinée. Le SEAE redessine le futur de la PSDC militaire en Afrique », *B2 Le quotidien de l'Europe géopolitique*, 3 juin 2022.

<sup>106</sup> Ainsi, arrivés le 1<sup>er</sup> novembre 2021 à l'aéroport international de Bangui M'Poko dans le cadre de la rotation périodique et du déploiement des troupes en République centrafricaine, les éléments de l'unité de police constituée égyptienne qui se rendaient à leur base ont essuyé des tirs nourris de la garde présidentielle à proximité de la résidence privée du président Touadéra, sans sommation préalable, alors qu'ils n'étaient pas armés, a précisé la mission onusienne. Une enfant a été tuée par la garde présidentielle qui en a attribué la responsabilité au chauffeur des Nations unies. En février 2022, quatre militaires français ont été arrêtés à l'aéroport de Bangui et accusés d'avoir ourdi l'assassinat du président de la République : ils accompagnaient un général qui prenait l'avion pour rentrer en Europe... Les Nations unies peinent à se faire respecter.

croire en un accord de paix de 2014 plein d'ambiguïtés<sup>107</sup>. Pour Moscou, cette intervention victorieuse en RCA infligeait une véritable humiliation à la France qui regardait de haut son ancien territoire colonial. Était-ce là l'enjeu, ou s'agissait-il du désir d'aller au-delà du Soudan, vers des pays de la côte atlantique qui avaient eu de bonnes relations avec l'Union soviétique, de l'Angola au Congo-Brazzaville, ou qui déjà entretenaient une certaine animosité à l'égard de la France comme le Cameroun ? Ce qui est sûr, c'est que les parlementaires centrafricains, invités plusieurs fois à des conférences à Moscou, en sont tous revenus avec l'idée que les Russes ignoraient pratiquement tout de leur pays et de la crise qu'il traversait<sup>108</sup>.

L'autre question, élémentaire mais jamais résolue, tient à la raison pour laquelle c'est à un homme d'affaires, Evgueni Prigojine, fût-il proche de Vladimir Poutine, qu'on a délégué la tâche de mettre en œuvre à l'échelon d'un pays, et non d'une ligne de front, la politique de l'Etat russe<sup>109</sup>. L'explication simple serait que la RCA ait été assimilée à une région perdue du continent africain, riche en diamants et confrontée à du banditisme rural : on occupait les recrues de Wagner et on gagnait de l'argent, sans forcément manifester un dessein géopolitique. Pourtant, Wagner a rapidement acquis une prédominance sur l'appareil diplomatique russe présent à Bangui, au point d'irriter et de motiver d'abord un changement d'ambassadeur, puis un rappel. La déconnexion entre l'action de Wagner et la responsabilité de l'Etat russe qui était souvent niée par Prigojine lui-même est apparue comme une pure affabulation de plus à l'automne 2022 lorsque ce dernier a à la fois révélé son rôle à la tête de Wagner et les liens étroits, même si conflictuels, avec l'appareil militaire russe. On le soupçonne même de vouloir entamer une carrière politique<sup>110</sup>.

L'engagement russe en RCA dès le début de 2018 a témoigné d'une interaction des missionnaires russes avec les officiels centrafricains, qui étaient mus par une double dynamique : d'une part accroître la sécurité du régime, c'est-à-dire obtenir une intervention de plus en plus diversifiée des forces russes, non plus simplement pour la formation mais aussi pour la participation à l'élimination des groupes armés et à la sécurisation physique du régime et de ses dirigeants ; d'autre part recourir plus que jamais à l'économie concessionnaire, peut-être parce que les élites gouvernantes centrafricaines ne savaient plus faire que cela, incapables ou peu mobilisées par autre chose que le développement minier (et fiscal) de leur pays.

En effet, initialement les formateurs russes entraînaient des soldats et s'en tenaient à des tâches qui correspondaient pour l'essentiel au mandat traditionnel tel que les observateurs l'imaginaient. Ils n'intervenaient pas dans les combats qui déchiraient le PK5 et son environnement immédiat : FACA, police, gendarmerie, même anti-balaka à un moment y ont participé, mais les conseillers russes observaient. Durant cette période qui mena aux accords de Khartoum en février 2019, ils jouèrent donc effectivement le rôle de *mentoring*, accompagnant les FACA sur le terrain en

---

<sup>107</sup> Ariane Chemin et Philippe Ricard, « Guerre en Ukraine : le cavalier seul diplomatique d'Emmanuel Macron », *Le Monde*, 12 décembre 2022.

<sup>108</sup> Entretiens avec des membres de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale centrafricaine, Bangui, 2021.

<sup>109</sup> Brian Katz, Seth G. Jones, Catrina Doxsee et Nicholas Harrington, « Moscow's mercenary wars. The expansion of Russian private military companies », Washington, Center for strategic and international studies, septembre 2020, <https://russianpmcs.csis.org/>

<sup>110</sup> Benoit Vitkine, « En Russie, les visées politiques d'Evgueni Prigojine, patron de la compagnie de mercenaires Wagner », *Le Monde*, 17 novembre 2022.

province, constatant les déficiences, servant déjà d'intermédiaires entre le président Touadéra et certains groupes armés, et sans nul doute en tirant des leçons pour la suite.

L'accord de Khartoum a constitué, on l'a dit, un tournant dans la présence russe, parce qu'il a validé un rapport de force vis-à-vis de la présidence de la République et autorisé le déploiement d'activités minières dans de nombreuses zones : grâce à lui, les *warlords* sont devenus des *peace lords*, des partenaires dans la construction d'une paix à venir, c'est-à-dire surtout des associés dans les activités minières. On ne pouvait plus accuser les Russes de collusion avec les groupes armés criminels puisque leurs activités participaient à la construction de la paix.

Cette coexistence mue par des intérêts communs n'a pu durer à cause de l'incapacité du gouvernement et des mouvements armés à mettre en œuvre un accord qui avait été signé malgré toutes les réticences du président Touadéra, et qui était également miné par la scissiparité des groupes armés, la faiblesse de leur chaîne de commandement et la compétition meurtrière qu'ils entretenaient. La création de la Coalition des patriotes pour le changement ainsi que les combats qui ont accompagné les élections de 2020 ont entraîné une clarification rendue nécessaire par la volonté de Wagner d'étendre son champ d'activité et d'accroître ses bénéfices pour payer son rôle croissant dans les combats et la sécurisation de Bangui. L'affaiblissement des groupes armés, leur éviction des zones minières ont donc été autant la conséquence de leur marginalité politique que de la nécessité pour Wagner d'une accumulation toujours plus importante.

Cette extension de l'action de Wagner en province s'est appuyée à partir de ce moment-là sur une réorganisation de ses fonctions au centre. En effet, il fallait à la fois financer l'effort de guerre et tenir les zones libérées, car les troupes de Prigojine étaient dans l'offensive, pas dans le contrôle d'un territoire, et personne ne voulait parier sur la Minusca pour remplir ce rôle. Face aux réticences des caciques des FACA qui goûtaient peu l'arrogance des opérateurs de Wagner, la faiblesse des moyens et des rétributions qui leur étaient alloués, la réponse fut alors double.

A Bangui, en dépit de tous les accords signés et des séminaires organisés avec les spécialistes militaires des partenaires financiers, le régime a entrepris le recrutement massif de jeunes qui, rapidement formés, ont été envoyés en province avec pour seule fonction de tenir un village, ou une route. Lorsque cela ne suffisait pas, Wagner recrutait sur place des supplétifs qui jouaient le rôle de milices locales, ce qui a souvent autorisé un recyclage social des anti-balaka nostalgiques. Pour Wagner, il s'agissait d'une répétition de l'expérience syrienne, pour les Centrafricains, un retour aux heures sombres de 2013 lorsque la violence se disséminait dans le monde rural sans que la protection de quiconque puisse être invoquée, sauf ici et là celle de la Minusca ou de courageux et vertueux représentants de l'Etat (il y en avait). Ces supplétifs ont été baptisés « Russes noirs » par la population.

Mais une telle politique exigeait des moyens accrus, car il fallait maintenir *a minima* la cohésion de ces forces, et leur dispersion signifiait une déperdition importante des fonds puisque les responsables civils ou militaires impliqués dans la distribution des soldes ou de la prime générale d'alimentation avaient tendance à se servir en premier. Il était impossible cependant de dissiper un sentiment croissant d'insécurité qui métastasait partout dans les zones contestées et dont les responsables étaient de moins en moins facilement identifiables car ils pouvaient être des coupeurs de route issus des mouvements armés souvent en déshérence, des membres de

ces milices locales, ou des jeunes recrues FACA abandonnées à elles-mêmes, sans oublier les éléments de Wagner qui ne semblaient pas être toujours bien traités par leur commandement.

Il faut souligner, sans remettre en cause la validité de rapports incontestables dénonçant les violations massives des droits de l'homme, que le comportement des employés de Wagner n'a pas été homogène. En théorie, ils étaient encadrés par des officiers des forces spéciales russes (Spetsnaz) et, selon certains témoignages d'ONG recueillis à Bangui<sup>111</sup>, lorsque cet encadrement était suffisant et de bonne volonté, le comportement vis-à-vis des civils est demeuré décent. Les dérèglements sont le plus souvent intervenus à la suite d'attaques surprises ou faute d'encadrement. Dans ces cas-là, les mercenaires de Wagner ont réagi comme ils l'avaient fait en Syrie ou en Tchétchénie : extrêmement brutalement.

Si cette annotation a quelque validité, la présence de Wagner n'a pu que devenir plus problématique encore, car les meilleurs officiers ont été renvoyés vers la Russie afin d'encadrer les civils récemment rappelés pour aller se battre en Ukraine. Peut-être est-ce un symptôme de cette évolution, mais les opérateurs russes qui s'expriment dans les médias centrafricains, quelle que soit par ailleurs leur identité réelle, se revendiquent de plus en plus d'une « Communauté des officiers de sécurité internationale », qui est apparue comme une alternative plus formelle et militaire à Wagner, du moins médiatiquement. Il n'est d'ailleurs pas improbable que si la popularité de Wagner décline trop fortement, un substitut plus conforme aux us internationaux reprenne le flambeau.

Wagner s'est enfermée dans une contradiction : pour accroître ses profits, elle a acquis une influence sur le cercle présidentiel au point de reproduire la pratique en cours dans les années 1980, lorsque les militaires et experts civils français contrôlaient jusqu'aux lectures du président Kolingba et décidaient de ceux qui pouvaient avoir accès à lui ; un contrôle aux nombreux points aveugles, puisqu'il n'a pas empêché la constitution d'une des armées les plus homogènes ethniquement d'Afrique centrale. On peut imaginer l'irritation croissante du deuxième cercle obligé de passer sous les fourches caudines russes et, sans doute également, de certains éléments du premier cercle, jugés moins importants par un président enfermé dans un cocon protecteur complètement contrôlé par Wagner.

Cette situation a d'ailleurs posé la question des relations en RCA des Russes avec le Rwanda, qui apparaissait comme un rival puisqu'il fournissait également une assurance sur la continuité du régime et multipliait ses investissements sur le territoire<sup>112</sup>. Si l'on en croit certains diplomates occidentaux et africains à Bangui, les représentants de la Russie à New York auraient tenté de saboter la nomination en février 2022 de la nouvelle cheffe de la Minusca, d'abord en incitant sans succès le président Touadéra à convaincre son homologue rwandais de retirer la candidature de Valentine Rugwabiza, puis en poussant le Mali qui présidait alors le groupe africain à l'Assemblée générale des Nations unies à solliciter d'autres candidats, une demande rejetée par Bamako qui avait assez de problèmes avec ses voisins en Afrique de l'Ouest<sup>113</sup>.

---

<sup>111</sup> Entretiens à Bangui et Paris, été 2021.

<sup>112</sup> « Paul Kagame, business angel de Touadéra », *Africa Intelligence*, 7 avril 2021, [www.africaintelligence.fr/afrique-est-et-corne/2021/04/07/paul-kagame-business-angel-de-touadera,10965531-eve](http://www.africaintelligence.fr/afrique-est-et-corne/2021/04/07/paul-kagame-business-angel-de-touadera,10965531-eve)

<sup>113</sup> Entretien avec un diplomate occidental, Bangui, été 2022.

On mesure aussi mal combien l'opinion publique (pas celle qui se donne à voir sur les réseaux sociaux) a évolué au fil de ces quelques années. Au début, sans surprise, l'arrivée de Wagner a manifesté à ses yeux l'échec de l'ancienne puissance coloniale et la fin des demi-mesures dont la France et la Minusca s'étaient rendues coupables : la guerre contre les rebelles – souvent pensée en termes d'éradication pure et simple – allait être gagnée, la vie reprendre tous ses droits dans la détestation partagée de Paris. Et cela s'est produit car la situation au PK5 a été normalisée à la faveur de combats contre certaines milices et l'élimination de responsables grâce aux écoutes russes, et finalement le recrutement de nombreux potentiels fauteurs de troubles dans les FACA, à partir de janvier 2021. De plus, après les élections de 2020, l'offensive russe dans l'arrière-pays a donné l'impression (justifiée) d'une reprise en main de l'intérieur et d'un affaiblissement définitif des mouvements armés. Vue de Bangui, cette séquence était la meilleure, et la projection en mai 2021 du film *Touriste*, financé par Wagner, qui fait l'apologie de l'intervention russe en RCA et de ses « formateurs », a bien saisi ce triomphalisme ambiant<sup>114</sup>, surtout à Bangui car ailleurs la situation apparaissait bien plus précaire.

Mais Wagner ne pouvait faire de miracles<sup>115</sup>. Pour une compagnie de mercenaires, la question économique est centrale, comme elle le fut au Sierra Léone en 1997 lorsqu'une autre compagnie de sécurité privée intervint au côté du gouvernement. La seule interrogation à laquelle il lui fallait une réponse positive était : les concessions minières suffisaient-elles à payer ses services que les affrontements rendaient encore plus onéreux ?

En voulant s'assurer qu'ils seraient payés, les opérateurs de Wagner ont commis une erreur stratégique dans leur conquête de l'opinion publique : ils ont pris le contrôle des douanes et appliqué le code douanier dans toute sa rigueur pour obtenir leurs émoluments<sup>116</sup>. Comment admettre qu'il soit possible que des étrangers apparaissent comme les défenseurs d'une souveraineté nationale tout en accaparant dans le même temps le contrôle des douanes ? Cela renvoyait à une certaine histoire de l'ère coloniale et de la dépossession orchestrée par les plans d'ajustement structurel des années 1980, dont le coût social fut énorme en RCA. Ignorant tout des accords informels passés entre douaniers et grands importateurs ou transporteurs, Wagner a de surcroît involontairement provoqué des pénuries et l'inflation des prix de produits de première nécessité. Il n'en a pas fallu davantage pour que d'autres épisodes (plus ou moins avérés) peu glorieux de leur présence fussent soudain mis sur la place publique : le harcèlement des jeunes filles, le non-respect des mototaxis, les heurts alcoolisés dans les bars<sup>117</sup>. Tout n'était pas forcément documenté mais soudain, à l'inverse de 2019, cette vision très négative de Wagner résonnait dans la population ordinaire, bien au-delà des élites dissidentes.

---

<sup>114</sup> [www.dailymotion.com/video/x81m627](https://www.dailymotion.com/video/x81m627)

<sup>115</sup> Carol Valade et Clément di Roma, « Centrafrique, le soft-power de Wagner », 2022, 25 min. Reportage pour la chaîne de télévision Arte qui a obtenu le prix de la presse diplomatique, [www.arte.tv/fr/videos/108804-000-A/centrafrique-le-soft-power-russe/](https://www.arte.tv/fr/videos/108804-000-A/centrafrique-le-soft-power-russe/)

<sup>116</sup> On ne détaillera pas ici la colère du représentant de la Banque mondiale, pourtant bien timide dans ses critiques du régime, mais qui ne put accepter que le responsable de l'équipe russe en charge des douanes ait été condamné en Russie pour fraudes fiscales. Entretien avec un diplomate africain, Bangui, août 2021.

<sup>117</sup> Preuve que les responsables de Wagner à Bangui ne sont pas aveugles, la présence de leurs éléments en ville était beaucoup plus rare en 2022 qu'en 2021. De plus, très peu portaient une arme visible.

La rupture du lien de sympathie avec Wagner est donc liée à une description (plus ou moins exacte) de la vie bangouaise plutôt qu'au récit des multiples allégations de violences qui, à partir de la fin 2019, ont nourri des rapports d'ONG de défense des droits de l'homme, d'experts onusiens et finalement de la Minusca. Elle ne s'explique pas seulement par la politique de contrôle des mercenaires de Wagner en province, qui confisquaient les appareils téléphoniques pour effacer les photos ; elle traduit aussi un facteur de la crise encore plus tangible aujourd'hui : la rétraction des univers de vie sur le quotidien le plus immédiat tant la crainte de la violence ou de la répression a grandi dans la population ordinaire. Elle illustre aussi le décalage très important entre perceptions locales et perceptions internationales des événements à Bangui et dans l'arrière-pays.

### **Une politique française toute en discontinuité**

S'il fallait illustrer en un seul paragraphe le malaise – pour rester très diplomatique – produit par la politique française en RCA, il suffirait de citer le nombre d'ambassadeurs français en exercice à Bangui depuis 2012. Cinq diplomates s'y sont succédé entre 2012 et 2019, quand la durée habituelle à un poste à l'étranger est de trois ans. A Serge Mucetti, qui prit ses fonctions le 14 juin 2012, a succédé Charles Malinas le 10 décembre 2013. Christian Bader reprit le flambeau le 12 août 2016 mais fut rappelé à Paris en avril 2018, accusé de n'avoir pas informé son département des ambitions russes. Eric Gérard, jusqu'alors consul à Alger, arriva à Bangui le 10 août 2018 mais fut rappelé à Paris pour prendre la tête de la direction de la Sécurité diplomatique en septembre 2019, ce qui permit à Jean-Marc Groscurin, alors témoin des élections en Guinée, d'assurer cette fonction à compter du 11 septembre 2019. Ce dernier a réussi à tenir trois ans en poste. On doit donc lui reconnaître un grand instinct de survie face aux multiples cabales montées par certains cercles à Bangui, et peut-être également à la délicate mise en œuvre de la politique définie par Paris.

Sans connaître tous les arcanes de la décision politique, on peut s'interroger sur la rationalité de ces choix. Serge Mucetti n'avait pas démérité durant les longs mois de présidence Djotodia. Certes, il n'avait pas entrevu la prise de pouvoir de la Séléka en mars 2013, mais les différents services de son ambassade avaient eu le même biais. Il entretenait des rapports très difficiles avec ses collaborateurs mais ce réel problème n'avait suscité aucune réaction de Paris. Le rappeler en décembre 2013, au moment où il fallait multiplier les contacts avec la classe politique bangouaise, était donc pour le moins surprenant. Et ce d'autant plus que son remplaçant, Charles Malinas, n'avait aucune connaissance de ce dossier et qu'il semble avoir obtenu ce poste pour avoir été le directeur de cabinet de la ministre de la Francophonie, Yamina Benguigui, qui jouait un rôle important pour obtenir le soutien de Paris à la candidature de Catherine Samba-Panza pour la présidence de la transition, et un ami personnel d'un hiérarque du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis. C'était bien peu de compétences pour affronter une crise aussi compliquée, même s'il s'appuyait sur une équipe plus expérimentée. De plus, son caractère abrasif laissait peu de place à la réflexion et au débat, comme les militaires de Sangaris et les politiques centrafricains ne cessaient de s'en plaindre à leurs interlocuteurs français. Son départ

pour un poste d'ambassadeur à Prague où il avait déjà été en fonction aurait pu être retardé : il était arrivé au tout début de Sangaris, en toute logique il aurait dû partir à la fin de l'opération, ce qui aurait évité à son successeur de payer le retournement de décision français dans ses relations avec le gouvernement. Christian Bader arriva en RCA après avoir déjà occupé deux postes dans des pays jugés difficiles (le Sud-Soudan et la Guinée équatoriale) et on peut douter de sa disponibilité intellectuelle pour se mouvoir dans un univers empoisonné par le changement radical de posture française. On lui fit payer l'aveuglement de Paris sur la présence russe en RCA. Son successeur ne resta qu'un an et n'eut qu'à s'occuper des visas et de la gestion administrative de l'ambassade. Jean-Marc Grosgrin, quant à lui, dut gérer les milles et une mésaventures françaises dans une accumulation d'incidents provoqués et de complots imaginaires.

La période de la transition a été marquée par l'implication très forte des diplomates français dans la gestion de ce qui restait de l'Etat centrafricain. Cette influence a été particulièrement ressentie lors du renvoi du Premier ministre de la transition, André Nzapayéké, et de la nomination de son successeur, Mahamat Kamoun. La logique d'action de la France n'était pas la prise de contrôle des ressources naturelles (après tant d'années d'indifférence...) comme l'ont dit certains publicistes panafricanistes, mais la nécessité d'avoir l'assurance que le gouvernement centrafricain travaillait fondamentalement à la préparation des élections. Comme au Mali en 2013, jamais les décideurs français n'ont voulu s'interroger sur le sens du vote dans un pays qui restait miné par l'insécurité, et dans un état de choc qui empêchait l'émergence de nouvelles forces politiques : la crise armée avait manifesté l'échec d'une élite, qu'on allait simplement remettre au pouvoir.

On peine à comprendre l'attitude française dont les représentants à Bangui n'ont cessé d'affirmer que Sangaris coûtait 800 000 euros par jour et qu'il fallait conclure l'exercice au plus vite. Le chiffre était incorrect (le coût était moindre, même s'il était substantiel), comme l'a révélé plus tard la Cour des comptes, mais on imagine mal qu'une urgence politique puisse se fonder sur une telle base. La comptabilité ne peut se substituer à la politique dans le règlement d'un conflit<sup>118</sup>.

Certes, cette attitude n'était pas totalement injustifiable. Le petit monde banguissois ne se portait finalement pas si mal dans une transition au cours de laquelle les financements internationaux offraient un train de vie à l'Etat (et à ses élites) qu'il n'avait jamais connu durant la période Bozizé, et les donateurs assuraient l'essentiel des charges, notamment le paiement des salaires de la fonction publique, ainsi que l'octroi d'une aide humanitaire à plus de la moitié de la population. Dans un tel contexte, la question de la réconciliation nationale, des accords à trouver avec des groupes armés repoussés à la marge, du nouveau contrat social, bref de tout ce qui, à un moment ou à un autre, avait été mentionné comme une composante importante de la sortie de crise n'a guère suscité d'intérêt, sauf à récupérer des postes, des financements, des projets qui touchaient à tout sauf à l'essentiel. Un tropisme qui a perduré bien au-delà de la transition.

Diplomates et militaires français s'étaient déjà désintéressés de cette dimension de la crise, peut-être parce qu'ils l'imaginaient insoluble ou parce qu'ils n'entendaient plus être partie

---

<sup>118</sup> Invité à échanger avec un député proche du président Macron, j'ai remarqué que cette focale restait bien présente dans la « nouvelle » politique africaine de la France. La première question dans les vingt minutes qui m'ont été allouées pour « tout » expliquer de la crise centrafricaine fut en effet de savoir ce que la RCA rapportait à la France. Voir aussi Dominique de Legge, « Le financement des opérations extérieures : préserver durablement la capacité opérationnelle de nos armées », Rapport d'information n° 85 de la commission des finances du Sénat français, 26 octobre 2016.

prenante de la mise en œuvre d'un processus politique dans lequel les acteurs centrafricains, tour à tour ou même ensemble, fustigeraient leur possible ou prétendue partialité tout en demandant plus de crédits et plus d'engagement dans leurs luttes microcholines. La Minusca était là, assurée de durer et plus à même de faire preuve de cette patience qui manquait soudain aux Français. Les conditions dans lesquelles l'opération Sangaris s'est achevée n'a pas fait honneur à la parole de la France, mais cette hâte a manifesté plus qu'une fatigue de l'ancienne puissance coloniale : la volonté de tourner la page et de limiter aux acquêts à partir de ce moment-là une histoire commune. Si des considérations personnelles pouvaient expliquer cette attitude de la part de Jean-Yves Le Drian, sans aucun espoir sur l'action du nouveau président élu, l'élection d'Emmanuel Macron a donné une dimension plus systémique à cette évolution.

La nomination de Christian Bader comme ambassadeur à Bangui (2016-2018) a témoigné d'une volonté de Paris de se mettre en retrait et de ne plus jouer les chefs d'orchestre de la communauté internationale et patronner les élites gouvernementales : ainsi disait sa lettre d'instruction. On a pu sans mal juger cette évolution positive après deux ans et demi de micromanagement du gouvernement centrafricain. Le problème tient à ce qu'un tel revirement aurait nécessité des explications que l'Élysée n'a pas données, attitude déstabilisante d'autant que de nombreux officiels centrafricains étaient souvent à la recherche d'une bénédiction française. Cette normalisation, si l'on en croit certains hommes politiques centrafricains, a été aiguisée par la franchise de l'ambassadeur qui avait tendance à appeler un chat un chat, dans un univers où la concussion était devenue routinière au sommet de l'État.

Le désintérêt du président et du ministre des Affaires étrangères a concrètement signifié que le directeur des Affaires africaines, Rémi Maréchaux, pesait d'un très grand poids dans la politique vis-à-vis de Bangui. Ayant lui-même été en poste en RCA<sup>119</sup>, il a affiché une assurance très française sur ce qui s'y passait et, fondamentalement, s'en est remis à Touadéra, expliquant à ses nombreux visiteurs centrafricains, souvent acteurs politiques remisés à un rôle de second plan ou à l'exil, qu'ils étaient simplement jaloux et qu'ils ne feraient pas différemment, un point de vue inspiré d'une lecture de l'ouvrage de Jean-Paul Ngoupandé, *Le syndrome de Barracuda*. C'est ainsi qu'il expliqua avec le même aplomb qu'il n'y avait pas d'inquiétude à avoir sur la présence russe, jusqu'au moment où il devint clair que son évaluation était incorrecte. Il est aujourd'hui facile de tirer à boulets rouges sur ce diplomate qui illustre si bien les critiques faites par les Africains à la politique française, mais il faut noter que ses supérieurs l'ont laissé bien seul pendant de longs mois et que les discussions interministérielles sur l'Afrique sous Emmanuel Macron ont eu tendance à se réduire à l'écriture de notes déposées à l'Élysée, qui réagissait ou pas<sup>120</sup>.

Cette gestion explique aussi pourquoi les dirigeants français ont été des mois durant incapables de prendre la mesure des évolutions à Bangui. L'éviction du président du Parlement, Karim Meckassoua, deuxième personnage de l'État, à l'automne 2018, n'a pas seulement

---

<sup>119</sup> Lors de l'ambassade de Jean-Marc Simon.

<sup>120</sup> Il faudrait bien sûr nuancer ce propos, notamment en évoquant l'affaiblissement du Quai d'Orsay, où le conformisme empêchait de soulever des points aussi litigieux (ce qui, peut-être, constituait un autre argument pour la réforme voulue par Emmanuel Macron) et la faiblesse politique du ministère de la Défense, qu'on disait désormais seulement intéressé par le Sahel.

traduit la détestation du président de la République, aiguisée par son premier cercle<sup>121</sup>. Elle a été obtenue par une mobilisation des partisans de Touadéra à l'Assemblée nationale, et par la distribution de la main à la main d'argent à des députés par les membres du Groupe Wagner dans les couloirs du Parlement. Au-delà de l'élimination d'une personnalité francophile de premier plan, c'est le contrôle de la machine parlementaire qui était en jeu, dans le but de permettre à Wagner et aux affidés du président de passer sans encombre les contrôles parlementaires sur l'octroi de concessions minières institués par la Constitution<sup>122</sup>.

De la même manière, on comprend mal l'attitude française lors des élections de 2020 (il est vrai que l'ambassadeur et le premier conseiller avaient rejoint leur poste à Bangui quelques mois avant les scrutins). En effet, en 2016, le processus électoral avait été calamiteux et de nombreuses voix s'étaient interrogées sur la performance du candidat Touadéra, avant de se rassurer en se remémorant son attitude candide lorsqu'il était à la primature. Mais la reconnaissance du résultat du vote aurait pu être plus nuancée et se faire l'écho des interrogations légitimes sur le processus électoral. Paris fit le choix de se féliciter des résultats, ce qui entraîna les autres acteurs internationaux, car ils donnaient l'assurance d'un départ plus rapide de Sangaris. Cette attitude univoque n'a pu que conforter le président Touadéra dans une vision étriquée de la négociation avec les groupes armés puisque, de façon constante, il n'a cessé d'opposer sa légitimité populaire à l'illégalisme de ces mouvements armés. Encore une fois, là où une posture nuancée aurait été nécessaire, la France a opté pour un appui sans nuance, comme si le gouvernement centrafricain, en l'état, pouvait exprimer un véritable enracinement populaire et constitutionnel.

En 2020, il était clair dans les travaux préparatoires au processus électoral que la compétition allait être plus rude, surtout si François Bozizé était candidat, et qu'à tout le moins l'appui massif du KNK et des anti-balaka n'était plus assuré à Faustin-Archange Touadéra, sauf à acheter leurs notables au niveau local. La situation sécuritaire était également très problématique. Les groupes armés signataires de l'accord de Khartoum manifestaient soudain une grande impatience en affirmant que les promesses écrites (et non écrites) faites par Touadéra et son gouvernement étaient restées lettre morte. Les assurances données par la Minusca sur la sécurisation des élections n'étaient tout simplement pas crédibles. Quant aux doutes énoncés par les partis d'opposition sur la neutralité du processus électoral, l'insécurité et les pressions sur leur électorat, ils étaient balayés du revers de la main comme si soudain la paix qui régnait dans Bangui valait aussi dans l'arrière-pays<sup>123</sup>.

---

<sup>121</sup> Karim Meckassoua a dénoncé, lors d'une conférence de presse en septembre 2018, une tentative d'empoisonnement à laquelle il n'a survécu qu'au prix d'une longue hospitalisation en France. Les coupables, laissait-il entendre, pouvaient se trouver à la présidence.

<sup>122</sup> C'est à l'occasion de cette crise qu'on a pu mesurer l'opportunisme de leaders politiques présents au Parlement. Au-delà de la personne du président de l'Assemblée nationale, tous reconnaissaient que c'était le contrôle du Parlement qui était en jeu. Malgré tout, au moment du vote, nombre de chefs de partis s'abstinrent mais laissèrent les députés de leurs groupes voter en faveur d'une mise à pied. C'était payer un prix très élevé pour se débarrasser d'un rival car le Parlement n'a plus été après qu'une chambre d'enregistrement.

<sup>123</sup> Eugenia Pandora et Thierry Vircoulon, « Centrafrique : des élections sans témoin, sans arbitre et peut-être sans le peuple », *Afrique décryptage*, IFRI, 30 novembre 2020, <https://afriquedecryptages.wordpress.com/2020/11/30/centrafrique-des-elections-sans-temoin-sans-arbitre-et-peut-etre-sans-le-peuple/>

La France, pourtant au fait des manipulations de l'Autorité nationale des élections ainsi que des renforts de Wagner et du Rwanda arrivés début décembre 2020, resta à nouveau muette, en dépit du régime de sanctions onusiennes en cours qui aurait permis d'obtenir d'indispensables clarifications sur la nature de ces renforts. Le résultat de l'élection présidentielle, sauf à choisir l'aveuglement, ne pouvait être accepté en l'état. Mais c'est pourtant ce que fit Paris.

Pourquoi une telle décision a-t-elle été prise ? Les arguments ne manquent pas mais ils ont rarement été ramenés aux conditions concrètes du vote et de la situation politique nationale.

Le premier est la peur du vide. La RCA est un Etat fragile, et un gouvernement, par sa simple existence, reste un acquis. Or la même raison avait été invoquée en 2016, et le résultat n'était pas encourageant. Sans surprise, le même phénomène se reproduisit car la situation se dégrada à la suite des élections en décembre 2020. La stabilisation que représentait la tenue d'élections n'a pas « ruisselé » et les raisons de cet échec sont justement à chercher dans les conditions du vote. On aurait pu se rappeler que les élections de 2011 avaient précipité la crise en RCA, au lieu de l'éviter.

Le deuxième argument est que les élections coûtent cher et qu'il valait mieux les avaliser en sachant qu'il faudrait redoubler de pressions pour obtenir la restauration d'un climat propice à des négociations et aux compromis. Cet argument confine à l'angélisme ou à la duplicité (« je m'évite les problèmes que je transmets à mon successeur »). En effet, les donateurs n'ont eu de cesse de financer le gouvernement Touadéra pendant des années, sans jamais répondre à ceux qui s'inquiétaient de la corruption au sommet de l'Etat et de sa réticence à négocier. La représentante de l'Union européenne, Samuela Isopi, n'a cessé de défendre le régime centrafricain (au point de susciter de nombreuses allégations sur ses liens personnels avec le président), de lui servir de porte-voix et de chercher des financements pour tous ses projets<sup>124</sup>. Son successeur a fait exactement l'inverse. Comment Bruxelles a-t-il pu justifier une telle contradiction dans une politique supposée continue ? La Banque mondiale a poursuivi jusque fin 2021 une politique mise en place à l'arrivée au pouvoir de Touadéra ; mais que reste-t-il des grands projets sur l'amélioration de la gouvernance locale et la réforme du secteur de la sécurité ? Et *quid* de ces magnifiques routes de Bangui qu'il est plus facile de pratiquer à pied qu'en voiture tant elles sont défoncées ? L'enjeu stratégique, pour le dire clairement, a été l'accroissement du portefeuille de projets, pas l'aide à la population centrafricaine, ni le respect minimal des conditions pourtant prônées par les institutions de Bretton Wood. Si ces dernières ont été plus attentives en Centrafrique en 2022 aux effets de leurs financements, c'est fondamentalement parce que leurs représentants craignaient de financer Wagner et de tomber sous le coup de sanctions décidées ailleurs.

Le troisième argument est une vérité première, du moins moralement : les mouvements armés sont pires que tout. C'est sans doute vrai, mais que faire lorsque le gouvernement lui-même leur fournit leurs moyens d'existence ? Certains rapports publiés par l'ONG The Sentry ont offert une information très riche sur certaines facettes des mouvements armés, mais ont fait preuve d'une incroyable naïveté en laissant penser que le gouvernement et les mouvements

---

<sup>124</sup> Voir « Détourner des fonds de l'Union européenne est presque impossible », Radio Ndeke Luka, 9 novembre 2020, [www.radiondekeluka.org/actualites/politique/36236-detourner-des-fonds-de-l-union-europeenne-est-presque-impossible.html](http://www.radiondekeluka.org/actualites/politique/36236-detourner-des-fonds-de-l-union-europeenne-est-presque-impossible.html)

armés appartenait à deux mondes différents. Ce n'est pas vrai. Les relations liées avec certains groupes anti-balaka ont été profondes, avec certains groupes de la Séléka ambigus, et des ministres ou des cadres de l'Etat ont aussi aidé à la résurgence de mouvements armés ou de scissions dans des groupes existants, sans grande considération pour la légalité républicaine. On en trouve une trace supplémentaire dans la liste des signataires de l'accord de Khartoum, où l'on reconnaît nombre de groupes progouvernementaux, une manière habile de faire financer ses alliés par la communauté internationale : n'oublions jamais que la RCA est voisine du Tchad qui possède une grande expertise sur ce sujet.

La prise de conscience du danger que pourrait représenter à terme l'implication russe date du sommet de la francophonie à Erevan, en octobre 2018, lorsque le président français a évoqué cette question avec plusieurs chefs d'Etats africains (dont Touadéra) et Moussa Faki Mahamat, le dirigeant de l'Union africaine. Le président centrafricain a alors accepté l'idée de renvoyer les éléments de Wagner mais, une fois rentré à Bangui, il a annoncé au contraire le maintien de cette coopération. La confiance s'est alors évanouie<sup>125</sup>, et la posture française a évolué au printemps 2021. Elle s'est même durcie pour plusieurs raisons.

D'une part, la mainmise du Groupe Wagner sur l'appareil d'Etat s'était consolidée lors de l'offensive russe contre les rebelles. Peut-être Paris espérait-il encore une mise à distance des mercenaires, mais il a fallu se rendre à l'évidence : la préparation des élections avait entraîné une présence accrue de Wagner et, les combats coûtant cher, le groupe était devenu de plus en plus gourmand. L'espoir improbable de voir le président Touadéra, fort de l'appui rwandais, de la Minusca et de l'aide conjoncturelle française, prendre ses distances avec les hommes de Prigojine semblait exister au début de janvier, quand des avions de chasse français ont survolé des zones contrôlées par la CPC, mais il a tourné court après quelques mois d'offensive. Il est devenu clair que le président n'altérerait pas sa nouvelle allégeance, et que cette décision était la sienne, pas celle de ses conseillers.

D'autre part, Paris a dû réévaluer la montée du discours contre la France, un discours qui ne se limitait plus à la dénonciation idéologique ou politique de l'ancienne puissance coloniale, mais appelait à attaquer résidents, entreprises et ambassade. Cette évolution n'était pas circonstancielle, il y a eu une systématisation et une radicalisation progressive des propos qui n'ont pu qu'inquiéter.

En juin 2021, on ne pouvait donc plus parler d'inflexion, mais réellement de changement de cap. Cette décision n'a évidemment pas été sans lien avec ce qui se passait alors au Mali et, même si l'importance des deux crises n'a jamais été la même pour Paris, l'une a répondu à l'autre et une politique testée ici a tendu à être reproduite là.

La décision de geler l'aide budgétaire à Bangui était significative en soi, mais elle a aussi indiqué que Paris travaillerait à convaincre ses partenaires internationaux à faire de même. Si l'aide budgétaire était modeste dans le volume de l'aide internationale pour la RCA (l'essentiel étant constitué de l'aide humanitaire et du financement de projets), elle jouait un rôle important pour le paiement des salaires et des primes de la fonction publique, de l'armée et aussi des parlementaires, véritable talon d'Achille de tout gouvernement centrafricain depuis Bokassa.

---

<sup>125</sup> Entretien avec un homme politique africain, Paris, décembre 2022.

Un diplomate me l'a dit sans fard : « la RCA est devenue l'appartement témoin de la Russie en Afrique. Il nous faut prouver que cela ne va nulle part<sup>126</sup>. » Le problème de cette politique est qu'elle s'est définie de plus en plus vis-à-vis de la Russie et de moins en moins vis-à-vis du champ politique (centr)africain. Certes, les Wagner ne manquaient pas d'ingéniosité et étaient souvent à la manœuvre, notamment grâce aux réseaux sociaux. Ils ont transformé l'arrestation d'un ancien soldat français en préparation d'un coup d'Etat, la présence de quatre soldats français sous contrat onusien (gardes du corps d'un général de la Minusca) à l'aéroport en une tentative d'assassinat du président Touadéra... Peu a importé la colère de Paris (ni celle du secrétaire général des Nations unies, furieux de voir l'accord avec la RCA foulé aux pieds) : le président Touadéra a semblé convaincu du risque encouru et de la valeur de la protection russe. La réaction française a donc été vigoureuse tout d'un bloc, quand il aurait fallu être plus subtil que ses adversaires.

D'abord, honneur à la ministre des Affaires étrangères centrafricaines, Sylvie Baïpo-Temon. Le fisc français s'intéressait à des membres de la diaspora centrafricaine, et ses enquêtes révélèrent rapidement la circulation de fonds importants entre Bangui et la France. Certains officiels ou parents d'officiels fouillés à l'aéroport Charles de Gaulle furent trouvés en possession de petites fortunes. L'argent fut confisqué, puis rendu, mais la nouvelle parvint à Bangui. On apprit ainsi que Sylvie Baïpo-Temon, citoyenne française et grande avocate de la politique pro-russe, n'avait pas acquitté ses impôts depuis des années. Elle fut également fouillée dans le salon VIP de l'aéroport parisien. Cette violation de la convention de Vienne faisait écho à celles commises à Bangui, notamment l'arrestation de soldats de la Minusca et le refus des visites consulaires au soldat retraité détenu à Bangui évoqué plus haut. Cette guérilla incessante qui servait de réponse française à des accusations assez fantaisistes n'a pas abouti à grand-chose, le mensonge et la rumeur prospérant dans les situations autoritaires où le débat public est limité aux acquêts. Mais elle a sans doute produit des effets dans les sphères gouvernementales et politiques centrafricaines. On peut imaginer que la popularité des cryptomonnaies dans ces cercles est liée à cette situation : plus besoin de transporter des liasses de billets d'euros lors d'un transit obligé à Paris.

La France, dans le même temps, a essayé de prouver qu'une coopération se poursuivait et œuvrait à l'amélioration des conditions de vie de la population. L'Agence française de développement (AFD) finançait tel ou tel projet, l'Alliance française menait tel autre événement culturel. Toutes ces activités bienveillantes aidaient à n'en pas douter des Centrafricain·e·s, mais on peut douter de leur impact sur l'opinion publique. Elles procédaient d'une approximation également faite au Mali, avant la suspension définitive de toute aide en décembre 2022. Les Centrafricain·e·s ont été pris dans un débat sur la souveraineté de leur Etat et sur la nature de l'ingérence internationale. Fournir des biens publics pour prouver sa proximité avec la population n'était (hélas) pas une réponse idoine à la question. L'Etat n'est pas seulement conçu comme un prestataire de services, y compris par des populations démunies. Il aurait peut-être mieux valu mettre en exergue l'absence de coopération médicale, scientifique et technique russe, et démontrer que le Groupe Wagner était payé par la République centrafricaine, non par Moscou. Ces critiques sont venues de journalistes, qui ont pris des risques personnels importants pour faire leur métier, ou d'ONG<sup>127</sup>.

---

<sup>126</sup> Entretien à Paris, septembre 2021.

<sup>127</sup> Ainsi ce rapport passionnant dont les auteurs restent anonymes : European Investigative Collaborations, All

Il n'est pas sûr que le discours d'Etat soit le plus efficace, quoi qu'en pense le président Macron qui voudrait mobiliser des moyens d'information respectés en Afrique, comme Radio France internationale (RFI), au profit de sa seule politique<sup>128</sup>. La posture française qui consiste à identifier tout discours critique africain concernant la politique de Paris sur le continent à un discours de propagande russe manifeste un refus d'entendre des critiques souvent anciennes (justifiées ou moins, cela dépend de ses options politiques) des mouvements sociaux africains. Les cataloguer comme propagande russe, c'est offrir à Moscou des alliés très nombreux qui n'ont pourtant pas le même agenda politique.

La politique française a de plus en plus été ramenée à deux démarches dont on mesure progressivement les effets désastreux sur l'opinion publique centrafricaine, à l'opposé des buts visés par la diplomatie hexagonale.

La première est la nouvelle politique de visa. Il est vite apparu que de nombreux officiels centrafricains voyageaient sans difficulté entre Bangui et Paris tout en tenant des discours très hostiles et outrés sur la France et les Français. Décision a alors été prise de rendre ces voyages difficiles ou impossibles. Les restrictions qui devaient frapper les *happy few* du régime ont rapidement concerné beaucoup de gens, peut-être simplement parce que le ministère de l'Intérieur français les a généralisées. En Centrafrique comme ailleurs sur le continent, l'opinion publique ne peut être favorable à cette France qui avait déjà une politique de visa très restrictive. Emmanuel Macron pouvait mobiliser tous les intellectuels africains de la diaspora : cela ne changeait rien.

Cette opinion publique a en revanche réagi plus positivement lorsque des affaires de corruption ou de concussion ont été mises à jour, en Europe ou à Bangui. Effectuées au moment de la transition, ces dénonciations auraient sans doute modifié positivement l'image de la France en RCA, mais les amitiés et la priorité donnée à la tenue d'élections le plus rapidement possible avaient maintenu un conformisme de bon aloi...

Pourtant, la messe n'était pas dite et Paris en mars 2023 a semblé revenir à une posture apparemment plus ouverte sur la base d'un calcul simple : mieux vaut parier une nouvelle fois sur un revirement de Touadéra et un départ de Wagner que de prendre le risque d'une involution radicale du régime centrafricain et d'une nouvelle transition qui serait coûteuse financièrement et politiquement pour Paris<sup>129</sup>. A voir.

La seconde démarche, plus principielle, tend à ce que Paris soit plus réaliste dans son approche de la Centrafrique, pays avec lequel seules des relations « normales » devraient exister dans l'avenir. Comme pour le Tchad, il faudra du temps pour que les diplomates (même occidentaux) et les opinions publiques (africaines) en viennent à déconnecter la situation en RCA de la politique française. Paris pourra nier toute influence sur un événement, même si c'est à raison, peu y croiront. La France ne peut se désintéresser du sort de la Centrafrique dans les années qui viennent. Espérer le contraire c'est oublier l'histoire d'une présence dans ce pays, notamment sa quasi-tutelle après 1960, et passer par pertes et profits la compétition internationale actuelle sur le

---

Eyes On Wagner project and the Dossier Centre, « CAR : Prigozhin's blood diamonds », décembre 2022, <https://alleysonwagner.org/2022/12/02/car-prigozhins-blood-diamonds/>

<sup>128</sup> Voir le discours d'Emmanuel Macron à la conférence des Ambassadeurs le 31 août 2022. Pourquoi ne pas simplement demander aux journalistes de bien faire leur travail, quitte à déplaire aux uns et aux autres ?

<sup>129</sup> Pascal Airault, « Pourquoi Macron a renoué le dialogue avec Touadéra », *L'Opinion*, 17 mars 2023.

continent africain. De plus, même si la RCA ne représente que 5 % de l'économie de la CEMAC, elle reste culturellement complètement intégrée à celle-ci. Il est donc présomptueux de penser qu'on pourrait se débarrasser de Bangui, comme le capitaine Haddock de son sparadrap, sans que cela ait un impact réel sur les opinions des élites et de la population dans toute la sous-région.

## CONCLUSION : LA CRISE D'UNE RÉGION PLUS QUE D'UN PAYS

Plusieurs questions soulevées dans cette analyse nécessiteraient une réflexion plus générale, dont quatre me semblent immédiatement importantes car elles vont se poser de manière récurrente dans les mois qui viennent en République centrafricaine et en Afrique centrale.

La première est évidemment l'avenir de la Russie sur le continent africain et la polarisation qu'elle génère. La deuxième procède d'une réflexion plus systématique sur le rôle du mercenariat et la construction de l'Etat en Afrique et ailleurs. La troisième, en phase avec des interrogations sahéliennes, porte sur la montée globale de l'autoritarisme et la décomposition des armées. Enfin, la dernière est le devenir non seulement d'un pays mais aussi d'une région, car la crise en Centrafrique pourrait entrer en résonance avec celles plus ou moins avancées de ses voisins de la région : Tchad, Soudan, Cameroun, RDC, Congo-Brazzaville, etc.

Les dynamiques politiques que j'ai décrites s'inscrivent dans un contexte global (et donc aussi africain) de retour des autoritarismes. L'intérêt du cas centrafricain est de rappeler la résurgence d'une dynamique déjà repérable au cours des dernières années du régime de François Bozizé et de montrer comment un Etat déliquescant sait jouer de ses propres faiblesses et d'une configuration régionale et internationale particulière pour aujourd'hui contraindre le champ politique et terroriser sa propre population en construisant un ennemi forcément étranger et en instrumentalisant la Russie pour sa pérennisation. Les moyens et techniques de coercition sont d'une grande modernité, même s'ils s'appuient sur un répertoire de pratiques coercitives déjà bien rodées en Afrique centrale. Cette symbiose entre Wagner et les dirigeants centrafricains mérite d'être étudiée pour ce qu'elle est : une manière graduelle, en partant d'un besoin légitime de protection des populations, de sécuriser un régime, puis une présidence alors même que les conditions sécuritaires déclinent fortement pour les gens du commun. C'est ce modèle que Wagner met en œuvre sur les sollicitations de la junte malienne avec, à terme, les mêmes conséquences dirimantes pour la population.

Mais la fixation occidentale sur Wagner, quoique compréhensible, ne doit pas nous faire oublier plusieurs aspects essentiels. Le premier est que la compagnie Wagner ne constitue plus la seule offre sur le marché en forte croissance de la protection des régimes aux dépens de leur population. En effet, le succès du Rwanda, moins publicisé que la présence de Wagner, donne une indication sur la montée en puissance de logiques plus sécuritaires que militaires sur le continent<sup>130</sup>. Le Rwanda de Paul Kagamé n'aidera à la construction démocratique ni

---

<sup>130</sup> Même si cela devrait être l'objet d'une longue analyse, on peut affirmer qu'il y a une recombinaison importante des offres de sécurité sur le continent africain qui n'incluent pas seulement Wagner et/ou des compagnies

en RDC, ni en RCA, ni au Bénin, ni au Mozambique. Le modèle qu'il semble fournir indique bien que les pays occidentaux ne sont pas aussi mobilisés qu'ils le prétendent pour défendre la démocratie. C'est ce que la France démontre dans ses relations avec des Etats « militarisés » comme le sont aujourd'hui le Tchad, le Rwanda, l'Ethiopie, l'Egypte et l'Algérie.

Mais la question va au-delà des alliances et des soutiens internationaux. Il faut aussi s'interroger sur le fait que les démocratisations obtenues de haute lutte au début des années 1990 n'ont pas produit les résultats escomptés en termes d'ouverture de l'espace public, de renégociation des inégalités sociales et d'amélioration globale du niveau de vie. Il est facile de blâmer la corruption des élites africaines, ou alternativement les injustices du système international. L'analyse est plus dialectique, historique et elle montre que les nouveaux autoritarismes qui prennent forme sous couvert d'un populisme anti-impérialiste bon teint ne feront guère bouger les lignes ni au niveau intérieur ni au niveau international. L'intérêt pour les cryptomonnaies en Afrique procède de cette volonté d'échapper à une situation bloquée, et cristallise des désirs tout à fait différents : devenir riche très vite (car on reconnaît la nature hautement spéculative, proprement magique, de ce secteur), ne plus être lié à l'histoire coloniale (adieu franc CFA, vive la monnaie digitale), être d'emblée un citoyen global qui peut vivre (et consommer) à Shenzhen, à Bruxelles ou à Londres. On peut en sourire, surtout lorsque les mêmes partisans de ces cryptomonnaies font parade de leur soutien aux militaires et à leurs alliés russes, en oubliant l'oppression charriée par les uns et les autres.

La situation plus que calamiteuse des populations devrait relever d'une urgence politique internationale, mais comme l'a rappelé le Prix Nobel de la paix congolais Denis Mukwege, la société des Etats sait bien vivre ses amnésies sélectives et ses amourachements jusqu'à ne plus prêter qu'une attention distraite à certaines crises ou certains événements. Pour ce qui concerne la RCA, Bangui a fonctionné comme une bulle : la dissémination de la violence en zone rurale, la milicianisation des populations comme des appareils de force gouvernementaux, l'accroissement des migrations forcées internes et régionales (voir figure 2 en annexe), tout cela a pu faire vivre un système d'aide désuet, mais si efficace pour attester de l'utilité d'une présence des casques bleus. Jamais la direction de la Minusca n'a voulu tirer les leçons politiques d'une telle détérioration des conditions de vie en province, berçant le siège new-yorkais d'un optimisme de bon aloi et permettant au responsable des opérations de maintien de la paix, lors de ses brefs séjours en RCA, de visiter de beaux projets réalisés par des associations de femmes ou de jeunes hors de la capitale, après l'indispensable célébration de la coopération avec le gouvernement. Les diplomates, eux, ont exprimé des points de vue variés mais en définitive, c'est la situation sécuritaire de Bangui qui est restée cardinale dans les analyses politiques du régime ou du pays.

La réalité n'est pas là et, surtout, elle est plurielle et contradictoire. Certaines zones vivent aujourd'hui comme elles vivaient avant la crise de 2013, quelquefois un peu mieux si l'on ne s'intéresse pas au sort des musulmans. Ailleurs, c'est-à-dire dans le centre, l'est et le nord du

---

militaires privées au statut juridique plus ou moins bien fondé (qu'elles soient occidentales, chinoises ou autres) et un pays comme le Rwanda. Il faudrait également évoquer le rôle joué par les Forces de soutien rapide du numéro 2 de la junte soudanaise et la politique des Emirats arabes unis, distincte de celle du Rwanda pour l'heure, dont on peut mesurer les effets au Yémen et en Libye. Voir par exemple la réflexion d'Andreas Krieg, « Security assistance to surrogates – How the UAE secures its regional objectives », *Mediterranean Politics*, 2023, DOI : 10.1080/13629395.2023.2183659

pays, l'insécurité est à ce point routinière que la population peine à comprendre pourquoi les grandes ONG humanitaires rétractent leurs opérations et confient à des ONG nationales la gestion de facilités si indispensables à la population. Les peurs, les rumeurs fondées ou non, les embuscades réussies ou non, constituent en RCA comme dans l'est de la RDC une gouvernamentalité des économies minières structurées autour de la présence d'hommes en armes, quelle que soit l'autorité censée les commander.

Ce que l'on voit à Bangui, c'est une économie concessionnaire où la parole de l'Etat est minée par son propre comportement<sup>131</sup>. Le nouveau venu russe a ainsi pu se saisir de concessions sur le diamant et l'or tout en mettant en place des partenariats pour le bétail et le bois, mais l'Etat nouveau panafricaniste n'a plus aucun discours sur le développement, seulement sur l'opportunité de revisiter des contrats pour en annuler certains (comme récemment celui octroyé à la compagnie sud-africaine Dig Oil) pour obtenir de nouvelles avances de trésorerie. En province, cette nouvelle illustration de l'arbitraire juridique qui souvent règne dans le secteur minier, résonne avec la dépossession et le harcèlement des populations sous couvert d'une restauration de l'Etat et d'une présence accrue de ses agents et de ses alliés. Le gouvernement et la Minusca, toute honte bue, peuvent alors rappeler que le drame des populations vivant sous la coupe des groupes armés est plus tragique encore et que mieux vaut donc se concentrer sur cette dénonciation-là.

A lire les désormais fréquentes analyses sur la Russie en Afrique, au-delà de la RCA, on est frappé par la posture très communicationnelle de ces approches, à l'instar des déclarations du président Macron et de ses ministres de la Défense et des Affaires étrangères. Les notes publiées par les think tanks français sont une bonne illustration de cette tendance<sup>132</sup>. Il est cependant possible de raisonner d'une autre façon, en se gardant bien de pronostiquer une nouvelle guerre froide, tant il paraît improbable de voir se cristalliser deux camps. La Chine, la Turquie, l'Inde, les pays du Golfe et les autres émergents ont un positionnement compliqué qui ne peut s'analyser à l'aune du seul opportunisme.

La Russie semble incapable de mener une coopération normale (*i.e.* à l'image de la Chine ou de la Turquie) avec les pays africains. C'est ce qu'illustre son incapacité à livrer les vaccins Sputnik mille fois promis au continent. Les experts russes eux-mêmes notent la difficulté de produire un état des lieux des projets adoptés dans le sillage de la conférence de Sotchi en octobre 2019, qui fut indubitablement un grand succès pour la Russie<sup>133</sup>. La raison invoquée n'est pas anodine. Les protocoles d'accord sont signés par les dirigeants russes avant que des études de faisabilité ne soient entreprises ; nombre de projets doivent de ce fait être abandonnés car ils sont irréalisables ou trop chers<sup>134</sup>.

---

<sup>131</sup> Voir la description fournie dans Roland Marchal, « Aux marges du monde... », *op. cit.*

<sup>132</sup> Kevin Limonier, « Diffusion de l'information russe en Afrique. Essai de cartographie générale », IRSEM, Note de recherche, n° 66, novembre 2018. Depuis, les rapports se sont multipliés sur le même thème dans les principaux think tanks.

<sup>133</sup> Kester Kenn Klomegah, « Russian experts recommend new policy strategies for Africa - OpEd », *Eurasia Review*, 15 novembre 2021, [www.eurasiareview.com/15112021-russian-experts-recommend-new-policy-strategies-for-africa-oped/](http://www.eurasiareview.com/15112021-russian-experts-recommend-new-policy-strategies-for-africa-oped/)

<sup>134</sup> Cette limitation ne remet pas en question l'expertise russe dans certains domaines où elle est aussi, ou plus, compétitive que celle des Occidentaux : l'armement évidemment, les mines, l'énergie et le nucléaire civil, entre autres.

Ensuite, la politique russe envers le continent africain semble surtout opportuniste, faite d'une série de « coups », comme en RCA et au Mali, qui ne dit rien sur les objectifs concernant les cinquante-deux autres pays du continent qui ont une autre importance que ces deux pays. Que veut par exemple la Russie en Libye ou en Angola ? L'Afrique n'est plus une somme de pays qu'on peut choyer ou rudoyer sans que cela ait des conséquences sur les relations avec les autres pays du continent (la France en fait la dure expérience au Sahel). En ce sens, la Russie est à l'opposé de son allié putatif, la Chine populaire, qui a une relation au long cours avec les pays du continent, investit et s'adapte pour acquérir une hégémonie sans être sous les lumières de l'actualité. Pékin a aussi un agenda sécuritaire pour le continent africain, mais l'avance avec une prudence qui permet d'éviter la formation d'un front occidental, à l'inverse de ce qui s'est passé avec la Russie.

L'importance de Wagner est surjouée par tous les protagonistes de cette rivalité internationale. D'abord, peu de pays du continent ont réellement besoin de Wagner ou d'un éventuel équivalent occidental : la Tanzanie, le Kenya ou même l'Éthiopie en guerre peuvent avoir besoin de matériel militaire, de formateurs mais pas de mercenaires qui ne leur offrent rien de plus que ce que la coopération interétatique (notamment avec les États-Unis ou la Turquie) leur fournit déjà. De plus, Wagner est loin d'être une sinécure. Son service est onéreux et ses résultats ne sont pas impressionnants. En Libye et au Mozambique, dans des conflits très différents, ses employés ont marqué le pas. En RCA, leur supériorité militaire est un fait mais qui sont leurs adversaires ?

Les cris d'orfraie des Occidentaux posent cependant question. La principale différence entre Wagner et les compagnies militaires privées (CMP) est que Wagner n'a aucune existence juridique, n'est donc jamais comptable de ses actes, ce qui permet tous les débordements. Théoriquement, au moins, dans le monde occidental, les employés de ces CMP sont supposés ne pas être des criminels qui paient par cet emploi leur amnistie. A voir. En tout cas, on sait aujourd'hui que tel n'est pas le cas de Wagner et que cette indifférence au casier judiciaire de ses recrues pourrait expliquer une part des violences commises sur les populations civiles, en RCA comme en Ukraine. Lorsque les premières CMP sont intervenues dans les conflits au Sierra Leone et au Libéria, il y a un quart de siècle, peu d'États occidentaux ont réagi. Il a fallu l'implication des grandes organisations de défense des droits de l'homme pour qu'on accepte de discuter un modèle économique qui n'était pas essentiellement différent de celui mis en place par Wagner. Celui-ci se diffuse, se globalise<sup>135</sup>. On l'a vu en Afghanistan où l'offensive des talibans sur Kaboul n'a pu être freinée, notamment parce que le contrôle aérien des hélicoptères militaires afghans était fourni par une CMP américaine dont les membres ont quitté Kaboul, comme tous les citoyens américains. La question du mercenariat et/ou des CMP va donc rester dans l'actualité globale et africaine.

La question de l'influence à travers les réseaux sociaux est essentielle mais il n'est pas sûr qu'elle soit la mieux posée par les États occidentaux qui, eux-mêmes, ne rechignent pas à guider les messages médiatiques et à faire œuvre de propagande<sup>136</sup>. Cela ne signifie pas

---

<sup>135</sup> Sean McFate, *The Modern Mercenary : Private Armies and What they Mean for the World Order*, Oxford et New York, Oxford University Press, 2015.

<sup>136</sup> Voir « More-troll kombat. French and Russian influence operations go head to head targeting audiences in Africa », Graphika and Stanford Internet Observatory, décembre 2020, <https://graphika.com/reports/more-troll-kombat>

qu'il faille tout mettre au même niveau. Les militaires américains, sur instruction, n'ont cessé de mentir au Congrès et au public sur l'évolution de la guerre en Afghanistan<sup>137</sup>. Que penser de la réaction française après la bavure commise par Barkhane à Bounti au Mali (pourtant documentée par les organisations de défense des droits de l'homme locales et les Nations unies), récusant toutes les accusations, tout en pointant la propagande russe et en refusant de fournir la moindre preuve de sa version des faits ? Il y a des clarifications à donner avant de vouloir entraîner journalistes et universitaires dans une guerre pour une vérité qui aurait de singuliers points aveugles<sup>138</sup>.

Wagner et ses affidés panafricanistes représentent un vrai danger pour le débat public africain, en ramenant la complexité des situations à des choix proprement manichéens, en écrasant l'analyse par l'affirmation idéologique. Mais la critique de ces pratiques ne doit pas servir à passer par pertes et profits les discours pluriels et contradictoires des opinions publiques africaines sur l'action des puissances occidentales sur le continent.

D'un point de vue africain, Wagner fait écho à d'autres sinistres aventuriers comme Bob Denard, à la fois en contact avec des services de renseignement d'Etats mais aussi prompts au lucre. Le temps d'un mercenaire de cet acabit est aujourd'hui révolu sur le continent. Cependant, le paradigme qu'illustre le groupe de Prigojine n'appartient pas au passé. C'est aussi un modèle économique et un modèle diplomatique qui sont congruents avec les attentes de certaines élites du continent. On le voit parfaitement en RCA. On le voit, de façon plus nuancée, au Mali car l'esprit de corps de l'armée malienne (qui n'est pas un modèle du genre) est nettement plus vigoureux que celui de l'armée centrafricaine et parce que le nationalisme malien – quoi qu'on pense de ses débordements – est plus prégnant dans les élites et la société. L'Afrique des conflits (qui n'est pas toute l'Afrique, loin de là) recèle de situations qui ne peuvent que susciter comparaisons et inquiétudes. Faut-il rappeler ici l'est de la RDC et la capacité du Rwanda et de l'Ouganda depuis plus de vingt-cinq ans à susciter des groupes miliciens qui permettent à ces deux pays d'exporter du diamant et du coltan alors qu'ils n'en produisent pas sur leur sol national ? En Libye, ce sont d'anciens rebelles tchadiens et soudanais, mais aussi d'autres, recrutés en Afrique du Nord ou au Proche-Orient, sans oublier la présence d'éléments des forces spéciales de pays occidentaux dont la France. Il est curieux d'avoir si peu entendu Paris évoquer les pratiques du Groupe Wagner en Libye, mais peut-être est-ce parce que les Français soutenaient eux aussi le maréchal Haftar ?

On touche là à une interrogation plus fondamentale sur la construction de l'Etat et le rôle de forces mercenaires. Une inquiétude sur le continent est que les compagnies militaires privées qui ont (bien) vécu sur les interventions internationales en Irak et en Afghanistan sont à la recherche de nouveaux contrats. L'Afrique est, pour elles, un continent d'avenir même si lesdites guerres contre le terrorisme sont en nombre limité. Ce que Wagner prouve est que ce secteur d'activité n'est plus simplement occidental, que d'autres pays sont disposés

---

<sup>137</sup> Craig Whitlock, *The Afghanistan Papers. A Secret History of the War*, New York, Simon and Schuster, 2021 ; Carter Malkasian, *The American War in Afghanistan. A History*, New York, Oxford University Press, 2021.

<sup>138</sup> Jacques Pezet, « Checknews : La France a-t-elle reconnu avoir tué des civils dans le bombardement de Bounti au Mali, le 3 janvier ? », *Libération*, 13 juin 2021.

à jouer la carte d'une privatisation de la sécurité pour leurs intérêts bien compris. Alors qu'on assiste à une diversification du secteur en Russie avec l'émergence de compagnies moins « illégales », d'autres pays – y compris la Chine<sup>139</sup> – s'y mettent et, même en France, certains poussent à une ouverture plus radicale d'un secteur qui reste très contrôlé. Il est donc important de ne pas prendre l'arbre pour la forêt et de constater qu'il y a déjà une déclinaison africaine de ce phénomène.

L'Afrique centrale est le réceptacle de toutes ces dynamiques centrifuges. L'un des maître-arguments du président Touadéra pour remiser la Constitution de 2016 était d'expliquer que tous ses voisins avaient abandonné depuis longtemps la limitation du nombre de mandats présidentiels. Pourquoi la RCA devrait-elle être privée d'un droit dont jouissaient ces voisins ? Qu'importent les manifestants fauchés par les balles à Ndjamena en octobre 2022 ou la situation pathétique de la ville de Brazzaville : leurs dirigeants sont là, voyagent à Washington et récoltent un soutien occidental. Alors qu'importe que les villageois paient la rancune sanglante des éléments de Wagner, et que la misère se donne en spectacle dans les rues de la capitale ? Pourquoi pas la RCA, pourquoi pas Touadéra<sup>140</sup> ?

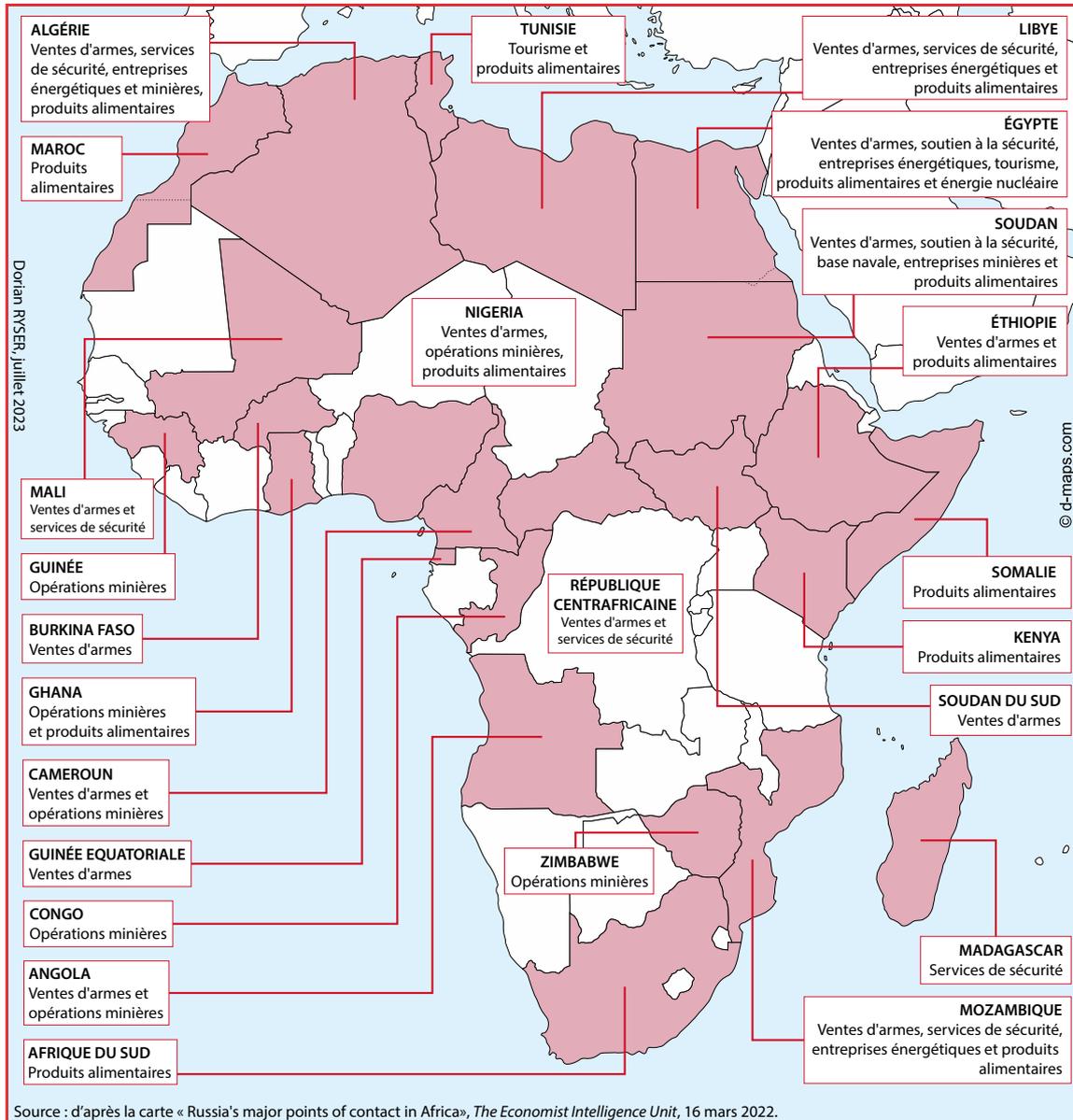
---

<sup>139</sup> Max Markusen, « A stealth industry : the quiet expansion of Chinese private security companies », Washington, Center for Strategic and International Studies, Brief, 12 janvier 2022 ; Alessandro Arduino, *China's Private Security Companies : The Evolution of a New Security Actor*, Washington, National Bureau of Asian Research, 2019, [www.nbr.org/publication/chinas-private-security-companies-the-evolution-of-a-new-security-actor/](http://www.nbr.org/publication/chinas-private-security-companies-the-evolution-of-a-new-security-actor/)

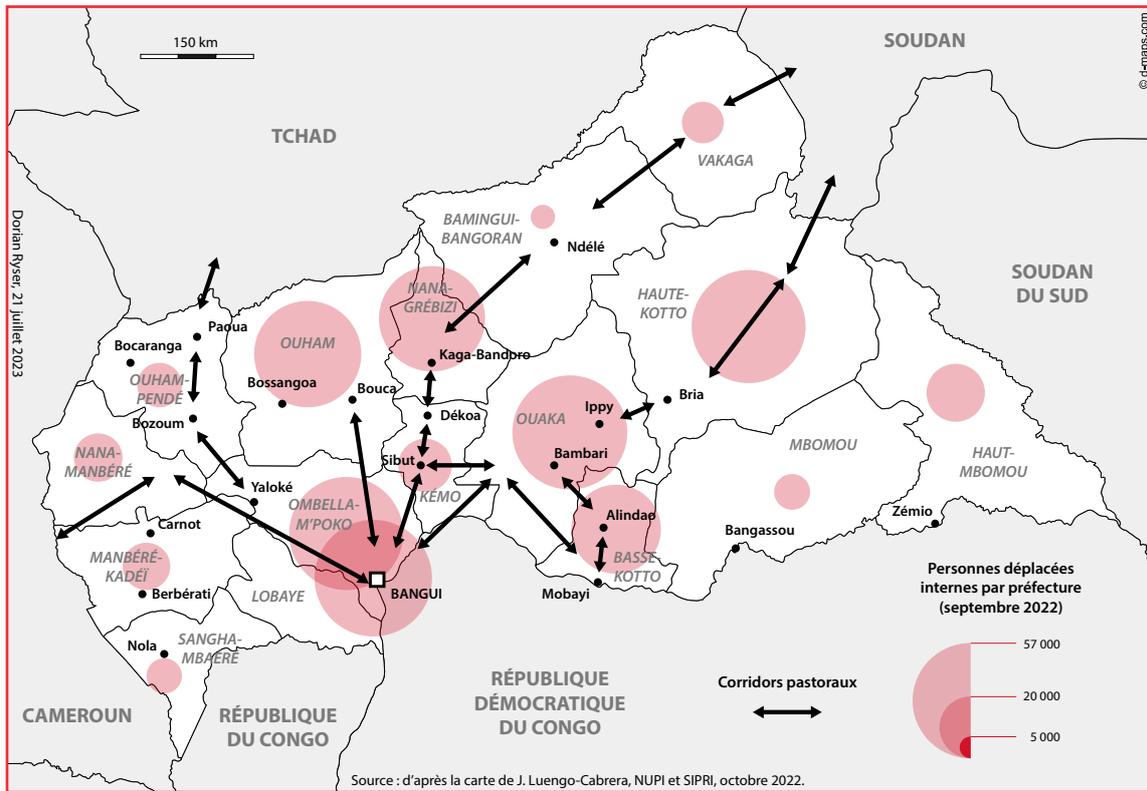
<sup>140</sup> La rédaction de ce texte a été achevée le 20 mars 2023.

# ANNEXE

Figure 1  
La Russie en Afrique



**Figure 2**  
**Personnes déplacées internes et corridors pastoraux en Centrafrique**



**Les Etudes du CERI**

**Directeur de collection : Alain Dieckhoff**

**Rédactrice en chef : Judith Burko**